





## DÉBATS

## Le baromètre de la solidarité

Pour les Français, le chômage est désormais une question plus urgente que la faim dans le monde

LES Français sont-ils vraiment sensibles à la misère du tiers-monde? Sont-ils réellement prêts à se mobiliser en faveur du développement? Pour la troisième année consécutive, le CCFD (Comité catholique contre la faim et pour le développement) a demandé à l'Institut de sondage Lavalley de prendre le pouls de l'opinion. Ce « baromètre de la solidarité » est doublement intéressant : il permet de mesurer les évolutions d'une année sur l'autre, mais aussi de dégager des tendances « lourdes » qui ne sont guère affectées par l'actualité.

La conjoncture économique pèse de tout son poids : contrairement aux deux années précédentes, ce n'est pas la faim dans le monde qui est considérée par les Français comme la question la plus urgente à traiter, mais le chômage. Quant à l'environnement, il campe toujours, solidement, à la troisième place. A choisir entre le développement du tiers-monde et la préservation de l'environnement de la

planète, les trois quarts des personnes interrogées choisissent le deuxième terme : il faut imposer aux pays pauvres une certaine limitation de leur développement industriel si c'est le seul moyen de préserver le patrimoine naturel.

Le troisième « baromètre » du CCFD confirme que les Français ont une approche émotionnelle du tiers-monde. Leurs réactions se fondent sur des coups de cœur et non sur une approche raisonnée du développement. Ceci-ci arrive loin derrière d'autres causes à soutenir, comme les droits de l'homme, les handicapés, le combat contre la pauvreté ou en faveur de l'enfance violente. La recherche médicale (cancer et sida) reste la priorité des priorités, de manière encore plus nette que les deux années précédentes.

L'effondrement du communisme en Europe de l'Est ne pouvait pas ne pas modifier la conception des Français en matière de solidarité. Déjà, l'an dernier, la Roumanie faisait une percée spectaculaire,

passant de la treizième à la deuxième place des pays à aider en priorité. Et la Pologne se hisse en quatrième position, devant le Bangladesh. Cette année, comme il fallait s'y attendre, l'ex-URSS figure pour la première fois (à la onzième place) dans ce « hi-parade » de la détresse planétaire. Mais l'Ethiopie reste en tête, pour la troisième année consécutive, sans avoir pour autant défrayé la chronique à une date récente. Il faut croire que les Français ont été durablement marqués par d'atroces images de famine dans ce pays meurtri.

Le sentiment de solidarité n'a, semble-t-il, pas grand-chose à voir avec les liens culturels et économiques : l'Algérie, pourtant si proche de la France, se maintient en bas du tableau, à la vingt-sixième place. La « couleur » politique ne joue pas davantage : plus de 66% des personnes interrogées estiment qu'il faut aider tous les pays en difficulté, quel que soit leur régime politique.

A noter, d'autre part, la percée

du « droit d'ingérence humanitaire ». Lorsqu'une population court un grave danger (famine, guerre civile...) et que le gouvernement local empêche les organisations humanitaires de faire leur travail, l'intervention de la communauté internationale est-elle indispensable, « au besoin par la force » ? Deux Français sur trois répondent oui. Il ne s'agit plus d'un droit, mais d'un « devoir d'ingérence », selon l'expression popularisée par Bernard Kouchner...

## Les champions du don

Comment aider le tiers-monde ? C'est l'action des organisations humanitaires qui apparaît la plus utile. Ni la CEE (pourtant très engagée dans ce domaine) ni le gouvernement ne trouvent grâce aux yeux des Français. Cela n'empêche pas une méfiance persistante à l'égard des ONG, avec un très léger avantage pour les organisations confessionnelles.

Confirmation remarquable de ce

« baromètre » de la solidarité : en France, personne ou presque ne dit que l'aide au tiers-monde devrait être diminuée. Une majorité se dégage, en revanche, pour réclamer une meilleure utilisation des fonds.

Etre favorable à l'aide au tiers-monde ne signifie pas forcément sortir son portefeuille. Près de 71% des personnes interrogées reconnaissent n'avoir fait aucun don au cours de l'année écoulée. Marie-Thérèse Antoine-Paillet, directeur adjoint du CESEM (Centre d'études socio-économiques et de management), souligne à ce propos une contradiction troublante à propos de l'appartenance politique : c'est à gauche que se manifeste la nécessité la plus forte d'accroître l'aide, alors que les donateurs se recrutent beaucoup plus massivement à droite.

Faut-il l'attribuer à une différence de revenus ? A une image négative de la « charité » individuelle dans certains milieux ? Une chose est sûre, en tout cas : les catholiques pratiquants sont cham-

pions du don toutes catégories. Et il faut mettre à part les cadres supérieurs : « un peu plus prudents que la moyenne, en point à la fois sur la nécessité de l'aide, la pratique du don, la priorité donnée à la faim dans le monde, aux droits de l'homme et au développement du tiers-monde, au même titre, ou presque, que la recherche médicale ».

Les cadres supérieurs sont d'ailleurs la seule et unique catégorie à voir dans l'immigration « une chance pour la France, car les apports qu'elle permet font progresser la tolérance entre les hommes et contribuent à enrichir notre patrimoine culturel ». Globalement, les Français sont deux fois plus nombreux pour estimer que l'immigration est « plutôt un danger pour la France, car nous risquons d'être submergés par ces apports et d'y perdre notre identité culturelle ». Cette question ne figurait pas aux deux précédents « baromètres ». Tout indique qu'il faudra la repenser à l'avenir... ROBERT SOLÉ

## TRAIT LIBRE



« S'il vous plaît, à manger. »  
Dessin paru dans The Independent du 17 février.

## Priorité à la recherche médicale

Parmi les causes suivantes, quelle est celle qui vous paraît devoir être soutenue en priorité ?	1991	Rappel 1990	Rappel 1989
La recherche médicale (cancer, sida).....	74,5	70,8	70,7
Les enfants victimes dans le monde.....	59,2	57,9	53
La lutte contre la pauvreté en France.....	49,3	47,8	44,8
Les handicapés.....	35,6	35,3	42,7
Les droits de l'homme (prisonniers politiques, tortures).....	27,4	29,6	27,4
Le développement du tiers-monde.....	19,9	16,8	20,2
Les secours d'urgence en cas de catastrophe.....	12,8	15,2	18
La réinsertion des marginaux (délinquants, drogués, sortis des prisons).....	12	12,9	12,4
Les Eglises des pays où la religion est opprimée.....	2,4	2,6	2,0
Aucune.....	0	0,5	0,4
Ne sait pas.....	11	1	0,4

## L'Ethiopie toujours en tête

Parmi ces pays ou régions, lesquels devons-nous aider ?	1991	Rang 1991	Rang 1990	Rang 1989
Ethiopie.....	42,3 %	1	1	1
Roumanie.....	37,1 %	2	2	13
Bangladesh.....	35,6 %	3	3	5
Pays du Sahel.....	28,1 %	4	4	4
Pologne.....	25,1 %	5	5	2
Inde.....	19,0 %	6	7	6
Cambodge.....	17,9 %	7	9	7
Liban.....	14,5 %	8	6	3
Brésil.....	13,9 %	9	10	9
Afrique du Sud.....	12,7 %	10	8	8
Vietnam.....	11,6 %	11	15	14
URSS.....	10,0 %	12	19	30

## Une aide mal utilisée

Concernant l'aide au tiers-monde, parmi les opinions suivantes, laquelle se rapproche la plus de la vôtre ? (En %.)	1991	Rappel 1990	Rappel 1989
L'aide apportée par les pays développés au tiers-monde est très insuffisante et doit être augmentée :			
- de toute façon.....	10	6,4	10,2
- à condition qu'elle soit mieux utilisée.....	55	48,2	54
L'aide apportée au tiers-monde n'a pas besoin d'être augmentée ; il suffit qu'elle soit mieux utilisée.....	30,1	34	27,8
L'aide au tiers-monde doit être diminuée.....	1,5	3,4	3,4
Ne sait pas.....	2,8	5	4,6

## Méfiance à l'égard des ONG

Personnellement, faites-vous confiance, ou bien êtes-vous plutôt méfiant à l'égard de l'action des organisations humanitaires d'aide au tiers-monde ?	1991	Rappel 1990	Rappel 1989
- Fait confiance.....	42 %		
- Est méfiant.....	55,9 %		
- Sans opinion.....	2 %		
Faites-vous confiance pour l'aide au tiers-monde :			
- aux organisations confessionnelles.....	40,4 %		
- aux organisations non confessionnelles.....	37,4 %		
- d'aide au tiers-monde.....	22,2 %		
- sans opinion.....			

## Le Monde

Edité par la SARL Le Monde  
Comité de direction :  
Jacques Lesourme, gérant directeur de la publication  
Bruno Frappat, directeur de la rédaction  
Jacques Guilo, directeur de la gestion  
Manuel Lubert, secrétaire général

Rédacteurs en chef :  
Jean-Marie Colombani, Robert Solé  
(adjoints au directeur de la rédaction)  
Jacques Amalric, Thomas Faranconi  
Philippe Herrmann, Jacques-François Simon

Daniel Vernet  
(directeur des relations internationales)

Anciens directeurs :  
Hubert Beau-Méry (1944-1959), Jacques Fauvet (1959-1982)  
André Laurens (1982-1985), André Fontaine (1985-1991)

RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL :  
15, RUE FALGUIÈRE 75001 PARIS CEDEX 15  
Tél. : (1) 40-65-25-25  
Télécopieur : 40-65-25-99

ADMINISTRATION :  
1, PLACE HUBERT-BEUVE-MÉRY 94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX  
Tél. : (1) 40-65-25-25  
Télécopieur : 49-60-30-10

## Le Monde

RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL :  
15, RUE FALGUIÈRE  
75001 PARIS CEDEX 15  
Tél. : (1) 40-65-25-25  
Télécopieur : (1) 40-65-25-99  
Téléc : 208.806F

ADMINISTRATION :  
1, PLACE HUBERT-BEUVE-MÉRY  
94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX  
Tél. : (1) 40-65-25-25  
Télécopieur : (1) 49-60-30-10  
Téléc : 261.311F

Edité par la SARL Le Monde  
Durée de la société :  
cent ans à compter du  
10 décembre 1944  
Capital social :  
620 000 F  
Principaux associés de la société :  
Société civile  
« Les rédacteurs du Monde »  
« Association Hubert-Beuve-Méry »  
Société anonyme  
des lecteurs du Monde  
Le Monde-Entreprises  
M. Jacques Lesourme, gérant.

## Le Monde PUBLICITE

Jacques Lesourme, président  
Michel Cros, directeur général  
Philippe Dupuis, directeur  
15-17, rue du Colonel-Pierre-Avié  
75002 PARIS CEDEX 15  
Tél. : (1) 46-62-72-72  
Téléc : MONDUB 634 128 F  
Téléc : 46-62-99-73 Société filiale  
de la SARL Le Monde et de Méta et Régis Europe SA.

## Le Monde

TÉLÉMATIQUE  
Composé 36-15 - Tapez LEMONDE  
ou 36-15 - Tapez LMI

Commission paritaire des journaux  
et publications, n° 57 437  
ISSN : 0395-2037  
PRINTED IN FRANCE  
Renseignements sur les microfilms  
et index du Monde au (1) 40-65-29-33

## ABONNEMENTS

TARIF	FRANCE	SUISSE-BELGIQUE LUXEMB.-PAYS-BAS	AUTRES PAYS Voie normale-CEE
3 mois.....	460 F	572 F	790 F
6 mois.....	890 F	1 123 F	1 560 F
1 an.....	1 620 F	2 086 F	2 960 F

ÉTRANGER : par voie aérienne tarif sur demande.

Pour vous abonner, renvoyez ce bulletin accompagné de votre règlement à l'adresse ci-dessus  
ou par MINITEL : 36-15 LEMONDE code d'accès ABO

Changements d'adresse définitifs ou provisoires : nos abonnés sont invités à formuler leur demande deux semaines avant leur départ, en indiquant leur numéro d'abonné.

## BULLETIN D'ABONNEMENT

PP. Pour PP. 201 MCH 01  
Durée choisie : 3 mois ☐ 6 mois ☐ 1 an ☐  
Nom : \_\_\_\_\_ Prénom : \_\_\_\_\_  
Adresse : \_\_\_\_\_  
Localité : \_\_\_\_\_ Code postal : \_\_\_\_\_  
Pays : \_\_\_\_\_  
Veuillez avoir l'obligeance d'envoyer tous les noms propres en capitales d'imprimerie

## Le chômage, première urgence

Parmi les grandes questions du monde actuel, quelles sont les trois que vous considérez comme les plus urgentes à traiter ? (En %.)	1991	Rappel 1990	Rappel 1989
Le chômage.....	69,5	56,9	59,9
La faim dans le monde.....	67,9	62,7	66,6
La préservation de l'environnement.....	31,4	30,5	27,4
Le risque d'un accident nucléaire.....	30,1	27,2	23,1
Les mauvaises conditions de santé dans le monde.....	25,2	24,3	20,8
La torture.....	17,4	28,7	35,7
La croissance incontrôlée de la population mondiale.....	16,7	16,1	16,8
La course aux armements.....	12,4	11	8,1
La protection contre les grandes catastrophes naturelles.....	11,4	13,8	12,2
L'approvisionnement en énergie et en matières premières.....	10,7	13,5	16,4
Aucune.....	2,7	4,6	2,8
Sans opinion.....	0,1	0,5	0,6
	0,5	1,3	0,7

## Pas de discriminations politiques

Pensez-vous que vos dons à des organismes privés d'aide au tiers-monde doivent être attribués :	1991	Rappel 1990	Rappel 1989
- A tous les pays en difficulté quel que soit leur régime politique.....	66,4 %		
- En priorité aux pays en train d'évoluer vers la démocratie.....	17,6 %		
- Exclusivement aux pays déjà dotés d'un régime démocratique.....	7,3 %		
- Sans opinion.....	8,6 %		

## Oui au droit d'ingérence

Chaque fois qu'une population à l'intérieur d'un pays court un grave danger (famine, guerre civile...) et que le gouvernement local empêche les organisations humanitaires de faire leur travail, l'intervention de la communauté internationale, au besoin par la force, est selon vous...

- Indispensable (c'est un « devoir d'assistance à population en danger »).....	88,2 %
- Pas souhaitable, car il s'agit d'une ingérence dans les affaires intérieures d'un Etat.....	21,6 %
- Sans opinion.....	12,2 %

L'enquête de l'Institut Lavalley a été réalisée entre le 1<sup>er</sup> et le 15 novembre 1991 à partir d'un échantillon national de mille personnes âgées de quinze ans et plus.

L'analyse complète de ce « baromètre » sera publiée dans le numéro de mars de *Faim et développement Magazine*, le mensuel du CCFD (4, rue Jean-Lantier, 75001 Paris, tél. 40-26-51-60).

Les principaux résultats des deux précédents « baromètres » avaient été publiés dans *Le Monde* du 19 décembre 1989 et du 18 décembre 1990.



En visite à Moscou

## M. James Baker s'explique sur les mésaventures d'un sous-marin américain au large de Mourmansk

Fin de la guerre froide ou pas, les sous-marins américains continuent à monter la garde au large des grandes bases navales de l'ex-URSS, comme le prouve l'annonce de la collision de l'un d'eux avec un bâtiment soviétique, au large de Mourmansk, la semaine dernière.

Washington a décidé de profiter de la présence à Moscou du secrétaire d'Etat, M. James Baker, pour lui faire connaître le président Boris Eltsine du fait qu'un sous-marin américain à propulsion nucléaire, le *Baton-Rouge*, avait été partie à la collision. « Etant donné le changement dans la nature des relations entre la Russie et les Etats-Unis, nous avons pensé que le mieux était d'informer le président Eltsine », a déclaré le département de la Marine.

C'est sans doute la première fois que les Etats-Unis font état publiquement, sans y être obligés par les faits, d'un incident concernant un de leurs sous-marins. Les autorités américaines se sont refusées à toute précision sur la mission du *Baton-Rouge*, mais, selon les experts militaires, il ne fait guère de doute qu'il était en mission de surveillance dans une région où se trouvent les bases



navales de la flotte du nord de l'ancienne URSS.

Le Pentagone s'est contenté de dire que le *Baton-Rouge*, se trouvait en mer de Barents au-delà de la limite des eaux territoriales, qui est de 12 milles marins. Du côté russe,

on a cependant fait état de l'entrée dans le baie de Kola, dans les eaux territoriales. Le porte-parole du Pentagone a implicitement reconnu qu'il existait une divergence de vues entre Moscou et Washington quant à la limite des eaux territoriales.

C'est cependant bien sous le signe de la transparence que s'est achevée la visite en Russie du secrétaire d'Etat, premier Américain à pénétrer mardi dans le saint des saints du complexe militaro-industriel de l'ex-URSS, le centre nucléaire Tcheliabinsk 70.

M. Baker avait eu dans la matinée deux heures d'entretien avec son homologue russe Andreï Kozirev, au cours desquelles ils ont convenus d'ouvrir des discussions sur la création d'un système de détection précoce des missiles balistiques. M. Baker a déclaré que des progrès avaient été faits dans la discussion à propos de la réduction des missiles de longue portée, même si des divergences demeurent quant à la nature des ogives à éliminer. Il n'a pas précisé si les Etats-Unis avaient accepté de descendre au-dessous de 4 500 têtes (soit la réduction de 30 % proposée par le président Bush).

Les deux ministres devraient se revoir le 10 mars à Bruxelles lors d'une réunion de l'OTAN avec les Etats d'Europe centrale et de la CEI. La Maison Blanche a par ailleurs confirmé que MM. Bush et Eltsine se rencontreraient en juillet à Washington. (AFP, AP, Reuters.)

L'attentat de Lockerbie

## Les Etats-Unis qualifient l'enquête libyenne de «parodie de justice»

Les Etats-Unis ont qualifié mardi 18 février de «parodie de justice» l'enquête menée par un juge libyen sur l'attentat qui avait détruit en vol un appareil de la PanAm en décembre 1988 au-dessus de l'Ecosse. « Nous n'accordons pas beaucoup de crédit à ce que peut dire un juge libyen », a déclaré le porte-parole du département d'Etat, M. Richard Boucher. « Nous pensons que l'enquête libyenne, en l'absence de toute preuve de plus qu'une manœuvre dilatoire de la Libye et une tentative pour échapper à ses responsabilités », a-t-il ajouté.

Le juge libyen chargé de l'enquête sur l'attentat de Lockerbie a présenté mardi à la presse internationale les deux Libyens soupçonnés d'y avoir participé. Il s'agissait essentiellement de montrer que les deux hommes n'avaient pas été secrètement exécutés, car, sur le fond, le juge de la Cour suprême libyenne, Mohamed El Taher El Zaoui, s'est contenté de réitérer le refus de son pays d'extrader les deux hommes, réclamés par les justes américaines et britanniques.

Si les deux suspects, Abdel Basset Ali El Megrahi, trente-neuf ans, et Lamen Khalifa Fhimah, trente-cinq ans, « sont reconnus coupables par un tribunal libyen et qu'il est

prouvé qu'ils ont fait exploser l'avion avec l'intention de tuer ceux qui se trouvaient à bord, la peine prévue par la justice libyenne est tout à fait sévère, c'est la mort », a déclaré M. El Zaoui.

« Je ne suis pas coupable »

Contrairement à ce que les Libyens avaient annoncé, l'audience, à laquelle la presse internationale avait pourtant été conviée, ne fut pas publique : la loi libyenne l'interdit, a affirmé le juge, qui se prêta en revanche à une conférence de presse. Quant aux deux suspects, arrivés à la Cour suprême à bord d'un convoi de cinq voitures de police, ils n'ont pas été autorisés à répondre aux questions des journalistes. L'un d'entre eux, El Megrahi, a simplement déclaré : « Je veux juste dire que je ne suis pas coupable ».

Le juge a expliqué que les informations « follement inexacts » parues dans la presse (le *Washington Post*, notamment, avait affirmé la semaine dernière que les deux hommes avaient disparu et avaient peut-être été exécutés) avaient singulièrement compliqué sa tâche et incité à organiser cette conférence de presse. (AP, AFP.)

## Washington critique les conditions de la destitution de M. Gamsakhourdia en Géorgie

Au cours de sa visite à Moscou, M. James Baker a rencontré, mardi 18 février, le premier ministre géorgien par intérim, M. Tengiz Sigua, et lui a fait part des inquiétudes des Etats-Unis concernant le renversement du président Zviad Gamsakhourdia. Ce dernier avait été destitué le 6 janvier dernier. « Nous exprimons nos inquiétudes concernant la manière dont ont été dirigés les événements », a souligné le secrétaire d'Etat américain, qui a cependant noté que les Etats-Unis condamnaient les violations des droits de l'homme commises par le président déchu. Celui-ci est réapparu mardi à Grozny, la capitale de la Tchétchénie, où il a rencontré le président de cette république, qui s'est déclaré indépendant de la Russie, M. Djochar Douadaev. (AP, Reuters.)

Le voyage de M. Jeleu à Paris

## Le traité d'amitié franco-bulgare prévoit un approfondissement de la coopération militaire

La France et la Bulgarie ont signé, mardi 18 février, un traité d'amitié, d'amitié et de coopération à l'occasion de la visite à Paris du président bulgare, M. Jeleu Jeleu. « Ce traité va encourager la Bulgarie dans cette période de transition vers un modèle républicain occidental », a déclaré le président français, M. François Mitterrand, qui a souligné que les Européens s'attachent désormais à « bâtir ensemble les organismes qui feront de l'Europe confédérale une réalité. La France soutient les efforts de la République de Bulgarie afin de créer les conditions préalables à son intégration complète aux communautés européennes ».

Le traité, qui prévoit un approfondissement des relations sur le plan militaire entre la France et la Bulgarie, stipule : « Au cas où surgirait, en particulier en Europe, une situation qui, de l'avis de l'une des parties, créerait une menace contre la paix, une rupture de la paix, ou mettrait en cause ses intérêts majeurs de sécurité, cette partie peut demander à l'autre partie qu'elle se tienne sans tarder des consultations entre elles à ce sujet. » (AFP.)

Signature d'un accord-cadre de coopération entre la France et la Bulgarie. M. Alain Vivien, secrétaire d'Etat français aux affaires étrangères, et M. Fernando Solana, ministre mexicain des affaires étrangères, ont signé, mardi 18 février à Mexico, un vaste accord-cadre de coopération, qui prévoit la création d'une commission mixte franco-mexicaine. Au cours de sa visite au Mexique, M. Vivien devait également présider la cérémonie de pose de la première pierre de la nouvelle ambassade de France, dans le quartier de Polanco. (AFP, Reuters.)

IRLANDE

## L'interdiction de l'avortement pourrait faire l'objet d'un nouveau référendum

DUBLIN

de notre correspondant

Le gouvernement de M. Albert Reynolds se trouve dans une situation embarrassante, deux semaines à peine après son entrée en fonction. Les partis politiques de l'opposition ainsi que les organisations féministes du pays, ont vivement critiqué la décision de l'attorney général, M. Harry Whelehan, qui veut empêcher une adolescente âgée de quatorze ans, victime d'un viol, de se faire avorter en Angleterre. Ce jugement a été confirmé, lundi, par un juge de la Haute Cour de Dublin (le *Monde* du 19 février).

Selon les deux formations de gauche, le Parti travailliste et le Parti des ouvriers, cette situation est une conséquence inévitable du référendum de 1983, qui avait conduit à l'interdiction de l'avortement dans la Constitution irlandaise. Mardi, lors d'un débat au Parlement, le premier ministre a défendu l'action de l'attorney général, affirmant que celui-ci est le garant de la Constitution. M. Reynolds a aussi indiqué que le gouvernement n'avait pas été tenu au courant de la décision de l'attorney général.

Tout en exprimant son regret personnel face à la situation angoissante dans laquelle se trouve la famille concernée, il a invité les dirigeants des trois formations de l'opposition à s'entretenir avec lui mercredi. Plusieurs députés ont déjà lancé un appel pour qu'un nouvel amendement à la Constitution soit voté le plus tôt possible par voie de référendum.

J. M.

○ Sommet anglo-irlandais sur la situation en Ulster le 26 février. M. Albert Reynolds, le nouveau premier ministre de la République d'Irlande, a annoncé, mardi 18 février à Dublin, qu'il rencontrera son homologue britannique, M. John Major, à Londres le 26 février, pour un sommet principalement consacré à l'Irlande du Nord. M. Reynolds a indiqué, devant le Parlement irlandais, que la date de ce sommet a été avancée en raison du « changement de la situation » en Ulster. En décembre 1991, les deux capitales avaient décidé de tenir des sommets bilatéraux tous les six mois. A Belfast, des heurts ont opposé la police à de jeunes manifestants dans les quartiers républicains de la ville, après la mort de quatre membres de l'IRA, tués dimanche par l'armée britannique (le *Monde* du 18 février). Des coups de feu ont été tirés contre une base de l'armée à Fort Whiterock, à Belfast-Ouest, un bastion républicain. (AFP.)

## EUROPE

YOUGOSLAVIE : en Croatie

## Les Serbes de Krajina ajournent le référendum sur le plan de paix de l'ONU

Le président de la « République serbe de Krajina », M. Milan Babic, et ses partisans ont décidé, mardi 18 février, de reporter sine die le référendum qu'ils entendaient organiser les 22 et 23 février dans cette enclave serbe rebelle de Croatie sur le plan de paix de l'ONU prévoyant le déploiement de « casques bleus ». Expliquant cet ajournement par des raisons techniques liées à l'organisation de la consultation, M. Babic a indiqué que le scrutin pourrait avoir lieu « dans les quinze jours ».

BELGRADE

de notre correspondant

Ce référendum avait été contesté par une large partie des élus locaux qui avaient également désavoué M. Babic pour son opposition à

l'intervention d'une force des Nations unies en Krajina. De plus, l'homme fort de Knin est entré en conflit avec son ancien allié, le président de Serbie, M. Slobodan Milosevic, qui, avec le président croate Franjo Tudjman, a approuvé le plan de paix de l'ONU.

Lundi, M. Babic avait atténué son opposition à ce plan, posant toutefois une condition à son acceptation, à savoir que la Krajina soit partie prenante à un règlement politique de la crise yougoslave (le *Monde* du 19 février).

Il avait, en outre, averti qu'il se trouvait dans l'impossibilité de « désarmer la population » de Krajina, tout en assurant qu'il n'ordonnerait pas de résistance organisée contre la présence des « casques bleus ».

Réunis mardi à Knin, les élus fidèles à M. Babic ont réitéré ce dernier engagement mais ont souligné, dans une lettre destinée au

secrétaire général des Nations unies, M. Boutros Boutros-Ghali, que la Défense territoriale ne serait pas désarmée. Or, selon ses auteurs, la mise en œuvre du plan de l'ONU passe par un désarmement de toutes les forces dans les « zones de conflit » et le retrait de l'armée yougoslave.

« Le droit à l'autodétermination »

Mardi, à Knin, les élus ont demandé au Conseil de sécurité d'attendre, avant de décider l'envoi de « casques bleus », les résultats du référendum - dont ils n'ont cependant pas fixé la date. Ils réclament, enfin, que « le peuple serbe de Krajina jouisse du droit à l'autodétermination ». De son côté, M. Babic suggère qu'en cas de déploiement de forces internationales avant le déroulement du référendum, les « casques bleus » commentent par intervenir dans

d'autres régions, telle la Slavonie (est de la Croatie), qui n'a pas émis de réserves sur le plan de l'ONU. Ce même mardi, le chef de file des auteurs, la mise en œuvre du plan de l'ONU passe par un désarmement de toutes les forces dans les « zones de conflit » et le retrait de l'armée yougoslave.

Rallié au plan de paix des Nations unies, M. Paspalj a affirmé que le désarmement des forces paramilitaires en Krajina ne poserait pas de problème, les responsables de cette opération, a-t-il dit, étant favorables au déploiement des « casques bleus ». Cependant, il a, comme M. Babic, souligné que la paix ne serait rendue possible que par une séparation définitive entre la Krajina et la Croatie.

FLORENCE HARTMANN



**Philippe Beaussant**  
**LULLY**  
ou le musicien du Soleil

nrf

GALLIMARD / THEATRE DES CHAMPS ELYSEES

DEMAIN NOTRE SUPPLEMENT

**Le Monde**  
DES LIVRES



## AMÉRIQUES

ÉTATS-UNIS : les « primaires » du New-Hampshire

## M. Bush : « J'ai compris le message »

Suite de la première page

Dans un communiqué diffusé par la présidence, M. Bush se déclarait « ravi d'avoir gagné » dans le New-Hampshire, même s'il reconnaissait que la lutte avait été beaucoup plus serrée que prévu : il affirmait « avoir compris le message » d'insatisfaction adressé par les électeurs républicains et il promettait « de faire campagne avec vigueur » dans les mois à venir.

Mais le camp républicain ne

cachait pas que le président était « sévèrement atteint », pour reprendre une des expressions les plus fréquemment entendues. L'avertissement du New-Hampshire peut le conduire à changer de ton : M. Bush voulait mener une campagne dans un style « présidentiel », presque distant. Il espérait que l'« épine » Buchanan ne se ferait pas sentir au-delà du New-Hampshire, et qu'il n'aurait à polémiquer qu'avec les démocrates. Le

succès de son adversaire républicain peut changer la physionomie de la bataille. M. Buchanan va rester plus longtemps que prévu dans la course et M. Bush aura à ferrail-ler sur sa droite.

La situation économique explique sans conteste le coup de colère de l'électorat républicain. Cet été encore, M. Bush, contre toute évidence, assurait que l'économie était sortie de la récession. Au fil des semaines, les chiffres indiquaient une dégradation continue de l'emploi (avec plus de 7 % de la population active au chômage) et de l'activité : les chiffres manifestaient encore une profonde crise de confiance d'entrepreneurs et de consommateurs lésés de dettes héritées des années 80, et qui percolent l'avenir avec pessimisme. Face à cette situation, M. Bush est apparu indifférent. Découvrant tard, sur place dans le New-Hampshire, les ravages de la récession, le président est resté sur la défensive : « Je compatis, je comprends », a-t-il dit.

M. Buchanan a parfaitement su exploiter ce fonds de mécontentement. A coups de slogans populistes, voire démagogiques, le polémiste, réactionnaire épanoui, a mené la charge contre le président. Il l'a fait en mettant en avant une plate-forme isolationniste, une politique outrancière et protectionniste dans le domaine commercial, ainsi qu'en instruisant le procès d'un George Bush accusé d'avoir trahi la cause conservatrice (sur le budget, sur la fiscalité). M. Buchanan a promis qu'il allait « faire l'histoire » en transformant « cette première rébellion de l'Amérique moyenne » en victoire contre M. Bush. Son bon score dans le New-Hampshire, où il a dépensé 2 millions de dollars, va lui permettre de solliciter les contributions nécessaires pour poursuivre le combat, cette fois dans le Sud, où va se déplacer la campagne des primaires.

Le terrain n'y sera sans doute pas aussi favorable à M. Buchanan. En Géorgie, par exemple, où aura lieu une importante primaire le 3 mars, le chômage ne touche pas 4 % de la population active. Parce que le New-Hampshire, comme l'ensemble de la Nouvelle-Angleterre, avait particulièrement profité du boom des années 80, la récession y est ressentie plus durement qu'ailleurs.

Chez les démocrates, les électeurs du New-Hampshire n'ont pas fait de choix clair : ils n'ont pas désigné franchement l'un des leurs pour mener la bataille de novembre. C'est un handicap. Les résultats sont serrés. Ancien sénateur du Massachusetts, M. Paul Tsongas (cinquante ans), empoche une petite victoire avec 34 % des suffrages démocrates. Il est talonné de près par le gouverneur de l'Arkansas, M. Bill Clinton (quarante-cinq ans), qui recueille 26 % des voix démocrates. Tous les spécialistes ont estimé que c'était là une remarquable performance pour un homme qui a dû faire face à une campagne de rumeurs sur sa vie, privée, et qui a dû s'expliquer laborieusement sur la manière, pas forcément très orthodoxe, dont il avait obtenu un sursis durant la guerre du Vietnam.

La troisième place revient au sénateur du Nebraska, M. Bob Kerrey (12 % des voix), suivi de son collègue de l'Iowa, M. Tom Harkin (11 %). L'ancien gouverneur de Californie, M. Jerry Brown occupe la cinquième place (9 %). La liste présentée par les partisans du gouverneur de New-York, M. Mario Cuomo, qui n'était pas candidat, réalise un score médiocre avec environ 3 % des suffrages. Le problème pour les démocrates est que Bob Kerrey et Tom Harkin

## Les résultats

Voici les résultats non officiels, concernant 99 % des circonscriptions, des élections primaires qui ont eu lieu mardi 18 février dans l'Etat du New-Hampshire. Ces résultats portent sur le nombre de délégués remportés par chaque candidat. Lors des deux conventions, cet été, les délégués venus de tout le pays choisiront les candidats des deux partis au scrutin présidentiel du 3 novembre.

**Parti républicain :**  
George Bush : 88 840 voix (58 %), 14 délégués.  
Pat Buchanan : 61 933 voix (40 %), 9 délégués.

**Parti démocrate (1) :**  
Paul Tsongas : 53 459 voix (34 %), 9 délégués.  
Bill Clinton : 40 218 voix (26 %), 9 délégués.  
Bob Kerrey : 18 028 voix (12 %), pas de délégué.  
Tom Harkin : 16 282 voix (12 %), pas de délégué.  
Jerry Brown : 13 288 voix (9 %), pas de délégué.

(1) M. Mario Cuomo, gouverneur démocrate de l'Etat de New-York, n'était pas officiellement candidat mais avait bénéficié d'une campagne de ses partisans pour que son nom soit écrit par les électeurs sur les bulletins. Il a ainsi obtenu 5322 voix, soit environ 3 % des suffrages. — (AFP)

estiment avoir obtenu suffisamment de suffrages pour rester dans la course. Cette multiplicité des candidats dilue l'impact de la campagne démocrate contre M. Bush.

MM. Tsongas et Clinton représentent la génération montante dans le parti. Ce sont tous deux des hommes qui veulent débarrasser le Parti démocrate de son image la plus négative, celle d'une coalition d'intérêts (syndicats, minorités, femmes), incapable depuis longtemps de remporter l'élection présidentielle. Ce sont des hommes qui ont entrepris de recentrer le Parti démocrate, d'en faire une formation dont le programme ne se limite pas à un renforcement constant de l'Etat-providence. Ont-ils pour autant un profil national « présidentiel » ?

Le test viendra du Sud, dès le mois de mars. M. Tsongas, originaire du Massachusetts, donc presque chez lui dans le New-Hampshire, devra prouver qu'il n'est pas un « candidat régional », qu'il peut gagner ailleurs, notamment dans le Sud où son austère plate-forme économique ne séduira peut-être pas autant que sur la côte est. Bill Clinton, sudiste, devra prouver que les révélations sur sa vie conjugale et son passé militaire n'affectent pas son image dans un Sud qui abrite les plus grandes écoles militaires du pays et où l'on ne badine pas avec des valeurs telles que la famille et le patrie.

ALAIN FRACHON

## GUATEMALA

## La France et les Etats-Unis constatent des « progrès » en matière de droits de l'homme

GUATEMALA

de notre envoyé spécial

A quelques jours de la publication, à Genève, du rapport de la Commission des droits de l'homme des Nations unies, le secrétaire d'Etat français aux affaires étrangères, M. Alain Vivien, et le secrétaire américain à la défense, M. Richard Cheney, qui se sont succédés au Guatemala en début de semaine, ont estimé que ce pays avait fait des « progrès sensibles » dans ce domaine.

« Il reste beaucoup à faire car il y a des forces qui ne sont pas favorables à l'état de droit et au respect des droits de l'homme », a toutefois reconnu M. Vivien avant de partir, mardi 18 février, pour Mexico, dernière étape de sa tournée en Amérique latine. Il a estimé que les militaires vivaient une contradiction

difficile à résoudre : « Ils sont persuadés que la guerrilla est vaincue mais, en même temps, ils doivent discuter avec elle pour mettre fin au conflit. C'est comme si on avait demandé à Salan ou à Massu de signer les accords d'Evian ».

Impressionné par la « sincérité » du président Serrano — qui a insisté sur sa volonté de « mettre fin à l'impunité » — M. Vivien a estimé que le moment était venu de « renouer avec ce pays », qui avait été mis au ban des nations à cause de la violence exercée par les gouvernements successifs à l'égard de leurs propres citoyens, en particulier les indigènes (60 % de la population).

La visite de M. Cheney a soulevé plus de commentaires, du fait des relations tendues entre ces deux alliés naturels. Officiellement, il n'a pas été question de reprendre une aide militaire, suspendue depuis l'as-

sassinat, par des militaires en 1990, d'un ressortissant américain, M. Michael Devine. Depuis l'arrivée de M. Serrano au pouvoir, les relations se sont un peu améliorées du fait de la collaboration des autorités locales avec les Etats-Unis pour lutter contre le trafic de drogue. Le Guatemala est devenu le cinquième producteur mondial de pavot — qui sert à produire l'héroïne — mais aussi l'un des principaux points de transbordement de la cocaïne colombienne à destination des Etats-Unis et d'un grand centre de blanchiment de l'argent de la drogue. « Les narcos ont pénétré certains secteurs de l'armée, de l'entreprise privée et du monde politique », déplore le président du Congrès, M. Edmond Mulet, qui soutient la politique officielle d'extradition des trafiquants vers les Etats-Unis.

BERTRAND DE LA GRANGE

## AFRIQUE

CÔTE-D'IVOIRE : lors d'une manifestation d'une violence sans précédent

## La plupart des dirigeants de l'opposition ont été interpellés

Cent trois personnes ont été interpellées et cinq blessées, mardi 18 février, à Abidjan, à la suite d'une manifestation qui a dégénéré en émeute. Ce bilan officiel serait sous-estimé, selon les journalistes et certains diplomates, pour lesquels le nombre de blessés atteindrait plusieurs dizaines. Les manifestants réclamaient la libération du dirigeant du mouvement des étudiants, arrêté la semaine dernière. Une quinzaine de personnalités politiques ou syndicales de premier plan, dont le principal opposant, M. Laurent Gbagbo, et le président de la Ligue ivoirienne des droits de l'homme, M. René Dégny-Ségué, ont été arrêtées (nos dernières éditions du 19 février).

ABIDJAN

correspondance

Dès le début des incidents, les forces de l'ordre ont cerné l'immense dans lequel M. Gbagbo, secrétaire général du Front populaire ivoirien (FPI) et député, et son épouse avaient tenté de se réfugier. Arrêtés, M. et Mme Gbagbo ont été immédiatement transférés dans un camp de la gendarmerie, au nord d'Abidjan, où ils ont retrouvé M. René Dégny-Ségué, le président de la Ligue des droits de l'homme, M. Francis Wodé, secrétaire général du Parti ivoirien des travailleurs (PIT), également député, ainsi que plusieurs dizaines de personnes interpellées. Selon un témoin, les personnes arrêtées, alignées torse nu en plein soleil, n'ont pas été maltraitées par les gendarmes.

## « Flagrant délit de destruction »

Selon le premier ministre, tous les organisateurs de la manifestation ont été « pris en flagrant délit de destruction ». « La procédure judiciaire pour suivre son cours », a précisé M. Alassane Ouattara, en affirmant que, la veille, les responsables du FPI avaient « donné des assurances qu'il n'y aurait pas de casse ». Il a aussi déclaré, sur un ton très ferme : « Cela doit cesser. Les lois de la République seront appliquées avec toute la fermeté nécessaire ». Il a enfin appelé la population à « soutenir les forces de l'ordre dans ce travail difficile ».

Le gouvernement semble déterminé à mettre un terme à l'agitation endémique qui règne à Abidjan depuis le refus du chef de l'Etat de sanctionner les responsables de l'intervention « musclée » des militaires dans une cité universitaire, en mai 1991. La commission d'enquête chargée de faire la lumière sur cette affaire avait estimé, le 29 janvier, que cette opération avait été menée « à la seule initiative » du chef d'Etat.

■ **BÉNIN :** libération d'un Français qui s'est fait arbitrairement détenu. — M. Ahmed Bonzidi, un Français qui s'était fait arbitrairement détenu au Bénin, depuis le 20 janvier dernier, en raison de son appartenance aux services spéciaux (le Monde du 3 février), a été remis en liberté, a indiqué son avocat, mardi 18 février. Condamné la veille à douze mois de prison avec sursis par le tribunal de Cotonou, M. Bonzidi a aussitôt regagné la France. — (Reuters)

■ **DJIBOUTI :** selon le président Hassan Gouled, « il n'y a plus de médiation » de la France, dans le conflit qui oppose le pouvoir à l'opposition armée afar, « puisque la France ne reconnaît pas une implication étrangère dans le conflit ». Interrogé sur les élections législatives prévues pour la fin avril, M. Hassan Gouled a indiqué qu'il « ne consulterait pas la moitié ou le quart du pays (...) Je ne céderai pas sur un point : tant que l'intégrité de Djibouti n'est pas restaurée, je ne peux pas consulter la population », a-t-il affirmé.

■ **ETHIOPIE :** nouvel appel en faveur de 1,5 million de personnes menacées par la famine. — La province du Wollo, frappée par la sécheresse, attend toujours l'aide alimentaire dont elle a désespérément besoin, a déclaré M. Asela Abera, responsable de la Commission éthiopienne de secours et de

major de l'armée ivoirienne. Or le président Félix Houphouët-Boigny avait refusé de prendre des sanctions à son égard.

Cette fermeture du gouvernement avait été réclamée par le Parti démocratique de Côte-d'Ivoire (PDCI). Le bureau politique de l'ancien parti unique, estimant que « la rébellion a assez duré », avait invité le gouvernement, le 6 février dernier, « à appliquer avec fermeté la loi, singulièrement celle ayant trait au maintien de l'ordre public ».

## « Ça va chauffer »

Dès le début du rassemblement de mardi, dans le quartier populaire d'Adjamé, traditionnel point de départ des manifestations de l'opposition, les commentaires allaient bon train. « Ça va chauffer », pronostiquait un commerçant libanais qui avait baissé le rideau de fer de sa boutique. A quelques mètres de là, plusieurs milliers de personnes s'étaient déjà rassemblées et, pour la première fois dans les annales des manifestations en Côte-d'Ivoire, de nombreux manifestants étaient armés de bâtons, de barres à mine et certains de haches. Le cortège a mis au moins deux heures à s'ébranler, d'intenses tractions se déroulant entre les forces de l'ordre et les organisateurs.

Au signal du départ, le service d'ordre — une centaine de policiers et de gendarmes — a très vite été débordé. Au pas de course, les manifestants se sont dirigés vers le palais de justice, où tout a dégénéré. Le bâtiment, qui n'était pas protégé, a été attaqué à coups de pierres, puis investi par plusieurs dizaines de jeunes gens qui hurlaient « Oû ou Martial Achepeud ! », le secrétaire général de la Fédération étudiante et scolaire de Côte-d'Ivoire — (FESCI, officiellement dissoute) — arrêté jeudi dernier à la suite de heurts entre étudiants et forces de l'ordre.

Surcités, les manifestants se sont attaqués aux véhicules en stationnement, incendiant huit voitures. Tout le quartier a été noyé dans une épaisse fumée noire, mêlée d'effluves de gaz lacrymogène dont les forces de l'ordre ont fait usage pour dégager le bâtiment.

Les manifestants se sont ensuite dispersés dans les rues du plateau, le quartier des affaires, où ils ont systématiquement attaqué les véhicules en stationnement avec des gourdin. Les grosses cylindrées, garées devant le siège de la Banque africaine de développement, ont été particulièrement visées. Les vitrines des banques et des magasins de luxe ont volé en éclats. Des renforts militaires ont été acheminés sur les lieux. A pied et sans ménagements, à coups de crosse, de botte et de ceinturon, ils ont dispersé les derniers manifestants.

JEAN-KARIM FALL

réhabilitation, cité, mardi 18 février, par l'agence éthiopienne ENA. Selon lui, environ 1,3 million de personnes sont menacées par la famine dans cette province du Nord-Est. — (AFP)

■ **ZAÏRE :** la répression des manifestations a fait trente-deux morts, selon la Ligue des droits de l'homme. — Selon un nouveau bilan fourni, mardi 18 février, par la Ligue zaïroise des droits de l'homme, trente-deux personnes — dont des enfants — ont été tuées et une centaine blessées par balles, dimanche dernier à Kinshasa, lors de la répression des manifestations de chrétiens (le Monde du 18 février). Le premier ministre zaïrois, M. Nguz Karl I. Bondi, a estimé, mardi à la télévision, que ces marches « étaient illégales » et que, de ce fait, « le gouvernement se devait de faire respecter la loi et l'autorité de l'Etat ». — (AFP)

■ **La santé, priorité de la politique française de développement en Afrique en 1992.** — La France veut faire de la santé une priorité du développement en Afrique en 1992, ont annoncé mardi 18 février, au cours d'une conférence de presse, M. Edwige Avice, ministre de la coopération et du développement, et M. Bruno Durieux, ministre délégué à la santé. M. Avice a précisé que les projets financés par le Fonds d'aide et de coopération dans le domaine de la santé atteindraient 300 millions de francs en 1992, contre 231 millions de francs en 1991.



M. Buchanan a entrepris une

croisade : dénoncer la trahison de M. George Bush qui aurait, selon lui, abandonné les vraies valeurs du conservatisme, celles de M. Ronald Reagan. M. George Bush incarnerait un républicanisme modéré, « à la Rockefeller », en somme une manière de centrisme, là où M. Buchanan veut défendre une tradition populiste, celle d'une droite plus idéologique que pragmatique.

Ici, à Nashua, on prend les traditions au sérieux. La réunion commence avec une prière dite par un pasteur qui évoque les malheurs de la récession : « Seigneur, viens soigner notre pauvre pays ». C'est ensuite le salut au drapeau, puis vient l'hymne national. Le show Buchanan peut commencer.

Journaliste, âgé de cinquante-trois ans, ancien collaborateur de MM. Nixon et Reagan, M. Patrick Buchanan interrompt directement le président et tou-

## Les « prédateurs » japonais

La protectionnisme est un des points forts du programme : « George avait promis de créer des millions de jobs, mais il ne nous avait pas dit que ce serait au Mexique et au Japon » (la formule remporte un gros succès). Les industriels japonais sont qualifiés de « prédateurs » et Airbus Industrie, « ce cartel européen », est vigoureusement dénoncé parce qu'il ose venir faire concurrence aux constructeurs aéronautiques américains, « ceux-là mêmes qui ont construit les avions avec lesquels l'Europe a été libérée ».

Le mouton noir de la droite, qui s'était opposé à l'intervention américaine contre l'Irak, veut aussi délivrer Washington de l'influence du lobby pro-israélien, lobby qu'il accuse d'avoir transformé le Congrès en « territoire occupé ». Sur ce thème, M. Patrick Buchanan est allé assez loin, jusqu'à dénoncer nommément plusieurs éditeurs américains, « ceux-là mêmes qui ont construit les avions avec lesquels l'Europe a été libérée ».

ALAIN FRACHON

■ **PANAMA :** pas d'accélération du retrait des troupes américaines. — Le secrétaire américain à la défense, M. Dick Cheney, a informé, mardi 18 février, le président panaméen Guillermo Endara que les troupes américaines se retireraient d'ici la fin de la décennie, comme le prévoient les traités de 1977 sur le canal de Panama. M. Cheney a ajouté que le Pentagone n'envisageait pas d'effectuer ce rapatriement plus vite que prévu, en dépit de la réduction des dépenses militaires. Washington doit retirer la totalité de ses 10 000 soldats du Panama d'ici à la fin 1999, dont la moitié avant 1996. — (Reuters, AFP)

■ **VENEZUELA :** inculpation de trente-trois officiers. — Un tribunal militaire vénézuélien a inculpé, mardi 18 février, vingt-quatre officiers pour rébellion et neuf autres pour complicité dans la tentative de coup d'Etat du 4 février dernier contre le gouvernement de Carlos. Ils risquent une peine maximale de vingt-huit ans de prison. Les soldats ne devraient pas être condamnés, car ils ont été « trompés » par leurs chefs, estime le gouvernement. — (Reuters, AFP)



## AFRIQUE

# Cameroun : élections à haut risque

Boycotté par l'opposition, le scrutin législatif du 1<sup>er</sup> mars – le premier depuis l'instauration du multipartisme – est attendu avec inquiétude

YAOUNDÉ

de notre envoyée spéciale

« Mieux vaut de mauvaises élections qu'une bonne guerre ! » Sous son cynisme de bon aloi, cette formule d'un haut fonctionnaire gouvernemental dit assez bien le mélange d'embarras et de détermination des dirigeants camerounais. Les élections législatives, premières du genre depuis l'instauration du multipartisme, fin 1990, auront bien lieu le 1<sup>er</sup> mars.

Le président Paul Biya l'a confirmé le 7 février, lors d'une déclaration télévisée. « L'élection est un point culminant du processus démocratique », a-t-il plaidé. Appelant les leaders politiques à « faire preuve de civisme », le chef de l'Etat a promis qu'un « crédit de 500 millions de francs CFA » (10 millions de francs français) serait « mis à la disposition » des organisations qui présenteraient des candidats, une première partie devant être distribuée « de façon égalitaire » avant le scrutin, et une seconde après les élections, « en fonction de la représentativité de chacun ».

Dialogue  
et « manœuvres »

Ce plaidoyer n'a pas séduit l'opposition, dont les principaux ténors appellent au boycottage des élections. S'ils sont suivis, le Cameroun risque de se réveiller le 2 mars avec une forte migraine abstentionniste – un peu comme le Burkina-Faso au lendemain de la présidentielle du 1<sup>er</sup> décembre, – les risques d'affrontement entre votants et « boycotteurs » n'étant pas à exclure.

« Je suis certain que la majorité des Camerounais va voter », estime

cependant le premier ministre, M. Sadou Hayatou. Début février, la participation d'une vingtaine de partis semblait déjà acquise, le Rassemblement démocratique du peuple camerounais (RDPC), parti unique dirigé par le chef de l'Etat) figurant en tête du peloton.

Selon M. Hayatou, l'« objectif de ces élections est de permettre à l'Assemblée nationale de refléter la nouvelle démocratie camerounaise et d'apprécier le poids de chacun des partis politiques », promotion ministérielle à la clé. Ayant ainsi « restauré la confiance entre tous », poursuit M. Hayatou, on pourra alors s'attaquer au « problème numéro un » : le redressement de l'économie. Tout cela serait bel et bien si la « confiance », précisément, n'était totalement brisée.

Les louables efforts de dialogue que le chef du gouvernement avait déployés dès juin 1991, au lendemain de sa nomination, semblaient pourtant devoir porter leurs fruits. A l'issue de laborieuses négociations tripartites (rassemblant des représentants du gouvernement, de l'opposition et des « personnalités indépendantes »), une déclaration commune avait été signée, constituant un compromis sur les principaux dossiers en litige : le code électoral et la révision de la Constitution.

C'est du moins ce que faisaient croire d'espérer les dirigeants les plus modérés de l'opposition. Les plus radicaux, comme le Social Démocratique Front (SDF, dirigé par M. John Fruendi), ou l'Union des forces démocratiques du Cameroun (UFDC, dirigée par M. Victorin Homeni-Bielu), avaient d'emblée flairé un piège. La déclaration fut pourtant bel et bien signée le 13 novembre 1991. Or, elle évitait soigneusement de régler les questions en suspens. Jurant, bien qu'un peu tard, qu'ils s'étaient fait « blouser », les signataires de l'opposition s'empêchèrent de dénon-

cer les « manœuvres » du gouverne-

ment. La nouvelle loi électorale approuvée par les députés en décembre 1991 « n'a jamais été adoptée par la tripartite », souligne M. Samuel Eboua, qui fut durant quelques mois le président de la coordination de l'opposition. « Le gouvernement a envoyé sa copie au Parlement sans même nous consulter ! », s'indigne-t-il encore.

Quant à la révision de la Constitution, elle semble repoussée aux calendes grecques, une « commission technique » ayant théoriquement été chargée de s'en occuper, au grand dam de l'opposition. « Pour que les élections législatives aient un sens, il aurait fallu que soit d'abord consacrée la séparation des pouvoirs – judiciaire et parlementaire notamment », explique un universitaire de Yaoundé, M. Ambroise Kom. « Jusqu'à ce jour, ces pouvoirs relèvent du bon vouloir du président. Selon l'actuelle Constitution, c'est lui qui désigne le premier ministre, c'est lui qui définit la politique du gouvernement, c'est lui enfin qui garde le privilège de dissoudre ou de maintenir le Parlement », précise-t-il.

« On vit  
dans le faux ! »

Pour les partisans du boycottage, ces élections pèchent par au moins quatre défauts majeurs : l'interdiction des candidatures individuelles ; l'interdiction d'alliances entre partis (qui affaiblit les chances des groupes d'opposition bien implantés dans certaines régions, mais qui ne disposent pas séparément d'une audience nationale) ; le découpage « injuste » des circonscriptions ; et enfin la partialité supposée des commissions élec-

torales (placées sous le contrôle d'une administration encore largement dominée par le RDPC).

Le fait que depuis plusieurs semaines l'administration ait cessé de délivrer des cartes d'identité – indispensables pour obtenir la carte d'électeur – alourdit le climat de méfiance. « On vit dans le faux depuis trente ans ! », s'exclame une matrone dans le quartier pauvre de Douala. « Le Cameroun est pourri depuis l'indépendance. Leurs élections, c'est tout truqué d'avance. Cela ne dit rien à personne », conclut-elle, la voix vibrante de colère.

Le feu vert  
des Occidentaux

« C'est un premier scrutin, cela ne sera pas parfait... », rétorque calmement à Yaoundé un des représentants de l'ambassade de France, pour lequel, « malgré des résistances », le régime camerounais fait montre d'une réelle « volonté d'ouverture ». Paris a donné son feu vert à l'envoi d'observateurs. La France, explique-t-on, entend manifester ainsi son « appui au processus démocratique en cours », et apporte, par sa présence, « une garantie à l'opposition ». La plupart des capitales européennes (Londres et Bruxelles notamment) ont annoncé qu'elles feraient de même. Seuls les Etats-Unis et le Canada demeurent sur la réserve.

« Les Occidentaux, la France en particulier, donnent l'impression qu'ils soutiennent le régime. Mais je crois que la France est surtout très embarrassée », commente avec un fin sourire un politicien chevronné. « L'opposition, qui a perdu beaucoup de son crédit auprès de la population à cause de la pandémie du 13 novembre, est aujourd'hui très affaiblie. Si, dans l'ave-

nir, elle réussissait à faire émerger une figure forte, l'attitude de Paris pourrait changer. Mais on n'en est pas là : la France, qui a d'importants intérêts au Cameroun, doit y regarder à deux fois avant de changer de partenaire... », conclut notre analyste.

Lui-même – qui se définit aujourd'hui comme un opposant – connaît fort bien les coulisses de la politique et les liens qui unissent Yaoundé et Paris. M. Sengat Kuoh, ancien collaborateur de feu le président Ahidjo, a été jusqu'en 1990 le principal bras droit du président Paul Biya, chargé dès 1983 de réorganiser le RDPC ; c'est lui qui rédigea le fameux « Programme et libéralisme communautaire », l'œuvre attribuée au chef de l'Etat.

Conscient des mutations en cours, il devint l'un des principaux animateurs de l'« aile progressiste » du RDPC. « L'avènement du multipartisme nécessitait une révision des structures et de la stratégie du parti », explique-t-il, mais le président Biya, seul à même de convoquer un congrès extraordinaire, s'y est obstinément refusé.

Ecarté officiellement de la direction du RDPC en juin 1990, l'ancien king maker du monopartisme camerounais finit par démissionner et rejoindra les rangs dispersés de l'opposition. Ce départ, de mauvais augure pour le RDPC et pour M. Biya, n'est pas le premier du genre. Mais il atteste de la lente dégradation de l'« Etat-parti » camerounais.

« On nous a appris à aimer la bière et le football... mais cela ne nous suffit plus », s'écrit un jeune chômeur du quartier de New-Bell à Douala. La crise économique, qui frappe durement le pays depuis le milieu des années 1980, a agité le mécontentement populaire, y compris parmi les travailleurs du secteur informel. Les petits commerçants des rues, surnommés les « sauveurs » (beaucoup vendent

« à la sauvette »), ont créé des associations, sortes d'embryons syndicaux. Et ils ne mâchent pas leurs mots contre l'armée ou la police – « plus voleurs que les voleurs eux-mêmes ! » – et pour fustiger la mobilisation électorale, qu'ils considèrent comme une « mascarade ».

La montée  
des « micro-chauvinismes »

Douala, Bamenda et Bafoussam, principaux bastions de l'opposition, ont déjà été le théâtre d'affrontements sanglants, durant les sept mois qu'ont duré les opérations « civiles mortes » de 1991. Désormais, chacun attend, sans cacher son inquiétude, l'échéance du 1<sup>er</sup> mars. « On ne sait pas trop ce qui va se passer, mais cela se passera mal ! », prédit un « sauveur ». « Les gens ont peur, et certaines familles ont déjà envoyé leurs enfants au village », assure-t-il.

Le désarroi est d'autant plus profond que les rivalités régionales ou tribales ont pris nettement le pas sur le débat politique. « Aucun parti n'a de programme, c'est la foire d'empoigne ! », soupire un prêtre catholique. A la traditionnelle division entre chrétiens et musulmans s'ajoute la fracture entre les régions anglophones et francophones. La récente manifestation de militants sécessionnistes organisée à Bamenda par le tout nouveau Mouvement anglophone du Cameroun n'est qu'un signe supplémentaire attestant de la montée inquiétante de « micro-chauvinismes ». Quoi qu'on en dise à Yaoundé, il n'est pas tout à fait certain qu'une « mauvaise élection » puisse réussir à éviter la « guerre ».

CATHERINE SIMON

Numéro de février 1992 – 30 F

EN VENTE CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX

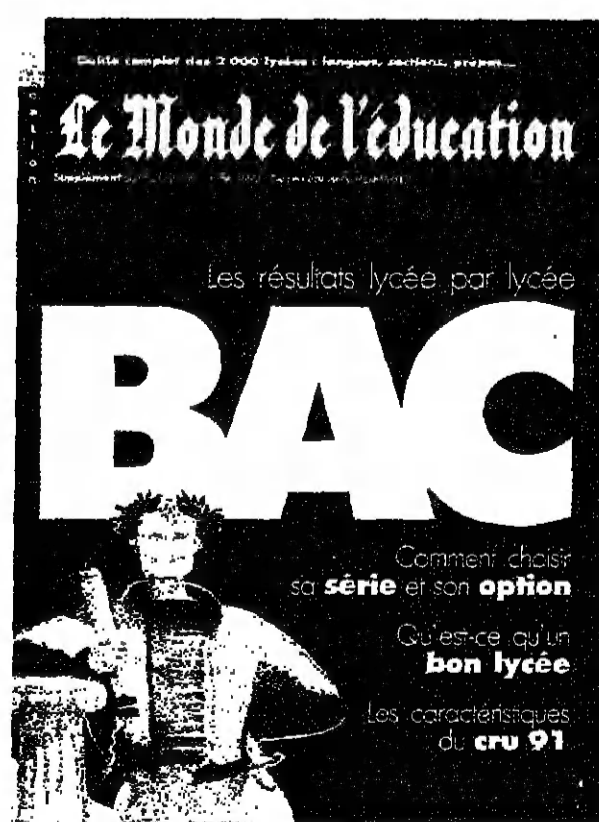
## Supplément spécial Résultat du Bac lycée par lycée

Public, privé, tous les résultats au bac section par section.  
Avec un guide des 2 000 lycées de France : les langues, les options,  
les classes préparatoires.



Dossier :  
cantines,  
que mangent  
nos enfants

Les « trois étoiles » du primaire,  
les fast-food du lycée.  
La cantine d'autrefois fait  
peu naître, à condition  
que les parents s'en mêlent...



Enquête :  
les bédés  
lecteurs

Dès 6 mois, livre en bois,  
en plastique, à coins ronds.  
un premier contact avec l'univers  
des histoires, à la maison  
ou même... en bibliothèque.

Reportage :  
la crise financière  
des universités  
américaines

Suppression de postes  
d'enseignants, cours moins  
nombreux, horaires réduits  
pour les bibliothèques.  
Pourquoi les crédits  
manquent sur les campus.



## ASIE

## SRI-LANKA

## Le président Premadasa veut en finir avec la rébellion séparatiste tamoule

Tout au nord du Sri-Lanka, les forces de Colombo assiègent la ville de Jaffna, ultime réduit des Tigres, qui luttent depuis 1983 pour arracher la création d'une entité nationale tamoule, l'Eelam, dans les provinces septentrionale et orientale, où ils représentent 3 des 17 millions d'habitants de l'île. Le gouvernement a imposé, samedi 15 février, un couvre-feu dans la région. Donner l'assaut à la capitale des séparatistes, ou négocier avec les rebelles du LTTE (Tigres libérateurs de l'Eelam tamoul), tel est le dilemme auquel se trouve confronté le président Ranasinghe Premadasa, tandis que les derniers combats ont fait près de cent morts dans la presqu'île de Jaffna.

Jusqu'où aller ? Débarqués, à la mi-octobre, dans les trois îlots qui commandent l'accès au port de Jaffna, les troupes de Colombo contrôlent aussi, depuis cette date, le ferry-boat de Poonarini, seule liaison maritime avec le cœur de Ceylan. La grande offensive avait été lancée par l'armée le 14 mars dernier, dès la fin de la mousson d'hiver. Un mois durant, du 10 juillet au 10 août, les forces de sécurité avaient mené contre les Tigres, au prix d'un millier de

morts entre les deux camps, la plus dure bataille de ces dernières années. La langue de terre d'Elephant Pass, seul lien terrestre entre la presqu'île septentrionale et le reste de l'île, est tombée en leur pouvoir. Sans considération pour les populations, l'aviation bombarde les positions rebelles.

La prise de Jaffna semble un objectif logique, d'autant que le vieux fort hollandais, qui occupe une position stratégique à l'entrée de la baie, est désormais sous le contrôle des Tigres. Mais donner l'assaut à une cité surpeuplée en raison de l'afflux de milliers de réfugiés n'aurait pas sans doute été sans conséquence.

Le Sri-Lanka a, en effet, récemment entrepris d'améliorer son image internationale, déjà fort endommagée par la répression impitoyable menée en 1988-1989 dans le sud de l'île contre une autre rébellion : celle du JVP (1). Ce pays, qui mène - non sans succès - une politique économique libérale, a besoin, en effet, de continuer d'attirer l'aide et les investissements étrangers. Il reçoit, en outre, près de trois cent mille touristes par an, attirés par la beauté de ses plages : une répression trop crûment exposée pourrait les inquiéter.

En septembre dernier, un rapport d'Amnesty International a une nouvelle fois dénoncé de nombreuses disparitions forcées d'opposants, ainsi que de multiples exé-

cutions sommaires. Des pratiques inadmissibles des Tigres - soupçonnés d'encourager, par exemple, des massacres dans des villages musulmans de l'Est - y étaient aussi critiquées.

S'emparer de Jaffna ne constituerait d'ailleurs pas une promesse militaire : par tout un réseau de souterrains, les Tigres, dont la détermination est connue (2), ont en effet organisé leur capitale comme une forteresse qu'il faudrait prendre maison par maison. Le président Premadasa s'est pourtant donné les moyens de cette offensive : il a, en dix-huit mois, porté les effectifs de l'armée de 55 000 à 75 000 hommes. Il a récemment acquis, auprès de la Chine principalement, des avions, des navires et des blindés.

## Souplesse politique et fermeté militaire

Conscient peut-être que les Tigres reviendront à la guérilla s'ils perdent la guerre quasi conventionnelle qu'ils ont choisi de livrer en 1991, le chef de l'Etat a pourtant mis un autre fer au feu : la négociation avec le LTTE, bras militaire et politique des rebelles.

M. Premadasa semble décidé à beaucoup concéder aux Tigres, à l'unique condition que leur chef suprême, M. Velupillai Prabhakaran, renonce expressément à une partition en bonne et due forme de l'île, inacceptable pour la majorité cinghalaise bouddhiste. Le président serait prêt, en particulier, à accorder aux Tamouls une très large autonomie dans le cadre non seulement de la province du Nord, où ils représentent l'écrasante majorité, mais aussi de celle de l'Est, où ils ne sont que 43 % (contre 26 % pour les Cinghalais et 31 % pour les Moors musulmans).

Cette prédisposition à combiner souplesse politique et fermeté militaire a pu se manifester au lendemain du spectaculaire attentat qui, le 2 mars 1991, au cœur de la capitale, a coûté la vie au ministre de la défense, Ranjan Wijeratne. L'homme fort du régime multipliait en effet les appels à « la

guerre totale ». Son successeur, le général Cyril Ranasingha, a quant à lui, aussitôt proclamé un tout autre objectif : « Obliger le LTTE à négocier ».

Il reste que peu de Sri-Lankais sont prêts à accepter des concessions. Dans les rangs des militaires, qui ont eu mille trois cents morts depuis la reprise des combats à la mi-1990, beaucoup estiment que le sang versé oblige à l'intransigeance. Le clergé bouddhiste est également peu enclin aux concessions à des opposants hindous. Et, dans la classe politique, M. Premadasa n'est pas si assuré de ses assises.

Sa formation, le Parti national unifié (UNP, conservateur), vient en effet de connaître une scission. Ce développement est consécutif à une tentative de destitution du chef de l'Etat par quelques députés et trois anciens ministres « amis », en conjonction avec l'opposition de l'ex-premier ministre, M. Sirimavo Bandaranaike. Les rebelles de l'UNP, que la Cour suprême a exclus du Parlement, ont décidé de créer leur formation, dont les meetings sont assez suivis pour inquiéter M. Premadasa.

Les reproches faits au président étaient nombreux : autoritarisme, corruption, népotisme, et même... soutien aux rebelles tamouls envers lesquels, il est vrai, M. Premadasa a, pour les besoins de sa carrière, parfois eu de bonnes dispositions. Le chef de l'Etat a qualifié l'affaire de « cabale aristocratique » : une réponse à l'intolérance que manifestent nombre de ses adversaires mais aussi de ses partisans, tant envers ses origines et ses manières plébéiennes qu'à l'encontre de sa politique, que les éléments conservateurs de son parti accusent de viser au « populisme ».

JEAN-PIERRE CLERC

(1) Janatha Vimukthi Peramuna (Front de libération du peuple) ayant obtenu le statut de parti politique en 1988, des années 70 pour l'internationalisme.

(2) Les Tigres portent tous une ceinture de cyanure, dont ils font usage plutôt que d'être pris.

## La Chine et les droits de l'homme

## Tibet qui rit, Tibet qui pleure

La commission des droits de l'homme des Nations unies doit examiner, cette semaine à Genève, un rapport de douze organisations humanitaires sur la situation au Tibet. Ce document, dont Pékin dénonce les « mensonges », fait état de tortures systématiques ayant parfois provoqué la mort, d'avortements forcés et d'arrestations arbitraires, et estime qu'un « schéma d'écrasement systématique des libertés et droits fondamentaux menace l'identité culturelle, religieuse et nationale du peuple tibétain ».

## PÉKIN

## de notre correspondant

Aux accusations des organisations internationales de défense des droits de l'homme concernant l'emprisonnement politique au Tibet, Pékin vient de répondre par sa description la plus idyllique, à ce jour, de la vie dans la prison de Lhasa. L'agence Chine nouvelle diffuse, depuis lundi 17 février, une série de dépêches montrant que cette institution, déjà copieusement louée dans le passé par la propagande chinoise pour les égarés dont les détenus y sont censés être l'objet, est en outre un véritable centre de formation professionnelle.

Dix anciens détenus y enseignent les langues tibétaine et chinoise. Les prisonniers s'initient à l'art de planter les choux à la mode du toit du monde. Dans l'atelier mécanique, le prisonnier Dawa Gendun a appris à réparer une jeep, tandis que Chien Daji se dit capable d'entretenir tout modèle de camion en service en Chine. L'atelier de confection produit les uniformes de tous les prisonniers.

Les conditions d'hébergement, à deux par cellule (l'agence en parle comme de « chambres » d'hôtel), sont,

selon Chine nouvelle, excellentes. « Couettes très propres. Livres bien rangés près des lits. Les pièces sont bien éclairées. C'est simple : « Si le régime n'était affiché au mur, les gens ne croiraient pas qu'il s'agit d'une prison. » Au réfectoire, l'ordinaire est tel que les nouveaux pensionnaires, qui craignent de ne pas avoir assez à manger, finissent par comprendre qu'il n'y a nullement besoin de demander à leur famille de leur apporter tout de nourriture lors des visites.

L'auteur anonyme du « reportage » a bien géré en signalant que la nourriture chinoise prévalait sur la tibétaine, servie « parfois » seulement, alors que 70 % des « plus de trois cents » détenus sont tibétains. Mais il s'est rattrapé au chapitre culturel en énumérant un programme fourni de spectacles folkloriques, « pour les week-ends ».

## La « prison mystérieuse » du toit du monde

Touche émouvante : lorsque la télévision (« une des premières en couleurs installées au Tibet ») donne lecture, fin 1991, du livre blanc chinois sur les droits de l'homme, « tous les prisonniers regardent le programme ». On se demande un peu ce que cela peut leur intéresser, la « journaliste » n'ayant pas cru bon de signaler l'existence de détenus politiques.

Chaque dépêche souligne que c'est « la seule prison du Tibet », les autres s'appellent « centres de rééducation ». Chacune est érigée précédée d'un paragrafe digne d'une brochure touristique : « La Tibet, le toit du monde », à toujours été un lieu mystérieux pour le monde extérieur. Sa prison paraît encore plus mystérieuse. Chine nouvelle propose une série d'articles pour lever le voile et raconter la vie des prisonniers dans cette région ».

FRANCIS DERON

## PROCHE-ORIENT

## LIBAN : situation très tendue dans le Sud

## Le Hezbollah réaffirme qu'il poursuivra le combat contre Israël

## BEYROUTH

## de notre envoyé spécial

Le remplacement rapide à la tête du Hezbollah de cheikh Abbas Moussawi par cheikh Hassan Nasrallah, élu mardi 18 février à l'unanimité à Baalbek (nos dernières éditions du 19 février), traduit la volonté des intégristes chiites libanais de répondre au communiqué de « victoire » de certains responsables israéliens, qui affirmaient avoir « porté un coup très dur » à ce mouvement.

L'assassinat de son chef a, au contraire, estimé-on à Beyrouth, donné au Hezbollah l'occasion de démontrer avec force l'ampleur de la mobilisation populaire dont il bénéficie - des dizaines de milliers de personnes ont participé depuis lundi aux diverses manifestations de deuil - et le fait que, contrairement à nombre d'autres partis libanais, il repose sur des institutions et non sur un homme.

Proche du guide spirituel du Hezbollah, cheikh Mohamed Hussein Fadlallah, cheikh Nasrallah avait été écarté au profit d'Abbas Moussawi lors de la succession de cheikh Tawfik Fayyad qui était considéré comme trop proche de la « ligne dure » iranienne qu'incarne l'houlefatollah Mohtachemi. Il est toutefois tenu maintenant pour un « pragmatique », à la fois proche de l'Iran et de la Syrie. Cette orientation, qui est celle prônée par cheikh Fadlallah, devrait subsister.

Jeune, le nouveau responsable du Hezbollah, qui fait partie des fondateurs du mouvement au Liban, n'a suivi que de brèves études religieuses à Najaf, en Irak, et à Qom, en Iran. Comme tous ses prédécesseurs, il a fait une

bonne partie de sa carrière dans les services de sécurité et de renseignement du mouvement intégriste. Certains affirment à Beyrouth que c'est lui qui cherchait à enlever l'armée israélienne lors d'un raid hélicoptère à Jibchit, le 20 décembre dernier, au cours duquel trois personnes avaient été enlevées pour interrogatoire et trois tuées, dont un enfant.

## « Quittez notre terre »

Dans sa première déclaration lors de la mise en terre, mardi, d'Abbas Moussawi, de sa femme et de son fils de cinq ans, cheikh Nasrallah s'est engagé à poursuivre le combat, affirmant : « Israël est un cancer et la résistance est notre unique choix. Nous disons aux juifs : le langage de la guerre est le seul qui existe entre nous. Quittez notre terre. Cette époque restera celle de la résistance islamique. »

La situation au Liban-Sud demeure explosive, et les duels d'artillerie opposant essentiellement la résistance islamique à l'armée israélienne et à sa milice auxiliaire de l'armée du Liban-Sud (ALS) se sont intensifiés mardi, alors qu'Israël a de nouveau effectué deux raids par hélicoptère. Les opérations israéliennes ont fait environ dix-sept blessés civils, dont trois fillettes qui sont dans un état grave. Une nouvelle fois, les habitants du Sud proches de la « zone de sécurité » occupée par Israël fuient leurs villages dans la crainte d'une intervention israélienne de plus grande envergure.

Aux menaces et mises en garde israéliennes, dont on a bien conscience ici qu'elles entrent aussi

dans le cadre de la campagne électorale, le gouvernement libanais, qui s'est déclaré en réunion permanente, tente de répondre par une mobilisation diplomatique dont le point d'orgue devrait être la réunion du conseil de sécurité de l'ONU.

Sur le plan militaire, le ministre de la défense, M. Michel Murr, s'est rendu mardi à Damas pour faire le point, et le conseil des ministres a entériné les décisions du conseil supérieur de défense : mobilisation des moyens disponibles, détermination et résistance jusqu'au bout. L'armée libanaise, que le ministre de la défense israélien, M. Moshe Arens, tient pour responsable de la situation, a en tout cas ordre de riposter à toute attaque ou bombardement.

Déployée dans certains secteurs du sud, l'armée libanaise ne peut rester sans réagir, au risque de se déconsidérer. Elle est dans certains endroits voisine du Hezbollah, avec lequel elle collabore dans la riposte. La résistance islamique, bras armé du Hezbollah, n'a pas été désarmée comme toutes les autres milices dans la mesure où elle pratique des opérations anti-israéliennes, et il ne fait pas de doute qu'il en sera ainsi tant qu'une partie du Sud demeurera occupée.

Autout de la Syrie à la fois dans le processus de paix et dans ses relations avec Téhéran, la résistance islamique est d'autant plus intouchable que l'armée libanaise n'est pas en mesure d'agir seule et que le droit à la résistance à l'ennemi israélien a été consacré par les accords de Taëf.

FRANÇOISE CHIPAUX

## Les clandestins du Japon

## Suite de la première page

Certains payent leur passage en apportant un peu d'opium, que des revendeurs écoulent dans de minces pochettes aux alentours de la gare de Ueno.

A la fin de l'année, des organisations charitables avaient une soupe populaire pour les immigrés du pays. « Ils sont en moyenne une centaine à passer la nuit dans le parc, dit un policier de service. Ce sont des gens éduqués et ils ne créent pas de problèmes. Régulièrement, l'immigration fait des règlements. Mais ils reviennent. » D'une ampleur certes encore très limitée par rapport à d'autres pays, le Japon commence à connaître le problème des immigrés clandestins. Ils sont de deux à trois cent mille, et leur présence est de plus en plus voyante. En 1991, 20 729 étrangers ont été refoulés du pays, soit deux fois plus qu'en 1990. La majorité étaient des Iraniens et des Malaisiens, qui peuvent entrer librement pour moins de trois mois.

Il n'y a pas si longtemps, l'avenue qui borde un autre parc, celui de Yoyogi, dans le quartier de Harajuku, était l'un des « paradis dominicaux » où venaient fêter les familles et voir se débancher les « takenoko » (« Pousses de bambous »), quelques centaines d'adolescents extravagants, outrageusement maquillés, bravant gentiment le conformisme ambiant, et des rockers, cuir et banane, qui, à grand renfort de sonos, croyaient revivre American Graffiti. Aujourd'hui, les « pousses de bambous » ont cédé la place et, s'il reste quelques rockers, ils sont noyés dans une nouvelle faune : l'entrée du parc a pris des allures d'Islam Square.

## Mauvais et prostituées

Plusieurs centaines d'Iraniens, de Pakistans et de Bangladais ont fait du lieu leur point de rendez-vous. Visage basané ou épaisses moustaches, hommes se tenant par la main ou se donnant l'accolade ne sont pas les images habituelles des villes japonaises. Si les rockers assourdissent toujours les passants de décibels, l'air sent la viande hachée (préparée selon les normes

islamiques) et les condiments iraniens vendus par des marchands ambulants.

Certains échangent des journaux contre des cigarettes, d'autres des informations, avec des airs de conspirateur. Dans la foule circulent quelques marchands de travail, reconnaissables à leur mise plus voyante. Non loin, devant le poste de police du parc, les agents regardent tranquillement le spectacle.

Le parc de Yoyogi, le dimanche, illustre la situation de l'immigration au Japon. D'un côté, une législation qui réglemente avec minutie l'entrée des étrangers. De l'autre, un état de fait : la présence de plusieurs centaines de milliers de travailleurs en situation illégale, entrés pour la plupart avec des visas de touristes expirés. La loi sur l'immigration, révisée en juin 1990, interdit l'entrée au Japon de travailleurs non qualifiés et l'embauche illégale, poursuivie auparavant comme complicité, est désormais un délit en soi.

## « Un produit qu'on jette »

Il est difficile de prévoir si ce flux d'immigrés va s'accroître, estime-t-on prudemment au bureau de l'immigration du ministère de la justice. Il est vraisemblable qu'il se poursuivra : la force du yen constitue un appât trop grand pour les pays pauvres de la région. Même les Africains débarquent désormais au Japon.

Autrefois, les femmes composaient la majorité des immigrés illégaux. Si Philippines ou Thaïlandaises continuaient à alimenter les réseaux de prostitution (entrant avec des visas d'étudiante ou d'artiste de cabaret), pour les autres nationalités, les hommes sont plus nombreux. La plupart des Chinois (soixante-quatre mille étudiants et quarante-quatre mille stagiaires) travaillent clandestinement. En nombre, les Iraniens arrivent juste après. Ils sont quarante mille, estime un marchand de main-d'œuvre qui fait de la publicité dans les journaux de Téhéran pour les attirer. En 1991, Iran Air a même organisé une tombola avec, comme prix, des billets aller-retour pour Tokyo.

Sur place, les immigrés sont la

proie des intermédiaires. Ils sont souvent bernés et dépouillés des dollars qu'ils avaient en arrivant. L'un d'eux a récemment été arrêté : marchand de tapis, il avait transformé en dortoir son entrepôt dans le quartier populaire d'Ara-kawa.

Combien de temps se poursuivra la tolérance des autorités nippones ? Le développement des vols dans un pays qui a le plus faible taux de criminalité du monde (10 % des délits sont désormais commis par des étrangers) et des actes de vandalisme jusqu'à présent ignorés (dix mille cabines de téléphone international endommagées en 1991 à Tokyo) pourraient crispier l'opinion publique.

La question de l'immigration se pose sous deux angles : économique et humanitaire. L'archipel souffre d'une pénurie de main-d'œuvre qualifiée : le taux de chômage tourne autour de 2 % et les jeunes Japonais refusent les travaux pénibles. Aussi les petits entrepreneurs recourent-ils à la main-d'œuvre clandestine. Les grandes firmes tournent la loi les autorisant à prendre des stagiaires pour embaucher en réalité des manouvriers.

La Banque du Japon a mis en garde contre un ralentissement de la croissance si aucune mesure n'est prise pour faciliter l'entrée de la main-d'œuvre étrangère et pour mieux utiliser les femmes et les personnes âgées. Mais le ministère de l'Industrie et du Commerce international (MITI) craint qu'un assouplissement de la législation polarise le marché de l'emploi entre des secteurs où les conditions de travail sont pénibles (réservés aux étrangers) et ceux où elles sont meilleures. En outre, souligne le MITI, l'arrivée massive de travailleurs à bas prix risque d'enrayer le processus d'innovation technologique.

Sur le plan humanitaire, le sort des immigrés n'est guère enviable. La mort, il y a quelques mois, d'un Ghanéen souffrant d'un ulcère, abandonné dans son logement, en témoigne. L'absence de couverture sociale est le lot de tous : « Les immigrés sont considérés comme un produit que l'on jette lorsqu'il ne sert plus », dit un travailleur social d'un hôpital de Saitama (région de Tokyo). Envers de la tolérance des autorités...

PHILIPPE PONS



# POLITIQUE

La préparation des élections régionales

## Eure-et-Loir : le « drame shakespearien » de M. Lemoine

M. Georges Lemoine, maire socialiste de Chartres, a refusé d'être le chef de file de son parti aux élections régionales. Il ne veut pas choisir entre la liste du PS et celle des radicaux de gauche, dont l'affrontement est traditionnel dans ce département.

### CHARTRES

de notre envoyé spécial

Selon M. Georges Lemoine, maire socialiste de Chartres, ancien secrétaire d'Etat chargé des départements et territoires d'outre-mer, il s'agit presque d'un drame shakespearien. Le voici, lui, sommé de choisir entre la liste de son parti, que dirige une de ses adjointes à la mairie, M<sup>me</sup> Maryvonne Radix, et celle qui conduit un fringant radical de gauche, M. François Huwart, conseiller régional sortant, maire de Nogent-le-Rotrou, également vice-

président de l'Union républicaine pour l'Eure-et-Loir (UREL), un club politique créé de toutes pièces par le maire de Chartres.

Depuis des lustres déjà, les relations entre radicaux et socialistes tournent immanquablement au vinaigre dès que s'engage une compétition électorale. En 1973, M. Lemoine avait exclu du Parti socialiste, sur ordre de la cité Malesherbes, M. Huwart père parce que ce dernier n'avait pas voulu se soumettre à un accord national conclu, pour les législatives, entre le MRG et le PS. Le temps a passé et l'ancien premier fédéral discipliné est devenu le meilleur bouclier de M. Huwart fils, qui, instruit par les mésaventures de son ascendant, est, lui, directement entré au MRG sans passer par le PS.

« Question d'amitié », explique l'ancien secrétaire d'Etat. Une explication jugée un peu courte par les socialistes, excédés par le pilotage à vue du maire de Chartres, campé sur une UREL qualifiée de « fédération Lemoine », tenant d'une

majorité présidentielle au sens « très, très, très large » selon ses détracteurs. Certains rêvent sans doute de lui faire subir aujourd'hui le sort du père de M. Huwart.

Les socialistes reprochent au maire de Chartres de ne pas respecter la neutralité qu'il affiche en toutes circonstances et d'avoir tout fait, en sous-main, pour susciter la liste du candidat radical. « Il n'aurait pas fallu grand-chose pour que tout s'arrange », regrette M<sup>me</sup> Radix. Il n'y a pas de désaccords profonds entre nous, mais il faut, hélas, composer avec les plans de carrière de certains. C'est un problème de personnes plus qu'un affrontement entre le MRG et le PS.

Pour M. Huwart, l'occasion est à saisir. Pendant longtemps, il a souffert de la pression socialiste. Il a conquis sa mairie, avec le soutien de M. Lemoine, qu'on a même dit « socialiste de la circonscription ». Mais, à l'heure de la bataille homérique contre le député socialiste de la circonscription de Nogent-le-Rotrou, M. Bertrand Gallet, qui figure en deuxième position sur la liste de M<sup>me</sup> Radix. Aujourd'hui, M. Huwart croit voir se préciser l'instinct d'une « revanche tranquille ». La perte de vitesse du Parti socialiste sied tout à fait à cet enfant du radicalisme breton, qui a accepté avec la même bienveillance l'investiture de France unie, le mouvement de M. Jean-Pierre Soisson, et le label de Génération Ecologie.

Ricel, comme le pronostiquent déjà les bookmakers locaux, M. Huwart ne devra plus rien à personne, et M. Lemoine pourra se prévaloir de sa largeur de vue, ce qui est loin d'être négligeable quand on est maire d'une ville qui n'a jamais été considérée, à juste titre, comme un bastion rouge. A l'inverse, M<sup>me</sup> Radix redoute déjà que la liste socialiste, du fait de la dispersion des voix, ne soit devancée par celle du Front national. Enfin, on fera la campagne la plus calme possible avec François Huwart. On ne va tout de même pas nourrir de polémiques avec nos alliés potentiels », lâche-t-elle, un peu amère.

Les socialistes beugleront pour au moins se consoler en constatant qu'à droite l'union est également un combat. Evincé de la liste RPR-UDF, qu'emmenait l'actuel président UDF-PR du conseil régional, M. Maurice Dousset, le maire RPR de Châteaudun, M. Alain Venot, a décidé de partir sous ses propres couleurs. Ces grandes manœuvres d'union (M. Dousset est député de la circonscription) se poursuivront même au-delà des élections régionales puisque M. Venot s'est promis, à la faveur des élections cantonales, de ravir le siège de conseiller général que M. Dousset, soumis à la loi limitant le cumul de mandats, avait obligamment cédé en 1988 à son épouse Anne-Marie.

GILLES PARIS

## Loir-et-Cher : les hésitations de M. Lang

### BLOIS

de notre correspondant

Ira-t-il pas ? Ce week-end, à Blois, M. Jack Lang, ministre de la ville et ministre de la culture, expliquait encore qu'il n'avait aucune envie d'être tête de liste en Loir-et-Cher aux élections régionales. D'abord, s'insurge-t-il, « il n'y a pas d'élection régionale », seulement un scrutin départemental « absurde » qui ne permet pas de « véritable débat régional », dans une région — le Centre — qui « existe si peu ».

Et puis vraiment, ajoute-t-il, « les socialistes de Loir-et-Cher sont-ils incapables de se passer de moi ? » Quelles que soient les admonestations au ministre socialiste pour qu'il s'engage, M. Lang estime que jouer les porte-drapeaux pour « grouper quelques points et un siège supplémentaire » n'est pas un combat de première nécessité. S'il devait néanmoins être candidat, conclut-il avec toutes les réserves du conditionnel, ce serait à la tête d'une liste pour le département quelque chose comme « Jack Lang pour le Loir-et-Cher ». Pas question en tout cas de briguer la présidence de la région : « J'ai bien assez de travail rue de Valois et à l'hôtel de ville de Blois ».

Pourtant, dans une interview parue le 13 février dans la Nouvelle République, le président sortant, M. Maurice Dousset (UDF) était

encore persuadé du contraire : « A mon avis, il sera candidat, bien qu'il m'ait dit le contraire dans tous les entretiens que j'ai eus avec lui. Si vraiment il ne l'est pas, c'est qu'il considère que la cause est perdue ».

En fait, la situation n'est peut-être pas aussi désespérée qu'elle le paraît. D'une part, malgré les belles déclarations d'unité, l'UDF régionale et ses alliés RPR pourraient bien se déchirer entre M. Maurice Dousset et M. Jean-François Deniau, ancien ministre, tête de liste dans le Cher, tous deux subissant en outre la concurrence d'un Front national en probable progression, avec lequel ils se sont déclarés décidés à ne pas pactiser. D'autre part, le premier sondage régional de BVA pour Paris-Match et le service public de l'audiovisuel annoncent un PS moins laminé qu'ailleurs, avec 22 % d'intentions de vote et une forte poussée écologiste sur les rives de la Loire — « dernier grand fleuve sauvage d'Europe » : près de 18 %, avec une nette prime aux amis de Brice Lalonde (11 %). Si M. Claude Leymaria, adjoint au maire de Blois chargé du patrimoine et des jumelages, a récemment démissionné pour se consacrer à Génération Ecologie — dont il sera candidat aux cantonales, — les points ne sont peut-être pas définitivement coupés. La dernière visite blessée à grand spectacle au début de ce mois fut celle de M. Haroun Tazieff, venu chez son « vieil ami » Jack Lang inaugurer l'ancienne locale de l'observatoire de la Loire, en dénonçant les « équilibres » des marchands de trous d'ozone.

JACQUES BUGIER

■ M. Lang serait un premier ministre apprécié par les jeunes. — L'institut de sondages CSA a fait pour l'« Evénement du jeudi » (daté 13-20 février) une enquête auprès de cinq cents personnes âgées de seize à vingt-quatre ans, interrogées entre le 30 janvier et le 3 février, d'où il ressort que M. Jack Lang, ministre de la culture et de la communication, serait un premier ministre « proche des préoccupations de [leur] génération » pour 46 % d'entre elles, 41 % étant d'un avis contraire. M. Lang est suivi par MM. Laurent Fabius (28 %), Jacques Chirac (28 %), Lionel Jospin (27 %), François Léotard (26 %), Jacques Delors (20 %), Raymond Barre (18 %), Valéry Giscard d'Estaing (18 %) et Pierre Bérégovoy (13 %).

■ Sondages : les listes UDF-RPR recueillent 35 % d'intentions de vote en Bourgogne et 40 % en Franche-Comté. — Deux sondages réalisés par BVA pour Antenne 2, FR3, France-Info, France-Info et Paris-Match donnent en Bourgogne 35 % des intentions de vote aux listes UDF-RPR, 23,5 % au PS, 12,5 % au Front national, 7,5 % au PC, 6 % aux Verts, 5,5 % à France Unie, 3,5 % à Génération Ecologie ; et en Franche-Comté, 40 % aux listes UDF-RPR, 23 % au PS, 13 % au Front national, 9 % à Génération Ecologie, 6 % aux Verts, 5 % au PC. Ces enquêtes ont été menées par téléphone auprès de huit cent huit personnes les 14 et 15 février.

■ Marne : un conseiller régional donne sa démission du Front national. — Mécontent de ne pas figurer sur la liste du Front national pour les élections régionales dans la Marne, M. Yves Legentil, conseiller régional sortant, a annoncé au quotidien l'Union de Reims du mercredi 19 février sa démission du parti d'extrême droite. Elu au conseil régional de Champagne-Ardenne en 1986 comme tête de liste dans la Marne, M. Legentil estime que « le lepnisme est atteint de paranoïa » et il déplore avoir appris « par la presse » son éviction de la liste. Celle-ci est conduite par M. Sylvain Giozco, conseiller financier de M. Le Pen.

■ L'ancien jockey Yves Saint-Martin candidat dans l'Oise. — M. Yves Saint-Martin, ancien jockey, a annoncé, mardi 18 février, qu'il serait candidat aux élections régionales dans l'Oise sur la liste « Chasse, Pêche, Nature et Tradition ». Quinze fois « cravache d'or », M. Saint-Martin s'est retiré de la compétition hippique en août 1987. Domicilié à Lamorlaye et amateur de chasse, M. Saint-Martin figurera sur une liste conduite par M. Bernard Hédin, mais dont la composition exacte n'a pas encore été rendue publique.

## Alpes-Maritimes : désaccord chez les Verts

Les divergences d'appréciation sur la stratégie à adopter face à la candidature du président du Front national dans les Alpes-Maritimes (le Monde du 15 février) ont abouti à une rupture au sein des Verts de ce département. Dans leur majorité, les Verts des Alpes-Maritimes « préconisent une ouverture vers les autres mouvements écologistes », contre l'avis du conseil d'administration régional et celui du collège exécutif. Leur tête de liste, M. Patrice Miran, délégué aux relations internationales, est en revanche sur la ligne de stricte autonomie défendue au niveau national. Il a donc décidé de recomposer la liste des Verts, tandis que la majorité des adhérents ont accepté de se ranger derrière M. André Aschieri, maire de Mouans-Sartoux, soutenu par Génération Ecologie, à la condition qu'il ne soit pas fait mention de l'appui du mouvement animé par le ministre de l'environnement, M. Brice Lalonde. Ils ont déjà reçu le soutien des Verts de Haute-Garonne, dont la liste est conduite par un ancien responsable du Parti communiste, M. Henri Faréty.

Devant l'association de la presse étrangère, le chef de file des Verts, M. Antoine Waschter, a expliqué, mardi 18 février, qu'il n'y avait « pas de division chez les écologistes ». « Ceux-ci ont fait leur unité en 1984 en créant les Verts, a-t-il expliqué. M. Lalonde, en revanche, entretient depuis plusieurs mois une stratégie de confusion, en accordant une sorte de franchise à des gens qui ne sont pas de vrais écologistes ». En rencontrant le même jour, en compagnie de M<sup>me</sup> Marie-Françoise Mendez, secrétaire nationale adjointe, le secrétaire général du RPR, M. Alain Juppé, le porte-pa-

role des Verts a réaffirmé la ligne d'autonomie de son mouvement à l'égard de l'ensemble des formations politiques. « Nous nous ne faisons pas le constat de nos désaccords, tant sur les accords de Maastricht que sur la réforme du mode de scrutin », nous a-t-il précisé.

J.-L. S.

## PERSONNALITÉS EN CAMPAGNE

## Alain Mérieux, un industriel engagé

Numéro deux sur la liste de Charles Millon en Rhône-Alpes, le président-directeur général du premier groupe mondial de fabrication de vaccins ne ménage pas ses critiques contre le milieu politique

### LYON

de notre bureau régional

Salle Georges-Brassens, à Givors, commune de la périphérie de Lyon. Ce soir-là, cent cinquante personnes ont répondu à l'invitation de la liste « Réussir Rhône-Alpes », emmenée par M. Charles Millon (UDF-PR), président sortant du conseil régional. Les quarante-cinq candidats, hormis quelques absents excusés, sont assis à la tribune. Les chefs de file de chaque courant se succèdent au pupitre, répondant aux questions de l'assistance. La soirée traîne un peu en longueur, et M. Alain Mérieux, second sur la liste, est effleuré d'un soupçon de sommeil. C'est sa quatrième réunion de la semaine. Ses fonctions de président-directeur général de l'Institut Mérieux et de Biomérieux (neuf mille salariés) se télescopent avec les obligations de la campagne électorale. Pour ne pas « faire sauter les fusibles », le matin, il se rend une heure plus tard que d'habitude à ses bureaux.

Ce soir-là, comme en 1986 lorsqu'il conduisit la liste RPR dans le Rhône, comme au cours des sessions du conseil régional, il a répété ce qui constitue sa profession de foi : « En tant que chef d'entreprise que je suis, que je reste et que je resterai... » Récemment, il reconnaissait consacrer 30 % de ses activités à la politique. Pour corriger l'effet un peu dilatoire de la formule, il précise qu'il « tourne à 120 % ». M. Mérieux s'affiche ostensiblement en socioprofessionnel engagé dans la vie publique. Et ne ménage pas ses critiques à l'endroit d'un milieu qu'il juge « replié sur lui-même et hyperprotégé ».

### L'amitié avec M. Chirac

S'il s'avance parfois en faux naïf, ce grand bourgeois lyonnais de cinquante-trois ans, troisième de la dynastie Mérieux, semble, en six ans de mandat, avoir pris goût à la chose, comme M. Jourdain à la prose. En décembre dernier, lors des négociations pour les régionales, les composantes de la droite lyonnaise — amis de M. Noir, RPR et UDF — sont prêtes à consommer la rupture.

Deux heures avant la réunion de la dernière chance, M. Mérieux sort une boîte secrète : puisque le maire de Lyon refuse qu'il soit tête de liste, comme les instances nationales le voulaient, il propose de laisser sa place à M. Millon. En quelque sorte, M. Mérieux a « roqué » : ce coup d'échec bloque le jeu du maire de Lyon, pourtant

grand stratège des diagonales du fou.

« C'était dans l'intérêt de l'exécutif sortant, dans celui du RPR », explique M. Mérieux aujourd'hui. Même si, à Paris, on ne m'a pas franchement félicité. Mais je m'en fous ». Son engagement politique tient à une philosophie, celle de Charles de Gaulle, et à une amitié, celle qu'il lie à Jacques Chirac. Elle remonte au milieu des années 70, lorsque le petit Chirac, son fils, est élu. Il sera éternellement reconnaissant et redevable de « la loyauté et la droiture » dont a fait preuve alors M. Chirac. Cette vaine affaire de droit commun finira bien.

Son engagement semble aussi tenir des solides divergences qu'il écarte, depuis plusieurs années, du maire de Lyon. Celui-ci impose-t-il que chaque candidat signe, sur l'honneur, un document stipulant son refus de toute alliance avec le Front national. M. Mérieux répond publiquement, en présence de M. Noir, que le mouvement gaulliste, de par son histoire, n'a pas à se plier à la demande de quiconque sur ce terrain.

M. Mérieux, qui n'accepte pas de « recevoir des leçons de morale » à une autre conception du combat contre le Front national. Ainsi, au cours de cette campagne, il se refusait à tout affrontement en « bugne à bugne », comme il se dit à Lyon, avec le mouvement d'extrême droite. Il préfère sa méthode, où lui aura permis d'obtenir, au cours de ce mandat, la démission de deux membres du groupe FN au conseil régional. Par persuasion, dit-il.

D'ailleurs, il lui arrive de rappeler à certains d'entre eux qu'il a, lui aussi, porté le béret rouge des parachutistes pendant la guerre d'Algérie, certes dans les services de santé. Cette complexité d'anciens combattants a des limites : il a repoussé les avances du groupe FN, qui lui avait fait savoir, en 1988, à la mort du président du conseil régional, Charles Béraudier, qu'il voterait pour lui s'il se présentait à la présidence.

M. Mérieux s'est contenté d'un poste de premier vice-président, chargé des affaires économiques et internationales, et, du haut de la tribune, a continué à dialoguer,

courtoisement, avec le président du groupe communiste, ou à intégrer les propositions des socialistes : « Lorsqu'elles sont sensées, pourquoi les rejeter ? », demande-t-il.

Malgré la civilité dont il fait preuve au conseil régional, l'industriel estime que ses activités politiques peuvent nuire à ses fonctions professionnelles. Le temps de la campagne, il a d'ailleurs embauché une attachée de presse, distincte de l'équipe de M. Millon, afin qu'elle veille à son image de chef d'entreprise. Cette « garde rapprochée », comme il l'appelle, ne peut pourtant empêcher les jeux de mots et les plaisanteries que décoche, avec délice, le candidat. Adepte du « faire les choses sérieusement sans se prendre au sérieux », M. Mérieux cultive les apartés ricains, les phrases à double sens.

### Le syndrome italien

Car il se sent « à contre-courant » et le dit avec un brin de coquetterie. La preuve : il n'a toujours pas, officiellement, sa carte du RPR. Et n'hésite pas à parler de la qualité des contacts qu'il entretient, en tant que chef d'entreprise, avec deux ministres socialistes, eux aussi issus de la société civile, MM. Roger Fauroux et Hubert Curien.

Alors la question qui se pose est en 1988 reste d'actualité en 1992. Pourquoi va-t-il se commettre en politique alors que « le rapport investissement rendement y est infinitésimal » ? Sa réponse est en trois temps. D'abord, « il y a nécessité d'avoir le système » ; et ce n'est pas le moment d'abandonner la politique, qui est menacée du syndrome italien », même s'il doute parfois de ses capacités d'évolution. Ensuite, ce mandat régional est « le seul compatible avec une activité professionnelle ». Enfin, lui, le gaulliste, attaché à la nation, croit dur comme fer, et souvent contre ses propres amis, que « la région est le bon échelon administratif dans la compétition européenne ».

Qu'on ne vienne pas lui prêter des ambitions municipales à Lyon, comme la rumeur, d'origine parisienne, le colporte. Pour couper court à toute interprétation, il a décidé de se taire sur ce sujet. Que dire alors d'une autre rumeur qui lui attribue, déjà, un maroquin dans un prochain gouvernement ? « Cela m'intéresse beaucoup ». Et ses yeux se plissent d'amusement.

BRUNO CAUSSE

## LE MONDE diplomatique

Février 1992

- EUROPE DE L'EST : Quel type de plan Marshall ? par Bernard Cassen. — La Pologne veut changer de cap, par David Warszawski.
- ÉCONOMIE INTERNATIONALE : Alarques globales, mondial aveuglement, par Jacques Decroix. — Sur les ruines du GATT, d'impitoyables conflits d'intérêt, par Frédéric F. Clairmonte.
- VILLES : Guerriers de la paix dans l'enfer new-yorkais, par Ingrid Carlander.
- JEUX OLYMPIQUES D'ALBERTVILLE : Les comptes de la mascotte, par Christian de Brié.
- AMÉRIQUE LATINE : El Salvador : sur une guerre oubliée, par Ignacio Ramonet. — Les réfugiés haïtiens à l'assaut de l'Amérique, par André Corten. — Quelque part au Brésil : Bebedouro ou les oranges ont un parfum de prospérité, par Edouard Bailly.
- PROCE-Orient : L'avenir compromis des Palestiniens, par Paul Kessler et Joseph Parisi.
- THÉÂTRE ET POLITIQUE : Donner la parole aux exclus du langage, par Armand Gatti.

En vente chez votre marchand de journaux - 20 F

J. M.







## JUSTICE

Le projet de réforme du code de procédure pénale

## Les droits des personnes gardées à vue seront étendus

Le projet de réforme du code de procédure pénale, qui sera présenté au conseil des ministres du 26 février par le ministre délégué à la justice, M. Michel Sapin, prévoit une réforme de la garde à vue. Actuellement, le droit de faire prévenir un membre de sa famille et de demander à être examiné par un médecin. En outre, lors des enquêtes préliminaires, il sera impossible de placer un témoin en garde à vue, cette mesure étant désormais subordonnée à l'existence d'indices « faisant présumer que [la personne] a commis ou tenté de commettre une infraction ».



françaises auront donc toujours lieu hors de la vue des avocats. Mais le projet de réforme, qui accorde de nouveaux droits aux gardés à vue, n'en bouleversera pas moins les habitudes des policiers et des gendarmes.

## Faire prévenir sa famille

Aujourd'hui, ces critères de placement en garde à vue sont extrêmement flous. Dans le cas d'enquête préliminaire, il suffit que les « nécessités de l'enquête » le commandent pour qu'un simple témoin soit retenu par un officier de police judiciaire pendant vingt-quatre heures, en dehors de toute situation de flagrance. Le projet présenté par M. Sapin met fin à cette situation, souvent jugée dangereuse au regard des libertés individuelles : en enquête préliminaire, seules pourront être mises en garde à vue les personnes « à l'encontre desquelles existent des indices faisant présumer qu'elles ont commis ou tenté de commettre une infraction ».

Au printemps dernier, lorsque M. Michel Sapin avait annoncé une « grande et large » réforme de la procédure pénale touchant notamment le régime de la garde à vue, certains avocats s'étaient donc pris à rêver. Malgré le caractère ouvert des premières discussions, les arbitrages interministériels ont finalement raison de cette ambition : les gardes à vue

Les conditions de renouvellement de cette mesure au bout de vingt-quatre heures sont elles aussi modifiées. En enquête préliminaire, le texte actuel ne pose aucune condition, ce qui ouvre parfois la porte à des prolongements abusifs. Le projet de la chancellerie réserve désormais le renouvellement aux cas où les éléments recueillis sont « de nature à motiver l'exercice de poursuites ». Le contrôle des gardes à vue par les autorités judiciaires est en outre renforcé : dès le début de la mesure, les officiers de police judiciaire auront le devoir d'avertir « sans délai » le procureur de la République ou le juge d'instruction compétent.

Les personnes gardées à vue se voient également reconnaître de nouveaux droits. Le premier est celui de faire prévenir sa famille par téléphone. Cette réforme, dont on s'étonne qu'elle vienne si tard tant elle semble évidente, s'apparente à une petite révolution : aujourd'hui, rien n'oblige un officier de police judiciaire à avertir la mère ou le mari d'une

personne gardée à vue. Certains le tolèrent, d'autres le refusent au nom des nécessités de l'enquête sans que le gardé à vue puisse protester. Cette fois, le texte est clair : « Dès son placement en garde à vue, la personne est avisée qu'un membre de sa famille peut, sur sa demande, être informé par téléphone de la mesure dont elle est l'objet ». L'officier de police judiciaire ne pourra refuser d'accomplir ce geste : s'il craint que le gardé à vue en profite pour avertir des complices ou donner des instructions, il devra en référer au procureur de la République qui, seul, pourra refuser ce droit.

## Examen médical de droit

Le contrôle médical des gardés à vue sera lui aussi renforcé : dès le début de la mesure, la personne sera « avisée qu'elle peut, sur sa demande, être examinée par un médecin ». L'examen médical sera de droit si un membre de sa famille en fait la demande. Ce principe rompt avec les pratiques actuellement en vigueur : aujourd'hui, dans les premières vingt-quatre heures de la garde à vue, cette décision appartient au seul procureur de la République. Le certificat médical sera en outre versé au dossier.

Ces droits nouveaux seront « immédiatement » significatifs au gardé à vue. Dès le début de la mesure, les officiers de police judiciaire lui remettront donc une feuille précisant l'ensemble de ses droits. La présentation définitive de cette information n'est pas encore précisée, mais une certitude demeure : mention de cet avis sera portée au procès-verbal et émise par la personne gardée à vue. Afin de renforcer les garanties attachées à ces droits, la violation de ces articles entraînera une nullité dont les conséquences seront appréciées par les chambres d'accusation.

ANNE CHEMIN

A Mantes-la-Jolie

## Le médecin-expert qui avait examiné Aïssa Ihich la veille de sa mort est inculpé d'homicide involontaire

Le docteur Michel Pérol, qui avait examiné Aïssa Ihich lors de sa garde à vue au commissariat de Mantes-la-Jolie (Yvelines) la veille de sa mort, le 27 mai 1991, a été inculpé, mardi 18 février, d'homicide involontaire par M. Jean-Marie Charpiat, juge d'instruction à Versailles. Le médecin, expert près la cour d'appel de Versailles, avait estimé que l'état de santé d'Aïssa Ihich, interpellée lors d'incidents violents au Val-Fourré et qui souffrait depuis plusieurs années de crises d'asthme, était « compatible avec son maintien en détention » (le Monde du 29 mai 1991).

Aïssa Ihich, le lycéen de dix-huit ans mort à Mantes-la-Jolie après trente-six heures de garde à vue au commissariat, était asthmatique. Il avait crié aux policiers qui l'accusaient d'avoir lancé des pierres et le frappaient, lors de son interpellation, dans la soirée du samedi 25 mai. Dès le début de son séjour au poste, il avait signalé aux agents qu'il utilisait des médicaments anti-asthmatiques. Les policiers assurent qu'ils en ont informé le docteur Pérol, expert près la cour d'appel de Versailles, qui a examiné le jeune homme après vingt-quatre heures de détention. Tous jours selon les policiers, le médecin n'a cependant pas mentionné l'asthme dans son certificat du dimanche 26 mai. Il aurait seulement signalé que l'état de santé du lycéen était « compatible avec son maintien en détention », et précisé qu'il portait des ecchymoses consécutives à son interpellation.

Ces éléments, qui laissent apparaître une négligence, ont, semble-t-il, conduit, après plus de huit mois d'enquête, à l'inculpation du médecin légiste. Le lendemain de la visite médicale, Aïssa Ihich, qui n'avait jamais eu affaire à la justice auparavant, a été pris d'une

crise d'asthme vers 13 h 30, au moment où les policiers l'ont informé qu'il allait être déféré au parquet. Selon le communiqué publié le soir même par la direction du centre hospitalier François-Quesnay de Mantes, il est décédé « au service des urgences (...) où il a été amené par les pompiers à quinze heures ». Les premiers résultats de l'autopsie devaient d'ailleurs préciser que le décès était « consécutif à un état de mal asthmatique ».

## Zones d'ombre

L'inculpation du médecin, la première à intervenir dans le cours de l'information judiciaire ouverte pour rechercher les causes de la mort, n'éclaircit pas, en soi, les nombreuses zones d'ombre du dossier. S'il semble que la garde à vue d'Aïssa Ihich se soit passée dans des conditions normales, le jeune homme a été frappé violemment lors de son interpellation. CRS et policiers du commissariat de Mantes se rejettent la responsabilité. Le collège d'experts désigné par le juge d'instruction doit aussi expliquer pourquoi Aïssa « n'a pas disposé des médicaments dont il avait besoin », selon les mots de M. Cresson, alors que le jeune homme les avait réclamés aux policiers et que sa famille assure s'être présentée à deux reprises, mais en vain, pour remettre la Ventoline qui lui permettrait de reprendre son souffle. L'enquête porte, enfin, sur le point de savoir si les tentatives de réanimation ont été réalisées dans des conditions correctes et sur le lieu exact du décès, qui serait intervenu avant l'arrivée à l'hôpital selon certains. Bref, la bavure, présentée à l'époque comme essentiellement policière, serait aussi médicale. Il n'en reste pas moins que le contact avec la famille, ou au moins avec un avocat au cours de la première journée de garde à vue, aurait probablement permis d'éviter le drame qui allait relancer la violence au Val-Fourré.

PHILIPPE BERNARD

Au tribunal correctionnel de Paris

## Un chiffon contre le sida

La trente et unième chambre correctionnelle de Paris se prononcera le 3 mars prochain dans le procès intenté à un distributeur de serviettes « antiviral HIV/sida » par trois associations qui lui réclament chacune 100 000 francs de dommages-intérêts pour publicité mensongère.

Ce sont des pochettes blanches identiques à celles qui contiennent ces « serviettes parfumées » faisant office de rince-doigts dans certains restaurants ou à celles affublées du terme « rafraîchissantes » que l'on distribue généreusement dans les avions.

Mais sous la marque Korettie, ces chiffons de papier imbibés, très particuliers, vendus 37 F la boîte de vingt-quatre, ont d'autres vertus. Sur l'emballage figurent des images montrant que l'on peut nettoyer un combiné téléphonique, la poignée d'un chariot de supermarché ou une lunette de WC. « Train, avion, auto, restaurant, hôtel » sont les lieux où le client est invité à utiliser ces « lingettes » pour leurs qualités « désodorisantes, désinfectantes, antibactériennes ».

Et le dernier argument est inscrit en gros caractères « antiviral HIV/sida ». Enfin, pour que nul ne puisse avoir le moindre doute, une mention précise : « Efficacité reconnue par les Instituts Pasteur de Paris et de Lille ».

L'Union fédérale des consommateurs (UFC) s'est émue et a donc décidé de citer la société Colcom, distributeur de ces « lingettes » devant la trente et

unième chambre correctionnelle de Paris pour publicité mensongère. A son action se sont jointes l'Association de défense des malades du sida Act Up, et l'Agence française de lutte contre le sida (AFLS). Car, pour les plaignants, le mensonge est double et, à l'audience du mardi 18 février, M. Jean-Didier Vogeli, conseil de l'UFC, a insisté sur deux tromperies distinctes reprochées à Colcom. La première concerne la caution de l'Institut Pasteur invoquée sur l'emballage.

Certes, un rapport de cet organisme constate que la solution produite par les laboratoires Anios et utilisée pour humidifier les « lingettes » peut inactiver le virus HIV. Mais il se trouve que le professeur Luc Montagnier, découvreur du virus du sida, dirigeait le laboratoire ayant réalisé cette expertise.

## Une erreur colossale

Entendu par le tribunal, le chercheur a confirmé que la solution était efficace « comme l'eau de Javel ou l'eau oxygénée » mais qu'un précédent test fait sur les « lingettes » imbibées de solution s'était avéré insuffisant pour détruire les préparations virales. C'était un premier mensonge « par extrapolation » reproché au distributeur.

Le second mensonge est considéré par les plaignants comme plus grave car le message placé sur l'emballage des lingettes Korettie laisse entendre que le virus du sida se propage par simple contact avec

des objets courants. « Une telle publicité induit de fausses idées sur le sida », plaide M. Vogeli en rappelant que les présentoirs de lingettes portaient la mention : « Soyez armés contre la promiscuité ». Une fois de plus, le professeur Montagnier a dû répéter que la transmission du virus du sida ne s'effectuait pas par simple contact, ce qui réduisait à néant les prétentions d'une serviette de papier imbibée d'un produit censé protéger l'utilisateur d'un danger dont il n'est pas menacé. « Une telle publicité a pour effet de réduire à néant les efforts de l'AFLS pour que les malades du sida ne soient pas présentés comme des pestiférés », s'est insurgé Me Marie Cadiou-Rebours.

Le parquet n'ayant pas jugé utile de poursuivre, le substitut a cru bon de dire qu'il s'agissait « d'une affaire entre parties » tout en considérant cependant que cette publicité était « une campagne de désinformation » et pouvait avoir des effets dangereux.

Défenseur de M. Pierre Brion, directeur de la Colcom, M. Jean Neu a reconnu « une erreur colossale » de son client qui s'explique par la reprise des arguments utilisés par les laboratoires Anios pour vanter la solution imbibant les lingettes. Quant aux dessins, ils illustrent les autres qualités du produit qui ne sont pas contestées. Mais l'avocat l'admet bien volontiers : « Antiviral HIV/sida n'aurait jamais dû figurer ».

MAURICE PEYROT

A la cour d'appel de Paris

## Le référé « nocturne » contre « l'Événement du jeudi » a été annulé

La première chambre de la cour d'appel de Paris, présidée par M. Geneviève Hannoun, a rendu, mardi 18 février, un arrêt annulant l'ensemble de la procédure menée en référé contre l'« Événement du jeudi », à la demande de la Sonacotra et de son PDG d'alors, M. Michel Gagneux (le Monde du 7 décembre 1991).

Apprenant que l'« Événement du jeudi » devait publier, le 5 décembre 1991, un article mettant en cause la gestion de la Sonacotra, à partir d'un rapport de la Cour des Comptes, son président, M. Michel Gagneux, avait assigné l'hebdomadaire la veille de la parution devant le juge des référés, afin d'obtenir la suppression de l'article litigieux.

## Des « conditions rocambolesques »

L'audience s'était tenue le 4 décembre à partir de 21 heures, dans le cabinet de M. François Ramoff, sans que l'avocat de l'« Événement du jeudi », M. Jean-Yves Dupeux, puisse assurer la défense. A cette heure tardive, et sans connaître le nom du magistrat, il lui fut impossible de trouver la salle où se déroulaient les débats, malgré de nombreux contacts téléphoniques avec plusieurs autorités judiciaires. Rendue dans la nuit, l'ordonnance de référé imposait à l'hebdomadaire de « supprimer par massicotage » l'article contesté. Une mesure « techniquement impossible », selon l'« Événement du jeudi », qui avait paru normalement.

Cependant, la direction de l'hebdomadaire avait fait appel de l'ordonnance, en déniant les circonstances dans lesquelles s'était tenue une audience mettant en cause la liberté de la presse. Devant la cour d'appel, le 9 décembre 1991, l'avocat général Delafaye avait soutenu ce point de vue, en critiquant sévèrement « les conditions rocambolesques » qui avaient entouré la procédure.

Dans son arrêt, la cour d'appel constate que l'assignation remise à l'« Événement du jeudi » à 20 h 30 par un huissier « ne comporte pas le nom du magistrat en la chambre duquel l'audience devait se tenir à 21 heures ». Cette omission constitue, selon les juges, « un grief évident » fait à l'« Événement du jeudi ». Aussi la cour s'est-elle prononcée l'annulation de la citation « et, par voie de conséquence, [de] l'ordonnance de référé rendue à la même date ».

Après avoir souligné : « La garantie nécessaire d'un procès équitable, auquel tout plaideur est en droit de

prétendre, exige, en effet, que la contradiction soit observée en toute circonstance et que les parties plaçées sur un pied d'égalité aient été à même d'organiser leur défense ».

Une remarque qui va plus loin que la simple sanction d'une omission formelle. Elle peut être rapprochée de la récente décision de la Cour de cassation exigeant que, dorénavant, les référés en matière de presse respectent les délais permettant à l'organe poursuivi d'apporter les preuves à l'appui des propos litigieux.

M. P.

**Le JeuDi**

**JD** dit tout ...

**JD** JEUNES DIPLOMÉS

Le journal des jeunes diplômés

TRouver un stage en ALLEMAGNE

BEN FERRAH 180 JD

METIER : Conseil en organisation

DES ENTREPRISES QUI RECHERCHENT

ASSURANCES : places pour les universitaires

**RESSOURCES HUMAINES**

**LES VRAIS DEBOUCHÉS**

**LE NOUVEAU BIMENSUEL**

POUR REUSSIR LE PASSAGE DES ETUDES A L'EMPLOI.

En vente chez votre marchand de journaux le 1er et le 3ème JeuDi de chaque mois.



## SOCIÉTÉ

## ILE-DE-FRANCE

Dernière séance

## Le conseil régional se « délocalise »

Les élus du conseil régional d'Ile-de-France auront vécu, mardi 18 février, la dernière séance de leur mandat sous le signe des délocalisations. Pour la première fois, en effet, ils ont tenu séance dans la nouvelle salle ultra-moderne construite dans les sous-sols d'un hôtel particulier de la rue de Babylone, à Paris (7<sup>e</sup>). Le conseil régional se flatte d'avoir aménagé pour un prix de revient de 38 000 francs le mètre carré, achat compris, les 5 500 m<sup>2</sup> de cet immeuble, acquis en 1988 au cœur de l'un des arrondissements les plus chers de Paris.

Mais il aura fallu une consistante escorte policière aux conseillers régionaux pour franchir la petite centaine de mètres entre la rue Barbet-de-Jouy et la rue de Babylone. A la demande du groupe communiste, le président Krieg (RPR) avait en effet mis les délocalisations à l'ordre du jour de cette dernière séance. Dûment prévenus, les futurs « délocalisés » de quelques administrations, comme l'Office des migrations internationales ou la Seita, étaient venus témoigner de leur attachement à l'Ile-de-France.

On n'aura d'ailleurs rarement entendu plus de témoignages « enflammés » pour la région Ile-de-France qu'au cours de cette séance du 18 février. Chiffres et dossiers à l'appui, le président Krieg avait tenu la veille, au cours d'une conférence de presse, à faire savoir que « la manière totalement arbitraire [...] sans concertation ni avec les autorités locales ni avec les futurs délocalisés » utilisée par le gouvernement dans cette affaire conduisait

les socialistes à redécouvrir à leur profit « l'état totalitaire ». M. Krieg concluait en déclarant « cette délocalisation, qui va contre l'Ile-de-France, ne sert pas le pays ».

La tâche du préfet de région, M. Christian Sautter, invité à participer aux débats, n'allait pas s'en trouver facilitée. Il présentait d'abord les principes qui ordonnent l'action du gouvernement : « Rééquilibrer le territoire national sans casser le dynamisme de l'Ile-de-France, transférer des emplois budgétaires en province sans contraindre au déplacement les fonctionnaires qui occupent ces emplois ». M. Sautter essaya ensuite un tir nourri des porte-parole du RPR, de l'UDF, du Front national et du Parti communiste dont les membres quittèrent même la séance, arguant de l'impossibilité d'avoir un véritable débat et ne voulant pas cautionner l'« injustice ». M. Yannick Bodin, président du groupe socialiste, pouvait ensuite ironiser sur la dramatisation de propos « annonciateurs d'une véritable catastrophe nationale ».

M. Sautter a annoncé enfin la présentation au printemps prochain d'un Livre blanc du Bassin parisien auquel travaillent actuellement les huit préfets et les huit présidents de région concernés. Il s'est aussi déclaré favorable à l'élaboration rapide du nouveau schéma directeur de l'Ile-de-France, pour éviter la multiplication des « ravages » du SDAU actuel rendus nécessaires par l'évolution de la région.

CHRISTOPHE DE CHENAY

## DÉFENSE

## La reconversion civile des engagés

## Une « caserne à rebours » en pays vendéen

FONTENAY-LE-COMTE (Vendée)

de notre envoyé spécial

« Nous engrangeons des militaires et il en sort des civils », a dit le Centre militaire de formation professionnelle (CMFP), qu'il commande, le lieutenant-colonel Pierre Olivaud au ministre de la défense, M. Pierre Joxe, venu visiter, mardi 18 février, à Fontenay-le-Comte (Vendée), cette caserne pas comme les autres. C'était la première fois depuis la création du CMFP, en 1959, qu'un ministre de la défense se rendait dans « une caserne à rebours », là où, au lieu de transformer des civils en militaires comme à l'habitude, on s'acharnerait plutôt à reconvenir des sous-officiers et des engagés volontaires en fin de contrat dans un « job » civil.

Autrefois, le CMFP de Fontenay-le-Comte était, après la fermeture de ceux de Rivesaltes et Alençon, spécialisé en quelque sorte dans le rattrapage scolaire des appelés d'Afrique du Nord et des départements ou territoires d'outre-mer. Puis, peu à peu, une autre mission s'est imposée, tout aussi impérieuse : donner une formation à des sous-officiers et à des engagés de l'armée de terre en vue de leur réinsertion dans la civil après cinq, dix ou quinze années d'exercice du métier des armes.

## Une nouvelle chance

Le propos est encore plus d'actualité, aujourd'hui. L'armée de terre dispose, au total, de quelque vingt-huit mille deux cents engagés, ce qui lui suffit à peine. Pour renouveler le contingent de ceux qui choisissent de partir pour des motifs divers, elle a besoin d'embaucher entre quatre mille cinq cents et cinq mille volontaires par an. C'est un « devoir moral », estime un officier supérieur du cabinet militaire de M. Joxe, que de permettre de préparer à un emploi ultérieur, au terme de leur contrat, des sous-officiers ou de simples engagés « qui sont déconnectés de la vie de l'entreprise » après un passage à l'armée. « C'est vital de prendre en compte leur besoin croissant d'une reconversion », ajoute-t-il, si on veut assurer un meilleur recrutement, en période de déflation des effectifs, comme cela a été officiellement annoncé.

C'est aussi l'intérêt de l'armée, en définitive, de proposer des stages qui procureront, en accord avec l'Association pour la formation professionnelle des adultes (AFPA), une nouvelle chance à ces engagés. Au quartier Duchaufault, le CMFP de Fontenay-le-Comte ne dispense pas moins de vingt-deux formations différentes, des niveaux du CAP, du BEP ou du brevet de technicien, dans six activités économiques, qui vont du bâtiment au secteur tertiaire, en passant par la métallurgie, la réparation, le froid ou l'électricité. Unique, même, en France : un atelier qui forme à la télé-surveillance, à la détection d'intrus, le gardiennage électronique ou la protection contre la cambriolage.

Avec un budget inférieur à 5,4 millions de francs pour 1992, le succès de l'opération a surpris jusqu'à ses promoteurs. Dans les six mois qui suivent la fin de leur stage couronné par un diplôme homologué par l'Etat, entre 78 % et 85 % de ces militaires revenus à la vie civile trouvent un emploi.

Pour la seule armée de terre, on recense plus de mille quatre cent cinquante candidats au CMFP. L'établissement est saturé, puisqu'il ne peut offrir que cinq cents places pour des formations qui durent jusqu'à neuf ou dix mois, interrompues de stages en entreprises. Si bien qu'il y a plus de deux ans d'attente sur ces listes de reconversion.

Le général Amédée Monchal, le chef d'état-major de l'armée de terre qui accompagnait M. Joxe, a lancé un programme de développement des activités à Fontenay-le-Comte, avec, d'ici à 1994, l'ouverture progressive de quelque deux cents places nouvelles. De sorte que le CMFP devrait pouvoir accueillir environ sept cents stagiaires. On reste loin du compte. Dans l'immédiat, une cinquantaine de stagiaires supplémentaires de l'armée de terre iront à Lorient et à Bourges, dans deux centres comparables de la délégation générale pour l'armement. A plus longue échéance, le général Monchal ne désespère pas d'être autorisé à créer un CMFP bis de six cents stagiaires, dans le sud-ouest de la France, à proximité d'une grande unité professionnalisée.

JACQUES ISNARD

## Une opération d'urbanisme sur l'ancien marché aux bœufs

## Fouilles trop brèves à Poissy

Un comité de soutien vient de se constituer, sous l'impulsion du Cercle d'études historiques et archéologiques de Poissy (CEHA), pour obtenir que les fouilles en cours sur le site d'un projet immobilier soient prolongées. Le médiéviste Georges Duby, professeur au Collège de France, membre de l'Académie française et de l'Académie des inscriptions et belles-lettres, a adhéré à ce comité (1).

Le colloque, qui avait vainement tenté, en 1961, de faire se rapprocher catholiques et protestants, a donné la célébrité à Poissy (Yvelines). Mais on oublie que la ville avait une autre source de renommée : elle fournissait Paris en viande grâce à son très important marché aux bœufs. Celui-ci, dont l'existence est attestée depuis le treizième siècle et qui a duré jusqu'au milieu du dix-neuvième siècle, n'a été « détrôné » que par la création du marché de La Villette.

Depuis le 6 janvier dernier et jusqu'au 29 février, une équipe de cinq archéologues, aidés par quelques bénévoles locaux, fouillent l'emplacement du marché, c'est-à-dire la grande place de quelque 8 000 ou 10 000 mètres carrés qui est située devant l'hôtel de ville. Une partie de cette place, en effet, a été « déclassée » de façon à permettre la construction d'une résidence de luxe et de cinémas souterrains. L'autre partie devant devenir un parking, lui aussi souterrain.

Certes, une convention a été signée entre la municipalité, les autorités préfectorales, la direction des antiquités d'Ile-de-France et le promoteur. Des fouilles ont donc pu être entreprises sur une superficie de 4 000 mètres carrés, mais il semble que l'on ait oublié de prendre en compte le « risque archéologique », bien connu pourtant dans la ville : on a donné seulement deux mois aux archéologues.

On sait que le marché aux bœufs était entouré de oliveries, maisons et boutiques, que la corporation des bouchers y avait fait construire, au dix-septième siècle, la « chapelle des bouchers ». Depuis le début des fouilles, on a mis au jour le sol du

marché où, sur 10 centimètres d'épaisseur, la terre est battue par le piétinement des sabots des bovins et par les pieds des hommes ainsi que par le passage des charrois ou charriots. On a aussi repéré des caves voûtées des seizième, dix-septième et dix-huitième siècles, quelques traces de murs médiévaux, des fosses-dépotoirs riches en céramique ordinaire du treizième siècle.

Les neuf jours de fouilles qui restent ne permettront pas d'attaquer les niveaux inférieurs. C'est d'autant plus dommage qu'une bonne partie du Poissy ancien a déjà disparu au cours des opérations d'urbanisme menées depuis une quarantaine d'années.

Y. R.

(1) CEHA, 5, rue Jean-Claude-Mary, 78300 Poissy.

## Le Conseil d'Etat annule le statut des fonctionnaires parisiens

Le Conseil d'Etat vient d'annuler un décret qui accordait aux personnels des administrations parisiennes un statut équivalent à celui des fonctionnaires de l'Etat. Ce texte, publié le 25 avril 1988, alors que M. Jacques Chirac, maire (RPR) de Paris, occupait les fonctions de premier ministre, venait préciser la loi du 13 juillet 1987. Celle-ci attribue aux 40 000 agents de la capitale un statut dérogatoire aux règles de la fonction publique territoriale.

La fédération Interco (Intérieur-collectivités) de la CDDI et l'union syndicale COT des fonctionnaires et salariés des services publics territoriaux de Paris avaient saisi le Conseil d'Etat en avril 1988.

Le premier adjoint (RPR) au maire de Paris, M. Jean Tiberi, a demandé au ministre de l'Intérieur, le 17 février, que « de nouveaux textes préservent intégralement les intérêts des personnels parisiens et la spécificité de leurs statuts puissent être présentés au plus vite ».

## CULTURE

## MUSIQUES

## Le rock au sérieux

L'ex-enfant déchu en poète officiel

LOU REED ou Casino de Paris

de notre envoyé spécial

de notre envoyé spécial

de notre envoyé spécial

de notre envoyé spécial

de notre envoyé spécial

de notre envoyé spécial

de notre envoyé spécial

de notre envoyé spécial

de notre envoyé spécial

de notre envoyé spécial

de notre envoyé spécial

de notre envoyé spécial

de notre envoyé spécial

de notre envoyé spécial

de notre envoyé spécial

de notre envoyé spécial

de notre envoyé spécial

de notre envoyé spécial

de notre envoyé spécial

de notre envoyé spécial

de notre envoyé spécial

de notre envoyé spécial

de notre envoyé spécial

de notre envoyé spécial

de notre envoyé spécial

de notre envoyé spécial

de notre envoyé spécial

de notre envoyé spécial

de notre envoyé spécial

de notre envoyé spécial

de notre envoyé spécial

de notre envoyé spécial

de notre envoyé spécial

de notre envoyé spécial

de notre envoyé spécial

de notre envoyé spécial

de notre envoyé spécial

de notre envoyé spécial

de notre envoyé spécial

de notre envoyé spécial

de notre envoyé spécial

de notre envoyé spécial

de notre envoyé spécial

de notre envoyé spécial

de notre envoyé spécial

de notre envoyé spécial

de notre envoyé spécial

de notre envoyé spécial

de notre envoyé spécial

de notre envoyé spécial

de notre envoyé spécial

de notre envoyé spécial

de notre envoyé spécial

de notre envoyé spécial

de notre envoyé spécial

de notre envoyé spécial

de notre envoyé spécial

de notre envoyé spécial

de notre envoyé spécial

de notre envoyé spécial

de notre envoyé spécial

de notre envoyé spécial

de notre envoyé spécial

de notre envoyé spécial

de notre envoyé spécial

de notre envoyé spécial

de notre envoyé spécial

de notre envoyé spécial

de notre envoyé spécial

de notre envoyé spécial

de notre envoyé spécial

de notre envoyé spécial

de notre envoyé spécial

de notre envoyé spécial

de notre envoyé spécial

de notre envoyé spécial

de notre envoyé spécial

de notre envoyé spécial

de notre envoyé spécial

de notre envoyé spécial

de notre envoyé spécial

de notre envoyé spécial

de notre envoyé spécial

de notre envoyé spécial

de notre envoyé spécial

de notre envoyé spécial

de notre envoyé spécial

de notre envoyé spécial

de notre envoyé spécial

de notre envoyé spécial

de notre envoyé spécial

de notre envoyé spécial

de notre envoyé spécial

de notre envoyé spécial

de notre envoyé spécial

de notre envoyé spécial

de notre envoyé spécial

de notre envoyé spécial

de notre envoyé spécial

de notre envoyé spécial

de notre envoyé spécial

de notre envoyé spécial

de notre envoyé spécial

de notre envoyé spécial

de notre envoyé spécial

de notre envoyé spécial

de notre envoyé spécial

de notre envoyé spécial

de notre envoyé spécial

de notre envoyé spécial

de notre envoyé spécial

de notre envoyé spécial

de notre envoyé spécial

de notre envoyé spécial

de notre envoyé spécial

de notre envoyé spécial

de notre envoyé spécial

de notre envoyé spécial

de notre envoyé spécial

de notre envoyé spécial

de notre envoyé spécial

de notre envoyé spécial

de notre envoyé spécial

de notre envoyé spécial

de notre envoyé spécial

de notre envoyé spécial

de notre envoyé spécial

de notre envoyé spécial

de notre envoyé spécial

de notre envoyé spécial

de notre envoyé spécial

de notre envoyé spécial

de notre envoyé spécial

de notre envoyé spécial

de notre envoyé spécial

de notre envoyé spécial

de notre envoyé spécial

de notre envoyé spécial

de notre envoyé spécial

de notre envoyé spécial

de notre envoyé spécial

de notre envoyé spécial

de notre envoyé spécial

de notre envoyé spécial

de notre envoyé spécial

de notre envoyé spécial

de notre envoyé spécial

de notre envoyé spécial

de notre envoyé spécial

de notre envoyé spécial

de notre envoyé spécial

de notre envoyé spécial

de notre envoyé spécial

de notre envoyé spécial

de notre envoyé spécial

de notre envoyé spécial

de notre envoyé spécial

de notre envoyé spécial

de notre envoyé spécial

de notre envoyé spécial

de notre envoyé spécial

de notre envoyé spécial

de notre envoyé spécial

de notre envoyé spécial

de notre envoyé spécial

de notre envoyé spécial

de notre envoyé spécial

de notre envoyé spécial

de notre envoyé spécial

de notre envoyé spécial

de notre envoyé spécial

de notre envoyé spécial

de notre envoyé spécial

de notre envoyé spécial

de notre envoyé spécial

de notre envoyé spécial

de notre envoyé spécial

de notre envoyé spécial

de notre envoyé spécial

de notre envoyé spécial

de notre envoyé spécial

de notre envoyé spécial

de notre envoyé spécial

de notre envoyé spécial

de notre envoyé spécial

de notre envoyé spécial

de notre envoyé spécial

de notre envoyé spécial

de notre envoyé spécial

de notre envoyé spécial

de notre envoyé spécial

de notre envoyé spécial

de notre envoyé spécial

de notre envoyé spécial

de notre envoyé spécial

de notre envoyé spécial

de notre envoyé spécial

de notre envoyé spécial

de notre envoyé spécial

de notre envoyé spécial

de notre envoyé spécial

de notre envoyé spécial

de notre envoyé spécial

de notre envoyé spécial

de notre envoyé spécial

de notre envoyé spécial

de notre envoyé spécial

de notre envoyé spécial

de notre envoyé spécial

de notre envoyé spécial

de notre envoyé spécial

de notre envoyé spécial

de notre envoyé spécial

de notre envoyé spécial

de notre envoyé spécial

de notre envoyé spécial

de notre envoyé spécial

de notre envoyé spécial

de notre envoyé spécial

de notre envoyé spécial

de notre envoyé spécial

de notre envoyé spécial

de notre envoyé spécial

de notre envoyé spécial

de notre envoyé spécial

de notre envoyé spécial

de notre envoyé spécial

de notre envoyé spécial

de notre envoyé spécial

de notre envoyé spécial

de notre envoyé spécial

de notre envoyé spécial

de notre envoyé spécial

de notre envoyé spécial

de notre envoyé spécial



# Le Monde

## EDUCATION • CAMPUS

### Le mal de lire des étudiants

Encadrés par les programmes et les bibliographies, l'œil rivé sur les examens, les jeunes lisent moins et de façon plus utilitaire

**L**a lecture, elle s'insinue. Perdue, elle s'insinue dans les esprits. Tout le monde le dit, les étudiants ne lisent plus. Pis, ils ne savent plus lire. Et ils ne relèvent les yeux que pour l'examen.

Les étudiants, leur nombre considérablement accru depuis vingt ans, lisent de moins en moins de livres. Les enseignants, pour leur part, constatent que les étudiants ne lisent plus. Quant à la tranche d'âge théoriquement à l'université, les vingt à vingt-cinq ans, ils n'ont cessé de décroître en dix ans (1). De leur côté, les enseignants, socialement et culturellement humains, traversent une crise. Ils craignent que, si rien n'est entrepris, le noyau dur de leurs publications, constitué par des ouvrages de haut niveau proches des travaux de recherche, se voit menacé au risque de déstabiliser l'ensemble de ce secteur. Les bibliothécaires, enfin, ne sont pas les derniers à noter le manque, dans l'absence d'une familiarité des étudiants avec la lecture, d'outils et de méthodologies : fichiers, répertoires, classements.

S'agit-il de clichés, de fantasmes collectifs ? Comment évaluer les rapports des étudiants avec la lecture ? Longtemps occultées, ces questions sont désormais suffisamment pressenties pour susciter des initiatives originales. C'est tout le sens de la mission lecture que vient de créer le ministère de l'Éducation nationale.

#### La bible des bibliographies

C'est l'intérêt de l'étude menée par M<sup>me</sup> Françoise Kletz pour le syndicat national de la recherche et de la technologie. Réalisée à partir d'entretiens individuels auprès d'étudiants et d'enseignants de sciences humaines et sociales de vingt-six universités françaises (2), cette enquête démontre que les étudiants connaissent de nombreuses difficultés de lecture.

La radioscopie établie par M<sup>me</sup> Kletz montre en effet que les étudiants en sciences humaines rencontrent deux types d'obstacles : ils ont du mal à lire les livres et à assimiler les ouvrages. Les difficultés sont évidemment liées entre les différents niveaux de formation. Pour les étudiants de premier cycle, la lecture est d'abord une obligation, indissociable de l'enseignement. L'adjectif qui revient le plus souvent, note l'auteur de l'enquête, ce n'est qu'au mal de la recherche, mais il part du troisième cycle, qu'elle devient également « agréable ». Les plus pragmatiques des étudiants le recon-



naissent sans état d'âme. La majorité des enseignants le remarquent et déplorent. Il n'est désormais exceptionnel de trouver un étudiant ayant une « approche gratuite » des livres.

Pourtant, dans certaines matières, en philosophie ou en lettres, les étudiants lisent par goût et indiquent qu'ils découvrent les livres par eux-mêmes, en dehors de toute prescription professionnelle. Ailleurs, le phénomène est accentué et les étudiants se raccrochent à la bibliographie de l'enseignant. Pour certains, s'en écarter revient à s'aventurer hors des sentiers battus, dans un dangereux hors-piste, réservé aux casse-cou, aux insoucients ou aux petits génies. La professeur pour la grande majorité d'entre eux est une véritable guide intellectuel, sans laquelle ne peuvent se passer.

Après 1968, la lecture fut un contre-pouvoir à la pensée des « mandarins ». Aujourd'hui, elle doit être utile, rentable, guidée par le professeur, encadrée par un cours. La bibliographie est plus qu'un fil rouge, elle est une parole d'évangile, comme le note un enseignant d'histoire grecque de l'université de Saint-Denis. La bibliographie est la bible, une sorte de cahier des charges qu'il ne résiste pas à lire et pas seulement une liste donnant quelques points de repère. La majorité des étudiants considère que la lecture sert à passer le cap des figures imposées de la discipline.

De façon très utilitaire, ils réclament des bibliographies qui sont, à leurs yeux, indispensables, et

d'autant plus importantes qu'il y a du mal à distinguer les ouvrages exposant une recherche personnelle de ceux présentant, pour un public plus large, l'état des connaissances. Parallèlement, elles doivent être « sélectives, réduites, commentées et bien hiérarchisées ». Beaucoup plaignent de bibliographies trop ou facultatives, inadaptées à leurs besoins. En histoire, notamment, la multiplication des titres crée le sentiment d'être submergé.

Un enseignant de l'Ecole des hautes études en sciences sociales indique d'ailleurs qu'il serait judicieux de former des prescripteurs : inutile de fournir trois brouillons d'ouvrages passionnants mais introuvables ou inaccessibles quand les étudiants réclament trois titres « incontournables ».

concrets, ils ont du mal, selon l'étude de M<sup>me</sup> Kletz, à conceptualiser ou à dégager le fil conducteur d'un texte. En premier cycle, près d'un étudiant interrogé sur cinq signale que de nombreuses expressions employées dans les ouvrages universitaires lui paraissent complexes. Difficulté que peu arrivent à surmonter, n'ayant pas le réflexe de recourir au dictionnaire. Du coup, la rédaction de fiches de lecture devient problématique.

Arrivés en licence, la situation s'améliore, soit parce que ceux qui maîtrisent les techniques de lecture ont « survécu », soit parce qu'ils les ont acquises au cours du premier cycle. « Les difficultés de lecture, note M<sup>me</sup> Kletz, sont un critère de sélection par l'échec. Ceux qui ne savent pas lire les textes universitaires n'ont pas passé le cap de DEUG ».

Pour remédier à cette situation, les étudiants fournissent d'idées. Ils souhaitent trouver des ouvrages pédagogiques destinés à un lectorat de non-spécialistes. Les enseignants estiment que la rédaction de ce type de livres est particulièrement délicate. Elle réclame aussi un soupçon d'altruisme. Le prestige personnel retiré est très faible par rapport au travail fourni, contrairement à l'enseignement de base.

Plus handicapant encore, ils ont du mal à utiliser le sommaire et ne maîtrisent pas les notes en bas de page ni les bibliographies. Ces problèmes de forme se répercutent sur le fond. Friands d'exemples

#### Mission lecture à l'université

Faut-il réapprendre à lire aux étudiants ? Étrange question, un peu décalée, qui paraît indigne du livre de la lecture. Question pourtant présente pour avoir suscité la création récente d'une mission pour la lecture des étudiants, placée auprès de la sous-direction des bibliothèques universitaires au ministère de l'Éducation nationale. Avec un objectif affiché : mieux comprendre la nature et la diversité des pratiques afin d'encourager la lecture en milieu universitaire.

Comme le note Emmanuel Fraisse, responsable de cette mission, si « l'université lit plus », ce n'est pas par hasard. C'est le résultat d'un effort de l'État, d'un effort de l'enseignement supérieur, et de l'effort des étudiants eux-mêmes. L'enquête menée par l'INSEE en 1987 sur les lectures des Français faisait apparaître que les étudiants gros lecteurs (au moins

trois livres par mois) représentaient un tiers de la population concernée en 1988, deux tiers vingt ans ou plus.

Au-delà de ce constat global, l'ambition de la mission lecture est d'analyser la manière plus ou moins satisfaisante de la lecture des étudiants, en particulier, les différences d'attitude selon les disciplines, les années d'études et les cycles d'études.

Comme le note Emmanuel Fraisse, il est également intéressant de noter que l'offre de lecture, qui concerne les bibliothèques universitaires, les bibliothèques municipales, les bibliothèques de quartier, les bibliothèques de la ville, est beaucoup plus rare que celle des bibliothèques municipales, par exemple, ou encore la nature des

livres proposés par l'édition et les modes de distribution du livre.

Sur ces évolutions, la mission pour la lecture étudiante entend susciter des études appuyées sur des initiatives lancées localement dans les universités. Ces enquêtes devraient permettre de mieux connaître les expériences transposables d'encouragement à la lecture dans le monde universitaire.

Épaulée par un comité scientifique comprenant une quinzaine de spécialistes (universitaires, bibliothécaires, enseignants et étudiants), la mission espère susciter la création d'un réseau d'initiatives qui débouchera sur un premier séminaire de réflexion, du 7 au 10 juillet prochain, au Centre de Royaumont.

G. C.

► Mission lecture, pour les bibliothèques universitaires, 81-85, rue Dutot, 75015 Paris. Tél. : 01 42 79 44 76.

### Un entretien avec M. Claude Allègre

Pour le conseiller spécial du ministre de l'éducation nationale le projet de rénovation des formations universitaires n'a qu'un seul objectif : « aider les étudiants à réussir leurs études »

« Lané il y a un mois, votre projet de rénovation des formations universitaires a été présenté. Depuis ce jour, beaucoup de personnes ne cessent de vous en parler... »

« Il faudrait savoir à quel point on propose des textes ficelés, des gens hurlent au dirigisme et au jacobinisme. On a fait, on engage une concertation avec les représentants de la communauté universitaire - les étudiants, les enseignants et les présidents - pour améliorer les textes, mais on reçoit des critiques et on est en colère ».

aménagements, alors si nous qu'on n'y comprend plus rien !

« Cette incertitude provoque l'inquiétude ou des réactions de rejet vis-à-vis d'un nombre d'enseignants. Comment comptez-vous y répondre ? »

Ces réactions me paraissent complètement surréalistes. Elles sont le résultat de la désinformation. De cette façon, nous allons diffuser les textes semaine et semaine et adresserons immédiatement le projet à tous les universitaires. Cela devrait mettre un terme aux fantasmes.

« Il reste que ces oppositions sont fortes. Les plus fortes portent sur le redécoupage des DEUG et sur la réduction du nombre de premiers cycles en lettres et sciences humaines. »

« On ne peut pas casser les disciplines, mais on peut les ouvrir et les enrichir. Il faut arrêter la spécialisation outrancière précoce des formations actuelles de premier cycle, surtout en sciences humaines et sociales. On ne peut pas à la hache. Chaque DEUG devra définir une dominante. Le texte est clair : « L'organisation des cursus tant dans leur structure que dans l'archi-

lecture de la matière des matières enseignées doit permettre dans chaque DEUG des étudiants de s'orienter en fin de première période de premier niveau. » Si les étudiants n'ont pas compris que les nouveaux DEUG seraient un avantage pour eux, c'est absurde.

« Beaucoup voient dans le redécoupage un risque de fragmentation, voire de disparition de disciplines. »

« Les spécialistes sont obnubilés par leur discipline. Mais c'est idiot. Penser, par exemple, qu'on peut former des philosophes en ne faisant que la philosophie, c'est une ineptie. La philosophie est une bonne formation pour beaucoup, mais pour ceux qui sortent de l'École Normale Supérieure, Alain Fournier, Jean-Pierre Vernaant, Pierre Bourdieu... »

« Et la philosophie ? »

« C'est une usine à chômeurs en premier cycle. C'est une profession. Elle doit être traitée comme telle et les nouveaux instituts universitaires professionnalisés. »

Propos recueillis par MICHÈLE AULAGNON et GÉRARD COURTOIS Lire la suite page 12

(Publicité)

**Pour cause de mutation du conjoint**

**A VENDRE**

école privée hors contrat, 250 élèves, chiffre d'affaires 5,5 millions de francs

Écrire à C. TISSERAND

36, côte Narbonne

91480 Verneuil-sur-Seine.

**ENSPIT**

**Profil manager**

La gestion des entreprises de réseau (transports, énergie, banques, finances, distribution, communication...) demande des cadres supérieurs et dirigeants aux compétences nouvelles.

► France Télécom, La Poste et leurs filiales, les entreprises publiques et privées de réseaux recherchant des managers présentent ce profil nouveau.

Diplômés des grandes écoles de commerce, d'ingénieurs, d'IEP, universitaires, titulaires d'un 2<sup>e</sup> cycle, ayant de bonnes connaissances en gestion, vous pouvez l'acquérir grâce aux cycles avancés de l'ENSPIT et de ses filiales.

**Filière ADMINISTRATEUR**

Pour devenir Cadre dirigeant dans le secteur public ou privé des grandes entreprises de réseau (recrutement sur dossier et entretiens).

► Épreuves d'admissibilité : 18, 19 et 20 mai 1992. Clôture des inscriptions : 14 avril 1992.

► Formation rémunérée.

**Filière ENTREPRISE**

Pour devenir Cadre dirigeant dans le secteur public ou privé des grandes entreprises de réseau (recrutement sur dossier et entretiens).

► Date limite de dépôt des candidatures : 22 mai 1992. Entretiens : 20 juin à début juillet 1992

► Diplôme : MSc en "Management des entreprises de réseau".

Ouvrent également à des étudiants ou à des candidats en situation professionnelle.

Formation/Action (17 mois) alternant stages dans les entreprises (La Poste, France Télécom, EDF, SNCF, GDF, Air France, Club Med, BNP, Crédit Lyonnais, IBM, DEC, Alcatel...), recherche appliquée et enseignements :

► sur les spécificités de la gestion des entreprises de réseau (management des organisations, gestion des ressources humaines, finances, gestion financière, marketing, comptabilité et contrôle de gestion, gestion de la production).

► l'environnement des entreprises de réseau (économie des entreprises de réseau, réglementation des entreprises de réseau, théorie et gestion des systèmes d'information, outils techniques de communication, langues et cultures étrangères).

N° VERT 05 82 82 - MINITEL 3615 HELI-ENSPIT

ECOLE NATIONALE SUPÉRIEURE DES POSTES ET TÉLÉCOMMUNICATIONS

Service Communication - 37/39, rue Dareau - 75014 Paris - Tél. (1) 42 79 44 76 - 42 79 44 91



... faut toujours ■■■■ méfier ■■■■  
... fées. La citrouille de  
M. Lang s'est transformée le  
29 janvier en ■■■■, spécia-  
lement ■■■■ les établis-  
sements ■■■■ Versailles, en ins-  
tance, comme le disent ■■■■  
étudiants, ■■■■ déracinement...

# La citrouille de M. Jack Lang

Les citrouilles se transforment en râteaux. Pour avoir oublié les classiques, le directeur de l'enseignement de l'horticulture et du paysage de Versailles, a vu aujourd'hui victime d'un sortilège. A l'issue du comité interministériel d'aménagement du territoire du 22 janvier, M. Riquois apprend, stupéfait, que l'établissement qu'il dirige quitteront les banlieues parisiennes. L'Ecole nationale supérieure d'horticulture et de paysage de Versailles, l'Ecole nationale supérieure du paysage ira à Blois, ville dont le maire est M. Jack Lang (du 12 février).

## Se méfier des contes de fées

Cette délocalisation inattendue serait-elle le résultat de la concurrence des cucurbitacées? Mi-décembre, M. Riquois remet au conseiller du ministre la culture un échantillon de citrouilles, l'une d'elles étant destinée à M. Lang en personne. Le ministre de la culture a chargé l'entrepreneur du Potage du roi de Versailles, explique le directeur des établissements. Je lui ai remis quelques exemplaires de ma production.

L'objet, cinq bons râteaux en rondes orangées, est remis à son destinataire qui se fend d'une missive étonnante : « J'ai reçu avec plaisir la magnifique citrouille que l'on m'a rapportée avec vos compliments de Versailles, écrit ainsi, le 11 décembre, M. Jack Lang. Ce produit, que l'expose non sans fierté, dans mon bureau, témoigne de l'attachement du Potage du roi. » Cette lettre a été affichée malice à Versailles, et encourageait le personnel et les étudiants dans leurs efforts.

Il faut toujours se méfier des contes de fées. La citrouille de M. Lang s'est transformée le 28 janvier en râteau, spécialement à Versailles, établissements de Versailles, en instance, comme le disent les étudiants, de déracinement...



## Un système en chantier

tier. Ecole, collège, lycée, enseignement supérieur : depuis trois ans, ■ ministre de l'éducation nationale tente de mettre en musique, ■ chaque étage du système éducatif, les grandes lignes de la loi d'orientation votée ■ juillet 1989.

La rénovation pédagogique de l'école primaire vise à mieux prendre en compte le rythme de chaque élève ■ à favoriser, chez les instituteurs, travail en équipe ■ pédagogie différenciée. La refonte de l'architecture d'ensemble du lycée tente d'adapter ce dernier aux exigences d'un

■ le même objectif préside au remodelage des formations universitaires, notamment dans les premiers cycles, submergés sous le nombre et la diversité des étudiants et minés par des taux d'échec excessifs. Autant de dossiers explosifs, pour un ministre qui ■ déjà battu ■ records de longévité rue de Grenelle.

## Des lycées rénovés

taire. Tout doit contribuer : la réduction du nombre de diplômes, destinée à éviter les filières trop spécialisées dès le départ ; à faciliter l'orientation progressive des étudiants ; la généralisation des modules capitalisables, permettant aux étudiants l'acquisition de formations partielles ; ou encore les nouvelles modalités de validation des diplômes, plus souples et plus globales.

Examiné à maintes reprises depuis le 1<sup>er</sup> janvier, le conseil national de l'enseignement supérieur a la recherche, les présidents d'université, ce projet doit être définitif ne sera toujours pas arrêté - assués multiples critiques. Les Premiers réagir ont les responsables universitaires, les présidents et recteurs (formations), les universités d'accord - les orientations du projet, le rattachement à voir imposer, la rentrée prochaine, une réforme complète les formations, alors qu'ils sont engagés depuis deux ans dans nouvelles relations contractuelles avec l'Etat. Les universités doivent éliminer les surcapacités financières, supprimer les financements budgétaires, mais surtout pour l'application de la réforme.

Deuxième ~~point~~ critiques :  
les enseignants d'un certain nom.

bre de disciplines craignant, au moins en premier cycle, la disparition de leur spécialité au profit de filières beaucoup plus généralistes. C'est le cas des lettres, des sciences humaines. Le ministère mis beaucoup d'eau dans son vin en gommant progressivement les maquettes DEUG (diplôme d'études universitaires générales) très rigides qu'il avait présentées au départ. L'autonomie pédagogique accordée aux universités maintenant n'a rien de large. En revanche il n'a rien de sur le redécoupage des DEUG qui ont pu être trop étroit.

Enfin, ■■■■■ alertés par leurs enseignants, ■■■■■ étudiants ont ■■■■■ multiples ■■■■■ exprimés des craintes multiples ■■■■■ énonçant de la sélection, baisse de la qualité des diplômes. ■■■■■ le caractère national ■■■■■ diplômes. Autant d'inquiétudes que M. Claude Allègre, conseiller spécial ■■■■■ ministre, juge infondées mais qui ont servi de ferment à la manifestation du 18 février, le jour même d'un nouvel ■■■■■ la réforme par le ■■■■■ la veille d'une réunion ■■■■■ en présence des présidents d'universités ■■■■■ par le ministre Jospin. En dépit de ■■■■■ agitation naissante, le ministre espère boucler rapidement ■■■■■ projet.

M. Lionel Jospin a rendu public, le 25 juin 1991, un plan de rénovation des lycées. Il devrait être appliqué à partir de la rentrée 1992 en classe de seconde et étendu, en 1993 puis en 1994, aux classes de première et de terminale. Depuis l'introduction, en 1981, d'une classe de seconde indifférenciée - devenue par la suite «seconde de détermination», - l'architecture des lycées n'avait été modifiée. Or l'augmentation massive du nombre des lycéens - leur nombre est toujours plus grand, pour les filières de l'enseignement général menaçant de faire exploser la machine.

Le **modèle** lycée — auquel les textes sont — cours de publication — voit donc — filières redessinées autour — séries plus larges et — moins hiérarchisées, la prédominance des mathématiques étant — minorée dans la série scientifique unique qui remplace les actuelles séries C, D et E. — la même façon il n'y a plus qu'une seule série littéraire (au lieu de trois).

Pour diminuer le poids des options qui bloquent actuellement l'orientation des élèves, le ministre a choisi d'en limiter le choix à deux à l'entrée en seconde. En outre, aucune option ne devrait en

principe, être exigée pour l'entrée dans ■■■ telle section en première. Le projet initial du ministre était de limiter le choix à une seule option, la terminale, mais les parents et les enseignants s'y opposent. Objectif : diminuer la surcharge horaire des élèves, qui réduit à la portion congrue le temps consacré au travail personnel. Mais il n'est pas si facile ■■■ la pression ■■■ syndicats d'enseignants et des associations de spécialistes ■■■ langues vivantes (*le Monde* du 12 février). Et il devait confirmer, mercredi 19 février devant le conseil des ministres, que les élèves pourront prendre une seconde option ■■■ langue vivante en première ■■■ terminale.

Mais c'est sur le plan pédagogique que la réforme proposée ■■■ M. Jospin ■■■ plus innovante et, ■■■ même temps, la plus aléatoire. Dès la rentrée prochaine, la classe de ■■■■■■ comprendra ■■■ enseignements communs, ■■■ matières optionnelles ■■■ ■■■ ateliers ■■■ pratique ■■■ (voir schéma). A quoi s'ajoutera un « enseignement modulaire », ■■■ français, mathématiques, première langue vivante ■■■ histoire-géographie.

Organisé ■ demi-groupes, ■■ modules doivent permettre ■ faire du soutien ou d'approfondir ■■

aspect du programme. Mais, coûteux en postes, ils ■■■■ ce que voudront bien en faire les enseignants : ils supposent au minimum, dans chaque établissement, un travail en équipe et une réflexion sur les contenus. Une évaluation nationale ■■ début de ■■ seconde devrait, ■■■■ prochaine rentrée, aider les enseignants à répartir leurs élèves ■■■■ ■■ différents modules.

Restent les programmes du lycée, mais chanter sur lequel le ministre a prédicté qu'il y avait quatre ans, au arrivant au ministère, mais qui n'a guère avancé depuis. Une refonte partielle des programmes de première a été minale, annoncée pour la fin de l'année 1993. Enfin, le devenir du baccalauréat a été suspens. Le ministre semble convaincu qu'il n'est pas nécessaire de réformer ce qui caractérise aujourd'hui les lycées. Mais il semble soucieux, comme il l'avait précisé au mois de juin dernier, de préserver le caractère symbolique de l'examen terminal. M. Jospin n'aura donc doute à trancher ce dossier délicat, puisqu'il n'a pas voulu rompre sur ce point précis, tout simplement.

De son arrivée rue de Grenelle, en 1988, M. Lionel Jospin avait une méthode : une réforme de l'éducation à l'emporte-pièce, **lancée** sur quelques grands projets, mais une **pragmatique**, capable de remédier, secteur par secteur, de l'école à l'université, aux dysfonctionnements de notre système scolaire. **Une approche de**

Et pour réparer les **maux** grippés, il souhaitait disposer du **meilleur personnel** pour confier aux **meilleurs experts** les diagnostics complets et pour imaginer les **solutions** en **concertation** avec les principaux acteurs, au premier rang desquels les enseignants. La bon **idée** même.

Quatre ans plus tard, la machine semble s'être mise à fonctionner. En politique, les « cycles d'apprentissage » introduits dans le primaire, la réflexion engagée pour le collège, la rénovation de la formation pour le lycée, la réforme en cours de discussion à l'université, les récentes sur l'enseignement des langues vivantes et les projets avortés de la formation préparatoire aux grandes écoles, plus personne ne comprend très bien l'ordre du jour. Les médias ont le sentiment d'une « marche » réforme généralisée mais mal affichée, rampante et, du coup, inquié-

A trop vouloir régler les problèmes, M. Jospin a multiplié les mécontentements. Et il a fini par perdre un avantage de position d'autant plus délicat à maîtriser aujourd'hui que la situation du gouvernement est fragile et son avenir incertain.

À la fin de ses études à l'Université des Sciences de la grande capitale, des enseignants, un fait social majeur en ce début de nos projets lancés par le ministre de l'Éducation : l'ouverture des portes du lycée, et par conséquent l'enseignement supérieur, à la grande majorité de chaque génération, alors qu'il n'était jusqu'à récemment accessible jusqu'à une minorité. Désormais inscrit dans la loi d'orientation loi 1989, après avoir soutenu la gauche comme à droite, l'objectif consistait à amener 80 % des jeunes au niveau du baccalauréat et au-delà, à l'ensemble de notre système scolaire.

Quelques chiffres donnent la mesure du malin onde du choc. Entre 1970 et 1991, les lycées auront accueilli plus de 100 000 élèves supplémentaires. Un jeune sur cinq était bachelier en 1970, un sur trois en 1980, pratiquement un sur deux aujourd'hui. Quant à l'enseignement supérieur, il a accueilli 500 000 étudiants de plus en quatre ans de 1987 à atteindre le

barre ■ millions d'ici ■ fin  
de ■ décennie

Comme le souligne M. Antoine Prost, historien de l'éducation, « devant cette croissance massive, le chef de l'Etat a justifié son rôle de mission. Il ne s'agit plus d'une politique d'Etat, mais d'une politique d'un authentique représentant du peuple ».

**Fridoguard  
nouvelle**

Et l'ancien conseiller de M. Robert à Malignon ajoute : « Scolariser la masse de la population dans les formes pédagogiques imaginées pour les enfants de la bourgeoisie au début du siècle, c'est le gageure. La démocratisation de l'enseignement exige une pédagogie nouvelle. »

C'est le casse-tête que M. Jospin a chaque fois posé à son système éducatif. Sargent de mer ancien, slogan malheureux du congrès de la Fédération de l'éducation nationale en 1987, l'éventualité de travailler sans assistance ni plus en plus sensée chez les enseignants. Comme le démontrait récemment le sondage publié par *Le Monde* en février, les derniers enseignants partagés entre le sentiment d'être répandu que l'éducation doit

changer ■■ conviction – pour ■■ trois quarts d'entre eux – qu'il n'est pas possible ■■ conduire ■■ % ■■ jeunes au niveau du ■■

Ce sont les mécanismes de notre système éducatif et universitaire qui sont, en réalité, en cause si l'on veut prendre en compte la diversité des nouveaux publics : la pédagogie, les programmes, les modalités d'examen. Autant de terrains où la crainte est vive, parmi les enseignants, mais également chez les élèves, les étudiants, et bon nombre de parents. On n'abandonne la qualité pour la quantité.

Sur à imaginer que le baccalauréat perde la fonction symbolique qui lui assure la sienne. Ou à espérer que les formations professionnelles, dont les études prises ont un bon criant, n'apparaissent plus dévalorisées et dissuasive à la majorité des jeunes et des familles.

En relançant le débat, M. Jospin a réouvert la Pandora de l'éducation nationale. L'inquiétude actuelle face à ses projets démontre, plus que jamais, que ces lignes de fracture de la société française passent par l'école.

GÉRARD COURTOIS

Le diagramme illustre la structure des études de la 1ère à la 3ème année. À la base, une boîte intitulée 'ENTREE EN SECONDE' est reliée à une boîte 'Evaluation obligatoire en français, maths, langue, histoire-géo.' par une flèche descendante. Cette évaluation mène à une large flèche descendante qui se divise en trois branches. La branche de gauche concerne la 1ère année, la branche du milieu la 2ème année, et la branche de droite la 3ème année. Chaque branche est associée à une boîte décrivant les matières et les heures hebdomadaires. Les matières optionnelles sont indiquées entre parenthèses.

**ENTREE EN SECONDE**

**Evaluation obligatoire en français, maths, langue, histoire-géo.**

**1ère année**  
**facultatifs**  
 (2 heures / semaine)  
 Arts, sports, technologie de l'information, pratiques sociales ou ...

**TRONC COMMUN:**  
 -Français 4\*  
 -Mathématiques 2,5 x (1)  
 -Physique-chimie 5 x (1,8)  
 -Biologie-géologie 0,5 x (1,5)  
 -Langue 1 1  
 -Histoire-géo 3  
 -Technologie des ...  
 -Éducation physique 2

**Modules de 5heures per semaine**  
 soit de mise à niveau  
 soit d'approfondissement en français  
 mathématiques  
 langue vivante  
 histoire-géo

**2ème année**  
 -Français 4\*  
 -Mathématiques 2,5 x (1)  
 -Physique-chimie 5 x (1,8)  
 -Biologie-géologie 0,5 x (1,5)  
 -Langue 1 1  
 -Histoire-géo 3  
 -Technologie des ...  
 -Éducation physique 2

**3ème année**  
 -Français 4\*  
 -Mathématiques 2,5 x (1)  
 -Physique-chimie 5 x (1,8)  
 -Biologie-géologie 0,5 x (1,5)  
 -Langue 1 1  
 -Histoire-géo 3  
 -Technologie des ...  
 -Éducation physique 2

**MATIERES OPTIONNELLES:**  
 (de 0 à 5 heures / semaine)

Deux matières au choix dans une liste de quinze:  
 (litt., grec, langue vivante 2 ou 3, arts, informatique...)

**Les horaires entre parenthèses sont dispensés en travaux dirigés, travaux pratiques ou ateliers**

## Les collèges en suspens

Depuis 11 mois 11 janvier dernier, 111 écoles primaires, élémentaires et maternelles, 111 censées avoir fait peau neuve. Prévue par la loi d'orientation 11 définie par 11 ministre 11 l'éducation nationale 11 février 1990, la nouvelle organisation pédagogique a été expérimentée dans trente-trois départements durant l'année 1990-1991 11 d'être généralisée.

L'objectif est triple : permettre à chaque élève de progresser à son rythme, limiter les redoublements et favoriser le travail en équipe des maîtres. Pour cela, le découpage annuel a été remplacé par une organisation en « cycles plurianuels » de trois ans. Après deux premières années d'école maternelle (le cycle des pré-apprentissages), l'enfant entre dans « le

Cette organisation plus souple doit permettre de regrouper les élèves autour d'une activité à l'intérieur de chaque cycle et de constituer la classe pour constituer des « groupes de besoins » ou faire du « groupement ».

L'emploi du temps des élèves a été allégé d'une heure hebdomadaire, les maîtres disposant ainsi de trente-six heures l'année pour concevoir, élaborer le « projet d'école », organiser le suivi et l'évaluation collective de leurs élèves.

Cette réforme ambitieuse, bien

accueille dans son principe, a néanmoins du mal à prendre corps sur le terrain. Faute de moyens disent les enseignants. Mais aussi parce qu'elle bouscule des habitudes ancrées chez les instituteurs - notamment leur attachement à « la classe » et leur travail en équipe. En outre, le flou qui règne sur les modalités d'enseignement ajoute au trouble.

La diffusion des programmes a eu effet (et largement diffusé par la biais d'une brochure) des compétences à acquérir dans chaque discipline à l'issue de chaque cycle, mais les programmes, arrêtés à un moment où la rénovation pédagogique n'était vraiment l'ordre du jour, n'ont pas

Que faire du collège, ce « mail-  
lon sensible »... système éducatif  
où doit - théoriquement - profler  
une multitude de talents ?  
Ils figurent la réalité, difficultés  
échecs scolaires ?... arrivant  
Rue de Grenelle, M. Jospin n'avait  
visiblement... très envie de se  
pencher sur... dossier délicat,  
laissant en place... 1984-1985  
« l'ancien » rénové en pédagogie  
comme proposé par Alain Savary  
à néanmoins été contraint de s'y  
intéresser. La crise qui a secoué les  
boulevards en février-mars 1991 a  
raffermi la position de M. Jospin sur  
la scène, et la réflexion qui s'enga-  
ge... la rénovation des lycées  
impose, très vite, d'examiner  
qui... Car c'est au  
collège que se situe l'ancre décisif,  
pour l'orientation des élèves.  
trois voies : générale, technique ou  
professionnelle. A... demande

syndicats, le 14 mars 1991, M. Jospin a présidé donc une séance du Conseil supérieur de l'éducation (CSE) au collège. Et il confie une mission de réflexion au Conseil national des programmes (CNP).

Les problèmes se concentrent surtout sur les quatrièmes et troisièmes technologiques qui accueillent, quoiqu'exceptionnellement, la sélection en 1986, les élèves les plus difficiles. La direction des lycées collages a annoncé, le mois de janvier 1991, la mise en place de la rentrée 1992 d'un dispositif particulier qui prise en charge des élèves en grande difficulté : les quatrièmes et troisièmes réduits des « troisièmes d'insertion » débouchant sur la préparation d'un CAP ou deux comportant une partie de formation en alternance. De son côté, le CNP a remis son rapport au ministre le 13

■ 1991 il plaide pour la suppression pure ■ simple des classes ■ quatrième ■ troisième technologiques ■ pour l'introduction d'un enseignement ■ technologie ■ obligatoire ■ renforcé ■ pour tous les élèves. Il met ■ l'accent sur la refonte des contenus d'enseignement, ■ plutôt mal accueilli. En fait, le débat ■ polarise sur ■ point ■ annexe ■ la place ■ langues vivantes au collège. Le ministre calmera ■ jeu ■ annonçant, le 12 février dernier, le maintien du ■ duo sur ce sujet.

Souhaite-t-il vraiment prendre ■  
risque d'une réflexion globale ■  
les objectifs ■ la scolarité ■ col-  
lège? La ■ tardive prévue pour  
l'annonce de ■ propositions et ■  
début de la concertation dans ce  
domaine - début avril - permet  
sérieusement d'en douter.





## Prévenir le dopage

Alors que la moitié des épreuves des Jeux olympiques d'hiver ont été disputées, plus de deux cents contrôles antidopage ont été effectués. Les analyses, réalisées avec les moyens techniques les plus perfectionnés et par des laboratoires performants, n'ont permis de déceler, pour l'instant, aucune substance interdite.

Les dirigeants du mouvement olympique sont satisfaits. Ils y voient le résultat de leur acharnement à démasquer les tricheurs. Les nouvelles qu'ils reçoivent d'Allemagne les amènent cependant à modérer leur enthousiasme. Le scandale provoqué par la suspension de Katrin Krabbe, l'athlète championne d'Europe et du monde du 100 mètres, peut les laisser indifférents (le Monde du mardi 18 février).

La chute du mur de Berlin a mis un jour brutalement ce que les rumeurs des stades laissent entendre depuis longtemps à ceux qui ne se contentaient pas des victoires miracles. L'entraînement « scientifique » des champions, qui permit à la petite RDA de devenir un géant du sport mondial, recourait à des moyens que l'éthique réprouvait. La fusion des équipes des deux anciens États allemands aurait donc dû s'effectuer avec d'innombrables précautions. Apparemment le contenu des dossiers de la Stasi, l'ancienne police politique de l'Allemagne de l'Est, a pu retenir l'attention des dirigeants sportifs et de l'opinion que les dossiers médicaux des champions.

Aujourd'hui l'équipe d'Allemagne domine nettement les Jeux d'Albertville. Elle est largement composée d'anciens champions de la RDA. Leur succès a été particulièrement net dans les épreuves de patinage de vitesse féminin. Sur les quinze médailles en jeu, neuf ont été gagnées par la sélection d'outre-Rhin. Gunda Niemann a notamment remporté les titres des 3 000 et 1 000 mètres. « Je pense que les médailles permettront de résoudre les problèmes qui subsistent dans la nouvelle Allemagne du fait de la réunification », a déclaré la reine des longues distances.

Pour parer à toute éventualité, les dirigeants de la Fédération allemande de bob ont de luge ont demandé une déclaration écrite des entraîneurs et la nature de leur relation avec la Stasi. Pour éviter l'apparition de scandales, analogues à celui qui frappa Katrin Krabbe, après les Jeux d'hiver, il aurait été douteux de demander à tous les sélectionnés venant de l'ex-RDA de consigner la nature de la préparation biologique dont ils ont été l'objet.

La gravité des faits qui ont été révélés dans l'athlétisme laisse supposer que les autres sports n'ont pas été épargnés. Prévenir aurait mieux valu que guérir.

### Les audiences

## Le service public, médaille d'or par équipes

Des Jeux olympiques, France, et avec des médailles françaises : triple effet vaut à la télévision. L'avalanche de commentaires souvent chauvins, mais aussi de bonnes audiences. Alors que les épreuves de ski mobilisent habituellement beaucoup moins les téléspectateurs que le football, le tennis, les cinq propulsent les sports d'hiver au sommet.

La neige d'Albertville profite d'abord au service public. Sur la première semaine, A2 et FR3 atteignent ensemble une part d'au-

dience de 38,9 %, la meilleure depuis... juillet 1991, c'est-à-dire depuis le Tour de France.

Partant de plus bas, c'est FR3 qui connaît le plus fort gain de part de marché, près de 4 points en moyenne. Alors que son public se concentre d'habitude en soirée, FR3 profite du hockey, par exemple, pour muscler ses scores de la journée. Antenne 2 ne gagne qu'un point en moyenne, mais peut se féliciter du score exceptionnel obtenu lors de la cérémonie d'ouverture : 12,5 millions de Français - les trois quarts de ceux qui étaient devant leur écran à ce

## A la télévision

Jeudi 19 février

(19 h-20 h 50, A 2) Ski alpin (slalom dames, 1<sup>re</sup> manche); Biathlon (20 km messieurs); (17 h-18 h, FR 3)

(20 h-21 h, FR 3) alpin (slalom dames, 2<sup>e</sup> manche); Hockey sur glace (attribution des 1<sup>er</sup> et 12<sup>e</sup> places).

(20 h-21 h, Eurosport) Patinage de vitesse (1 000 m messieurs, 500 m relais dames).

(21 h-23 h, Eurosport) Hockey sur glace (match classement).

Vendredi 20 février

(11 h-12 h 30, A 2) Ski nordique (30 km dames); Bobsleigh à quatre (1<sup>re</sup> et 2<sup>e</sup> manches); ski (vitesse 1/2 finales).

### SKI ALPIN : géant hommes

Exploit historique de l'Italien Alberto Tomba, mardi 18 février à Val d'Isère : il a gagné le slalom géant des hommes réalisant le meilleur temps des deux manches, et il est devenu le premier champion olympique en ski alpin. Il a aussi été le premier favori à ne pas perdre la face sur la piste de Bellevard.

VAL-D'ISÈRE

de notre envoyé spécial

A couper le souffle! La victoire d'Alberto Tomba dans le slalom géant olympique ne se décrit pas autrement. Depuis le début des épreuves alpines masculines, la Face de Bellevard avait fait à tous les favoris. Le Suisse Franz Heinzer dans la descente, le Luxembourgeois Marc Girardelli dans le combiné, le Français Franck Piccard dans le Super-G avaient « explosé », laissant la victoire, sinon à de parfaits inconnus, du moins à de « outsiders ». Cette piste tellement controversée semblait être un épouvantail à champions, un cimetière des renommées. Tomba l'a domptée : un cow-boy parvient à rester en selle sur un mustang sauvage. En finesse et en force.

Diable d'homme! Pour l'entre-

voir seconde, pour le toucher, pour l'encourager quoi qu'il arrive, des milliers de Transalpins avaient bravé le froid qui était tombé sur la haute Isère. Avant le lever du soleil, s'étaient placés les meilleurs postes d'observation le long de la piste, très raide, très dure, qui domine la station d'Héli Oreiller.

Jean-Claude Killy.

Alberto Tomba s'est montré à la hauteur de cette dévotion. Il a brandi ses skis comme un gladiateur dresse glaive, il les a ensuite équilibrés comme un jongleur haltérophile. Puis il a distribué des baisers larges et poignés à main. Il n'en a pas fait plus. Alberto Tomba était franc par l'émotion. La tension avait trop forte.

### Un prénom prédestiné

Quelle course! La première manche dessinée par l'Allemand Mutschler était composée de virages très fermés. À l'arrivée, les quatre meilleurs de la saison tenaient à moins d'un tiers de seconde. Tomba avait 13 centièmes d'avance sur le Luxembourgeois Girardelli, 24 sur le Norvégien Kjell Andre Aamodt, récent vainqueur du super-G, et 31 sur le

Suisse Paul Accola, leader de la Coupe du monde. Le Bonvin avait dessiné la seconde manche beaucoup plus rapide. Les quinze premiers de la manche initiale partaient à l'ordre de leur classement.

En clair, quand Tomba s'est élançé, il connaissait la performance de ses adversaires. Il savait que Girardelli n'avait pas commis la moindre faute, qu'il avait quadruplé le temps sur Kjell Andre Aamodt. Il savait que les quatre valées plus loin, Méribel, compatriote et protégée, Deborah Compagnoni, avait gagné le Super-G dames. Il devait faire aussi bien.

Superbe suspense! L'excitation sourde des spectateurs monta à l'apogée. L'inquiétude des skieurs. Au premier temps, le passage intermédiaire, Tomba n'avait plus d'avance sur Girardelli. Au deuxième temps, il en avait 6 centièmes. À l'arrivée, il avait évité la catastrophe à mi-parcours, en récupérant la force des abdominaux dans un virage négocié à déséquilibre. Puis il avait réussi à servir le tour de la courbe, à lancer de chaque courbe, à aller de plus en plus vite. Il faut avoir vu le film d'hercule (1,81 mètre pour 80 kg) pour réaliser pareil prodige. Et

sur le plus podium alpin de ces Jeux.

« Albertville! » Champion olympique de géant de spécial à Calgary, cité canadienne de l'Alberta, Tomba semblait avoir un prénom prédestiné pour s'imposer à nouveau aux Jeux d'Albertville. La plus difficile pour l'enfant du sud du transalpin. Son une vedette aussi populaire qu'un joueur de football napolitain. L'Italien s'était même pour ce fils de la bourgeoisie bolognaise qui appréciait la bonne chère, qui plaisait à qui respectait sa mère. Un plein l'avait accueilli, descendant du ciel les médailles d'or. Il était la « Bomba » qui « s'éclatait » tout en skiant qu'en faisant la fête. Une telle figure de légende ne devait pas décevoir.

Ange démon! L'échec semblait impossible. Il s'abattait brutalement sur le skieur : il monta aucun podium aux championnats du monde 1991 à Saalbach (Autriche). Ses qualités devinrent des défauts. On lui reprocha son intempérance, son machisme. Ferrari. Il avait fait rire et signifié autographes dans des défilés féminins. Ses conquêtes firent scandale. À la fin de la dernière, il n'était plus qu'un blouson

### HOCKEY SUR GLACE : les États-Unis battent la France (4-1)

## Des lendemains qui déchantent

L'équipe de France de hockey sur glace s'est inclinée face à celle des États-Unis (4-1), mardi 18 février à Méribel, en quarts de finale du tournoi olympique. Les Français ont longtemps joué égal avec les Américains. L'étonnant parcours de cette sélection, qui a atteint les quarts de finale pour la première fois depuis 1928, rend plus paradoxale encore la crise financière que traverse le sport en France.

de notre envoyé spécial

Un jour, c'est sûr, les joueurs de l'équipe de France de hockey sur glace se demanderont s'ils n'ont pas rêvé. Si, mardi 18 février 1992, ils ont bien disputé un quart de finale de tournoi olympique les États-Unis. Si, pour la première fois dans l'histoire de ce sport en France, une chaîne de télévision nationale (A 2) a bien retransmis l'événement direct en début de soirée. Si, enfin, tout le monde a bien vu leurs clubs, et enfin, malgré tout, de retrouver au chômage, les Américains sont pratiquement tous sur le point de rallier une équipe de la NHL, le championnat professionnel nord-américain.

Le temps d'un match, d'un fol espoir, les joueurs français ont un privilège

et pathétique à la fois. Grâce à ce quart de finale, apothéose de leur aventure olympique, ils sont d'abord allés à s'imaginer un pays où leur passion droit de cité. Puis, une fois cette illusion évaporée, ils sont retrouvés face à la réalité d'un sport menacé de disparition en France, en raison des difficultés financières de clubs et de l'immobilisme de la fédération (le Monde du 11 février).

L'adversaire se prêtait à pareille grierie. Le hasard aurait pu leur attribuer les Suédois (le résultat eût été le même), mais il avait préféré placer les Américains sur leur route, pour pimenter davantage encore cet affrontement contre-nature. France-États-Unis! L'antichambre de l'ANPE face à la pépinière des clubs professionnels! Si les Français ont dû consentir à baisser les salaires, afin de leur clubs, et enfin, malgré tout, de retrouver au chômage, les Américains sont pratiquement tous sur le point de rallier une équipe de la NHL, le championnat professionnel nord-américain.

Les Jeux ont ainsi fait que des destins de jeunes gens se sont croisés un soir d'hiver sur la patinoire de Méribel. Avant de s'achever à coups de poings et de confrontations, ils ont donné lieu à un beau match. Les Français ont espéré remporter après avoir ouvert le score, mais qu'ils se résignent à abandonner lorsque les Américains ont décidé de réagir.

Les hockeyeurs français disputeront deux rencontres supplémentaires, afin de déterminer leur classement final, mais dans leur esprit, les Jeux pris fin ce soir. Ils les ont quittés trop savoir s'ils devaient se réjouir l'épopée passée (une qualification pour les quarts de finale était inespérée) ou craindre le remous à venir.

Mardi midi, ils devaient profiter de l'intérêt suscité par leur parcours pour convier les journalistes à une conférence de presse à propos de l'avenir du hockey de haut niveau en France. Les dirigeants de clubs et, plus encore, les responsables de la fédération risquaient de retrouver accusés de les trahir. Ils étaient incapables, d'après la plupart des joueurs, de définir une stratégie pour leur sport intervenant l'indemnité d'un joueur, la rébellion à double tranchant. Soit, donne au hockey français un souffle nouveau. Soit elle accélère sa déchéance.

Les joueurs ont-ils d'autre choix que de réclamer au plus une réflexion de fond sur l'avenir du sport? « C'est le moment ou jamais. Après les JO, de sera trop tard », estime l'un d'entre eux. Les internationaux français appréhendent le moment où le hockey, comme bien d'autres disciplines olympiques, ne bénéficiera plus de l'effet JO, le moment où, pour reprendre l'expression d'un joueur, le hockey « tout seul ».

PHILIPPE BROUSSARD

### SKI NORDIQUE : le combiné par équipes

## Or japonais

La française a pris la quatrième place à l'épreuve par équipes, mardi 18 février à Courchevel. Média, la veille, lors du combiné de ski des Français, pouvaient espérer décrocher à l'issue du relais (3 x 10 km) le titre olympique. La France d'or a été remportée au Japon (1<sup>er</sup> et 2<sup>e</sup> places) et la Norvège (3<sup>e</sup> et 4<sup>e</sup> places).

COURCHEVEL

de notre envoyé spécial

Ni le ballet des drapeaux tricolores ni l'émotion des cloches jurassiennes n'ont suffi à hisser la sélection française jusqu'au podium, à l'issue de l'épreuve de ski de fond. Et la foule, qui s'apprêtait à célébrer la nouvelle arrivée triomphale de Fabrice Guy, a vu débarquer Kenji Ogiwara, troisième relayeur japonais.

A l'image du drapeau de la France, une semaine plus tôt, il s'est emparé d'un drapeau de son pays, l'a brandi parcourant ses derniers mètres de la piste. Puis, une fois la ligne franchie, il s'est écroulé, victime de l'émotion autant que de la fatigue. Fabrice Guy, ultime relayeur de l'équipe de France, n'est arrivé que 2 minutes 15 secondes plus tard, soit une cinquantaine de secondes après le Norvégien Trond Elden, second, trente-cinq secondes après l'Autrichien Klaus Sulzenbacher, troi-

sième. Cette décevante quatrième place n'a pas vraiment surpris les Français.

Depuis leur piètre prestation la veille, le tremplin (cinquantièmes avec aucun des 15 mètres), ils se sont à guère d'illusions quant à leurs chances de décrocher un titre olympique. C'est avec un handicap de 5 minutes 33 secondes sur les Japonais qu'ils avaient pris le départ de l'épreuve de fond (1). Ils n'ont jamais pu en rattraper leurs rivaux autrichiens ou norvégiens. Tout juste Fabrice Guy et ses coéquipiers - Sylvain Guillaume - Francis Repellin - ont-ils pu entretenir l'illusion en grappillant, çà et là, quelques mètres.

En fin de course, les épreuves du combiné nordique, trois représentants japonais, Kenji Ogiwara, Takao Kono et Reiichi Mikata, méritaient bien la victoire. Les Jeux d'hiver. La première fois (cinq ans) à plus de 80 mètres, ils ont fait preuve d'un courage exceptionnel sur le parcours de fond, en bout de course solitaire, sans repère. Cette ténacité leur a permis d'obtenir la deuxième médaille d'or japonaise dans l'histoire des Jeux d'hiver. La première avait été remportée par un skieur (moisson tremplin), Yukio Kasuya, aux Jeux de Sapporo (Japon), en 1972.

En combiné nordique, le Japon a pris la quatrième place, à l'issue de l'épreuve de fond.

## Ligne de chance

MÉRIBEL

de notre envoyé spécial

Le Canada, du hockey roi, connaît l'une des plus grandes humiliations de son histoire sportive, mardi 18 février, la patinoire de Méribel. Les internationaux français appréhendent le moment où le hockey, comme bien d'autres disciplines olympiques, ne bénéficiera plus de l'effet JO, le moment où, pour reprendre l'expression d'un joueur, le hockey « tout seul ».

Après l'égalisation à 3 buts partout, obtenue par les Allemands à deux minutes trente secondes de la fin de la partie, les deux équipes ont dû avoir recours à l'épreuve des tirs au but. La Canada s'est alors imposée par 4 à 2, les Français n'ont pas pu empêcher son succès n'a tenu qu'à quelques millimètres.

En effet, le tir de l'Allemand Werner Draht a bien été dévié par le gardien canadien Sean Burke, mais le pelet, ralenti dans sa course, ne s'est pas pour autant dévié de sa trajectoire, vers la cage. Il s'est finalement immobilisé sur la ligne. Le Canada était qualifié. L'Allemagne éliminée.

Ph. Br.



# Deborah, l'ombre de Tomba

**CLAUDE FRANCHILLON**

## MICHEL DELBERGHE

**J. Fe.**

**HOCKEY SUR GLACE**

Quarts de finale

Etats-Unis b. France 4-1











# Le Monde

## SÉLECTION IMMOBILIÈRE

no. Mercader 42-52-01-82.



## LES LOCATIONS DES INSTITUTIONNELS

Type Surface/étage	Adresse de l'immeuble Commercialisateur	Loyer brut + Prov./charges	Type Surface/étage	Adresse de l'immeuble Commercialisateur	Loyer brut + Prov./charges	Type Surface/étage	Adresse de l'immeuble Commercialisateur	Loyer brut + Prov./charges		
PARIS										
7 <sup>e</sup> ARRONDISSEMENT										
STUDIO 40 m², rez-de-ch.	1, rue du Mal-Harpe CIGIMO - 48-00-89-89 Hono de location	3 800 + 250 2 882								
11 <sup>e</sup> ARRONDISSEMENT										
2 PCES. IMM. NEUF 48 m², 2 <sup>e</sup> étage box, cave	6, cité de Phalsbourg GCI - 40-16-28-70	5 200 + 470								
3 PCES. IMM. NEUF 71 m², 2 <sup>e</sup> étage box, cave	1, cité de Phalsbourg GCI - 40-16-28-70	7 600 + 705								
4 PIÈCES 101 m², 5 <sup>e</sup> étage parking	1, rue Polée LOC INTER - 47-45-15-58	10 181 + 750 7 830								
4 PIÈCES 111 m², 2 <sup>e</sup> étage parking, cave	62-64, rue Vincennes AGF - 44-86-45-45 Frais de commission	7 200 + 1 529 5 124								
12 <sup>e</sup> ARRONDISSEMENT										
5 PIÈCES 129 m², 7 <sup>e</sup> étage parking, cave	68-10, rue Vincennes AGF - 44-86-45-45 Frais de commission	11 817 + 1 684 1 409								
13 <sup>e</sup> ARRONDISSEMENT										
2/3 PIÈCES 78 m², 1 <sup>e</sup> étage parking	37, avenue Stéphen-Pichon GCI - 40-16-28-70	8 800 + 1 570								
14 <sup>e</sup> ARRONDISSEMENT										
4 PIÈCES DUPLEX 100 m², 9/10 <sup>e</sup> étage box, cave	100, rue de la République AGF - 44-86-45-45 Frais de commission	13 000 + 1 085 8 251								
4 PIÈCES DUPLEX 110 m², 1 <sup>e</sup> étage	47, rue Franklin AGF - 44-86-45-45 Frais de commission	12 800 + 1 710 8 888								
15 <sup>e</sup> ARRONDISSEMENT										
2 PIÈCES 63 m², 4 <sup>e</sup> étage	11, rue A.-Cabanel AGF - 44-86-45-45 Frais de commission	7 800 + 800 5 408								
3 PIÈCES DUPLEX 87 m², 5 <sup>e</sup> et 6 <sup>e</sup> étage parking, 2 balcons terrasse 100 m²	4, rue du Boisse LOC INTER - 47-45-15-54 Frais de commission	9 700 + 813 7 254								
5 PIÈCES 100 m², 1 <sup>e</sup> étage	17-19, rue CIGIMO - 48-00-89-89 Honoraires de location	8 730 + 1 870 6 555								
5 PIÈCES 52 m², 3 <sup>e</sup> étage	21, rue Saint-Lambert AGIFRANCE - 45-89-45-82 Frais de commission	5 432 + 585 3 855								
5 PIÈCES 100 m², 1 <sup>e</sup> étage	64, rue Victor SAGGEL - 47-42-44-44 Frais de commission	11 800 + 1 032 8 488								
16 <sup>e</sup> ARRONDISSEMENT										
5 PIÈCES 75 m², 4 <sup>e</sup> étage parking, cave	27, avenue Kléber CIGIMO - 48-00-89-89 Honoraires de location	9 970 + 1 015 7 450								
5 PIÈCES DUPLEX 131 m², 1 <sup>e</sup> et 2 <sup>e</sup> étage parking	4, rue SOLVEG - 40-67-06-99 Frais de commission	18 500 + 200 14 275								
STUDIO 38 m², 1 <sup>e</sup> étage parking	120, rue Lauriston SAGGEL - 47-42-44-44 Frais de commission	5 090 + 510 3 864								
4 PIÈCES 121 m², 1 <sup>e</sup> étage possib. parking	11-13, rue Gros SAGGEL - 47-42-44-44 Frais de commission	15 000 + 1 985 10 800								
17 <sup>e</sup> ARRONDISSEMENT										
5 PIÈCES 100 m², 1 <sup>e</sup> étage parking	25, rue du AGF - 44-86-45-45 Frais de commission	17 000 + 1 280 12 087								
20 <sup>e</sup> ARRONDISSEMENT										
2 PIÈCES 100 m², 1 <sup>e</sup> étage parking, cave	10, rue Ernest-Lefevre AGF - 44-86-45-45 Frais de commission	4 880 + 530 3 330								
78 - YVELINES										
4 PIÈCES 82 m², 4 <sup>e</sup> étage 2 parkings, cave	SAINT-GERMAIN-EN-LAYE 40, quai, rue des Ursulines AGF - 44-86-45-45 Frais de commission	8 021 + 940 5 708								
5 PIÈCES IMM. NEUF 67 m², RC s/verdures parking	VERSAILLES 6, rue du Général-Pershing SAGGEL - 46-08-80-36 Frais de commission	5 400 + 871 3 888								
5 PIÈCES IMM. NEUF 88 m², RC s/verdures parking	VERSAILLES 6, rue du Général-Pershing SAGGEL - 46-08-80-36 Frais de commission	7 200 + 1 145 5 184								
PAVILLON 6 PIÈCES 121 m², jardin garage	VILLEPREUX 6, impasse de la Fontaine AGIFRANCE - 30-44-01-13 Frais de commission	7 025 + 345 4 999								
4 PIÈCES 105 m², 4 <sup>e</sup> étage parking balcon	VIROFLAY 2, rue Joseph-Bertrand CIGIMO - 48-00-89-89 Honoraires de location	8 830 + 1 600 8 484								
92 - HAUTS-DE-SEINE										
STUDIO 30 m², 1 <sup>e</sup> étage	BOULOGNE 229, rue Jean-Jaurès GCI - 40-16-28-70	2 500 + 342								
4 PIÈCES 90 m², 2 <sup>e</sup> étage parking	COURBEVOIE 11, rue Pierre-Lhomme SOLVEG - 40-67-06-99 Frais de commission	8 300 + 807 6 825								
5 PIÈCES 100 m², 1 <sup>e</sup> étage parking	COURBEVOIE 11, rue Pierre-Lhomme SOLVEG - 40-67-06-99 Frais de commission	8 700 + 735 8 925								
3 PIÈCES 95 m² rez-de-chaussée									GARCHES 6-8, rue du CIGIMO - 48-00-89-89 Frais de location	6 900 + 600 5 190
4 PIÈCES 93 m², 4 <sup>e</sup> étage parking, cave									LEVALLOIS 7, allée Claude-Monet AGF - 44-86-45-45 Frais de commission	10 082 + 750 7 174
4/5 PIÈCES DUPLEX 127 m², 5/6 <sup>e</sup> étage parking terrasse 95 m²									MEUDON 68, rue de la République SAGGEL - 48-08-80-36 Frais de commission	15 250 + 2 040 10
4 PIÈCES 121 m², 5 <sup>e</sup> étage									NEUILLY-SUR-SEINE 1, rue de Longchamp AGIFRANCE - 45-89-45-82 Frais de commission	12 500 + 1 813 8 885
5 PIÈCES 144 m², 2 <sup>e</sup> étage									NEUILLY-SUR-SEINE 14, rue Chauveau AGIFRANCE - 49-03-43-04 Frais de commission	17 000 + 1 841 12 118
5 PIÈCES 117 m², 8 <sup>e</sup> étage parking, cave									PUTEAUX 16, rue Georges-Pompidou AGF - 44-86-45-45 Frais de commission	6 084 + 4 315
3 PIÈCES 52 m², 3 <sup>e</sup> étage parking, cave									SAINT-CLOUD 2, rue Sainte-Clotilde AGF - 44-86-45-45 Frais de commission	4 000 + 3 418
93 - SEINE-SAINT-DENIS										
STUDIO 25 m², 1 <sup>e</sup> étage parking	PANTIN 19-21, rue LOC INTER - 47-45-15-54 Frais de commission	2 150 + 302 1 818								
94 - VAL-DE-MARNE										
5 PIÈCES 110 m² rez-de-chaussée parking	NOGENT-SUR-MARNE 11, rue François-Rolland SOLVEG - 40-67-06-99 Frais de commission	4 985 + 430 4 124								
4 PIÈCES 87 m², 2 <sup>e</sup> étage parking	NOGENT-SUR-MARNE 68, rue François-Rolland SOLVEG - 40-67-06-99 Frais de commission	8 080 + 870 8 461								
4 PIÈCES 88 m², 4 <sup>e</sup> étage 2 parkings balcon	SAINT-MANDÉ 6, rue Foy LOC INTER - 47-45-15-54 Frais de commission	7 800 + 931 5 885								
STUDIO 37 m², 1 <sup>e</sup> étage cave	VINCENNES 11, rue AGF - 44-86-45-45 Frais de commission	3 831 + 370 2 584								
95 - VAL-D'OISE										
3 PIÈCES 70 m² rez-de-chaussée parking, proche lac	ENGHIEN-LES-BAINS 218, avenue d'Engien SAGGEL - 47-42-44-44 Frais de commission	4 930 + 804 3 580								
4/5 PIÈCES 93 m² rez-de-chaussée parking	ENGHIEN-LES-BAINS 101, rue du SAGGEL - 47-42-44-44 Frais de commission	8 321 + 1 100 4 581								

# Le Monde

**CHAQUE MERCREDI**  
numéro daté jeudi

**VOS  
RENDEZ-VOUS**

## IMMOBILIER

LA SÉLECTION IMMOBILIÈRE  
LES LOCATIONS DES INSTITUTIONNELS  
L'IMMOBILIER D'ENTREPRISE

*Le Monde*, premier quotidien national avec 1 668 000 lecteurs, dont 748 000 habitent Paris et la région et 630 000 appartiennent à des foyers « cadres supérieurs ». (Source CESP 91 - LNM.)

*Le Monde*, premier quotidien des cadres : 844 000 lecteurs.  
*Le Monde*, premier quotidien des cadres supérieurs : 596 000 lecteurs.  
(Source IPSOS 91 - LNM.)

*Le Monde*, 1<sup>er</sup> quotidien national le plus vendu à Paris : 91 176 exemplaires.  
(Source : NM 88 - année 90.)

Pour renseignements : **PROFESSIONNELS 46-62-73-43**  
**PARTICULIERS 46-62-73-90 - 46-62-72-02**

CETTE PAGE A ÉTÉ RÉALISÉE  
AVEC LA PARTICIPATION DE

**AGIFRANCE**  
AGENCE CASSE ET REPOS



**SOLVEG**  
LOCATION, ENTRETIEN ET GESTION D'IMMEUBLES

**PHENIX  
GESTION**  
AGF GROUPE DE  
CASSANDRE  
DE FRANCE

**CIGIMO**  
GROUPE GTF

**GFC**  
GROUPE FINANCIER  
DE LA CONSTRUCTION

**SAGGEL  
VENDÔME**  
GROUPE UAP



# VIE DES ENTREPRISES

En lançant un appel public à l'épargne

## Une société de capital-risque vient au secours du Limousin

LIMOGES

■ correspondant

Comment inciter les Limousins, champions français de l'épargne, à détourner des placements de père de famille qui profitent d'abord de riches contrées voisines? Comment les inciter à participer directement à l'aventure industrielle de leur région? L'une des plus pauvres de France? La société de capital-risque limousine ENL-Développement apporte à ces deux questions une réponse originale en lançant un appel public à l'épargne.

Créée en 1988 par l'association Entreprises nouvelles du Limousin (une centaine de PME de moins de cinq millions d'âge) avec le soutien de trois établissements bancaires.

ENL-Développement avait procédé, début 1991, à sa première augmentation de capital. Mais les 2 millions de francs collectés s'étaient révélés insuffisants pour conforter un tissu régional à PME qui, selon le président du directoire, M. Christian Augue, souffre d'un manque chronique de fonds propres. Il fallait « se montrer ambitieux et frapper fort ». L'appel public à l'épargne doit permettre le quintuplement du capital d'ENL Développement puisque sont plus de 24 actions de 500 francs qui émisses.

Inhabituelle, la procédure choisie n'est pas la classique. Lancé le 10 février, l'édition de la Commission des opérations de Bourse (COB), l'appel public à dix mois pour réussir à placer au moins

75 % des titres émis. Faute de quoi, l'opération serait annulée. Il faut en outre que cette augmentation de capital mobilise au moins trois souscripteurs; bien au-delà donc de la centaine « dédicée » qui gravitent d'ENL Développement.

Une campagne de publicité lancée début avril avec le soutien du conseil régional a pour participation l'initiative pour convaincre l'épargne régionale et aussi la diaspora parisienne de s'investir directement dans l'aventure du Limousin. Mais, tient à souligner M. Christian Augue, « cela n'a rien d'une opération caritative. Il faut prouver que l'investissement de l'épargne place peut être rentable ».

GEORGES CHATIN

## CHIFFRES ET MOUVEMENTS

### RÉSULTATS

Les Nouveaux Constructeurs en perte 1991. - Les Nouveaux Constructeurs, un des cinq plus grands promoteurs immobiliers français, ont annoncé mardi 18 février avoir enregistré en 1991 une perte estimée à 69 millions de francs (part du groupe), contre un bénéfice de 114 millions en 1990. La prévision pour 1992 du résultat net de - 62 millions, ont précisé les dirigeants du groupe, MM. Olivier Mitterrand, PDG, et Nicolas Pollit, directeur général. Le groupe a fortement provisionné 1991. « Ces provisions préviennent l'avenir du groupe et lui permettent de faire face à ses engagements et de poursuivre son activité sans contraintes », ont indiqué les dirigeants. En conséquence le résultat net consolidé nul, alors qu'il avait été de 220 millions en 1990.

Frantour : résultat net (hors éléments exceptionnels) en 1991. - Le groupe de tourisme Frantour (filiale de la SNCF par l'intermédiaire de la société de transports SCETA), a dégagé en 1991 un bénéfice net après impôts d'environ 45 millions de francs contre 36 millions en 1990, selon des estimations provisoires communiquées mardi 18 février par M. Claude Po, directeur général du groupe. Le résultat d'exploitation, déduction faite d'une plus-value de cession de 20 millions de francs résultant de la vente d'un terrain à Saint-Aygulf (Var), s'est élevé à 25 millions de francs, soit une baisse de 30 % par rapport à l'année précédente. Frantour, présent dans la distribution, le tourisme, la restauration et l'hôtellerie, a enregistré un chiffre d'affaires de 2 milliards de francs en 1991. Il prévoit d'accroître son parc hôtelier parisien avec un hôtel à proximité de la Gare du Nord et un autre à la Gare Montparnasse.

Canon : bénéfice en hausse 10,3 % en 1991. - Le bénéfice net de Canon (appareils photo, photocopieuses, matériel informatique) a progressé de 10,3 % en 1991, atteignant 42,6 milliards de francs (1,8 milliard de francs). Le bénéfice prévu pour l'année en cours a été révisé à la hausse; il pourrait atteindre 43,5 milliards de francs (1,87 milliard de francs). Le premier fabricant japonais d'appareils photo a annoncé une hausse de ses ventes de 13,3 % à 1 073 milliards de francs (46 milliards de francs). Les ventes d'appareils photo ont augmenté de 25 %, celles de photocopieuses de 15 %, celles de matériel informatique de 27 %. Les ventes d'équipements pour l'informatique et la communication en revanche ont décliné de 3 %.

### ACCORD

La SA Laguirole prend le contrôle de la coutellerie de Nontron. - La SA Laguirole, implantée dans le nord de l'Aveyron et qui détient 25 % du marché des couteaux du même nom, vient de prendre le contrôle de la coutellerie de Nontron en Dordogne. Le couteau de Nontron, dont les origines remontent au Moyen-Âge, est le plus vieux couteau de France. Il est connu pour sa manche en bois à la patine couleur de miel et aux mouches pyrogravées, qui emprunte souvent la forme dite « queue de carpe ». En dix ans, la Laguirole est devenue une « star ». Les acteurs de son retour à la lumière parvenus à lui fabriquer une image qui ne soit pas directement liée à son usage. Les dirigeants de la SA Laguirole veulent recréer avec le couteau de Nontron, Désormais, les sept cents points de vente du réseau Laguirole commercialisent des Nontron à partir de 120 F pièce. La production des Nontron continuera à s'effectuer à Dor-

dogne, où la création de vingt-cinq emplois est envisagée à moyen terme, alors que les lames seront forgées à Aveyron au lieu de Thiers. Jusqu'alors, la coutellerie de Nontron ne salariait que cinq ouvriers. (Corresp.)

### PARTICIPATION

Auguste-Thouard en Grande-Bretagne. - Auguste-Thouard a annoncé récemment qu'il prenait une participation de 20 % chez Edward Erdman, troisième cabinet britannique d'immobilier d'entreprise derrière Jones Lang Wootton et Richard Ellis. Cette opération s'est faite par le biais d'une augmentation de capital de 10 millions de francs.

### ASSOCIATION

Motorola et Northern Telecom font société commune aux Unis. - L'américain Motorola et le géant canadien des télécommunications Northern Telecom ont constitué une société commune pour fabriquer et commercialiser des équipements téléphoniques cellulaires destinés à l'ensemble du continent américain. Baptisée Motorola Nortel Communications, cette nouvelle entité sera basée à Arlington Heights, dans l'Illinois. Son capital est détenu à parts égales par chacun des deux partenaires. Motorola apportera son savoir-faire en radiocommunication dans les réseaux cellulaires, Northern Telecom ses compétences en matière de commutation. Le montant exact de l'investissement n'a pas été révélé. La société commune devra employer 800 à 1 000 salariés.

### RACHAT

Haarmann & Reimer rachète les parfums de Hercules. - Le groupe américain Hercules, plus connu comme fabricant de polypropylène, retire de l'industrie très pointue des essences pour parfums. Il vient de racheter la société allemande Haarmann & Reimer (H&R), un des grands mondiaux de la spécialité, filiale du géant Bayer, l'ensemble de ses activités dans la parfumerie. Le rachat de la transaction n'a pas été rendu public. La transaction comprend l'usine d'Hercules de Saint-Ouen-l'Aumône (Val-d'Oise). H&R disposera ainsi d'un centre de production en France, le plus grand pays producteur du monde en matière d'essences. Par cette opération, Hercules (environ 20 milliards de francs de chiffre d'affaires) entend recentrer ses forces sur l'industrie des aromes alimentaires. Son chiffre d'affaires dépasse 750 millions de dollars (4 milliards de francs).

# MARCHÉS FINANCIERS

## PARIS :

### Second marché

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
Alcatel Cables	3880	3885	I.P.B.M.	68	68
Amatit Assoc.	282	282	Loisirs Invest.	197	197
B.A.C.	72	72	Locamot.	72 10	72 10
Banque Paribas	800	800	Mars Coors	110	110
Bouygues	236	236	Mobis	168	168
C.A.I.-de-Fr. (C.I.C.)	774	785	Publi-Paris	355	351
Cablevision	359	359	Reuni	510	510
Canal	780	785	Rhone-Alpes (Ly.)	341 70	341 70
C.E.P.E.	180	180	Saint Invest. (Ly.)	78 10	78 10
C.F.P.I.	270	270	Sarbo	350	350
C.N.I.M.	855	846	S.H.T. Goupil	120	120
Conforama	1032	1032	Sopre	274	274
Covis	195 30	195 30	T.P.I.	378	373
Daplan	380	380	Thomson R. & H.	324 30	324 30
Dumas	1115	1115	Unilog	210	210
Dynasty Women Co.	346	346	Val et Co.	98	98
Edenred	843	851	Y. St-Laurent Groupe	855	858
Editions Bédard	185	185			
Europ. Population	252	250			
Finacor	110	110			
G.F. Group (for.)	112	112			
Grand Live	385	385			
Grevygraph	184 60	184 60			
Guttmann	770	771			
Idemsa	82	82			
Immob. Héval	1028	981			
Immob. Computer	153	153			

LA BOURSE SUR MINITEL

36-15 TAPEZ LE MONDE

### MATIF

Notional 10 % - Cotation en pourcentage du 18 février 1992

Nombre de contrats estimés : ■ ■ ■

COURS	Mars 92	Juin 92	Sept. 92
Dernier	107,90	109,20	109,30
Précédent	107,75	109,14	109,13

Options sur notional	Mars 92	Juin 92	Sept. 92
PRIX D'EXERCICE	Options d'achat	Options de vente	
109	0,01	1,06	0,82

CAC 40 A TERME	Mars	Avril
Dernier	1 928	1 932
Précédent	1 901	1 919

### CHANGES

Dollar : 5,60 F =

Mercredi 19 février, le dollar poursuivait son ascension sur les marchés des changes allemands et français. Toutefois, les opérateurs se montrent prudents à la suite des résultats des primaires de New Hampshire, favorables à M. George Bush. A Paris, le dollar a gagné 10 points, à 5,60 F contre 5,6020 F la cotation officielle de la veille.

Marché monétaire	19 février	18 février
(19 février)	5,60 F	5,598 F
New York (18 février)	5,598 F	5,598 F

### BOURSES

Indices	17 fév.	18 fév.
Valeurs françaises	107,70	109,10
Valeurs étrangères	104,90	104,90
Index global CAC	107,70	109,10
Index global CAC	107,70	109,10
Index global CAC	107,70	109,10

### MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVIS

COURS COMPTANT		COURS TERME TROIS MOIS	
	Offert	Demandé	Offert
\$ E-U	5,5940	5,5970	5,5790
Yen (100)	4,3633	4,3674	4,4210
DM	6,5603	6,5609	6,5873
Deutsche Mark	3,3981	3,4010	3,4056
Franc suisse	3,7629	3,7675	3,7931
Livre britannique (1000)	4,5331	4,5393	4,5594
Livre sterling	9,8108	9,8190	9,8205
Peseta (100)	5,4303	5,4359	5,4038

**Taux d'intérêt des Euromonnaies**

UN MOIS		TROIS MOIS		SIX MOIS	
Demandé	Offert	Demandé	Offert	Demandé	Offert
\$ E-U	4 1/16	4 3/16	4 1/16	4 3/16	4 9/16
Yen (100)	9 3/8	5 1/2	5 1/16	5 3/16	4 15/16
DM	10 1/16	10 1/16	10 1/16	10 1/16	10 3/16
Deutsche Mark	12 1/2	9 5/8	7 5/16	9 1/2	9 5/16
Franc suisse	11 5/16	11 7/16	7 5/16	7 7/16	7 1/2
Livre britannique (1000)	11 5/16	12 3/16	11 13/16	12 1/16	11 1/2
Livre sterling	10 1/16	10 1/16	10 1/16	10 2/16	10 1/16
Peseta (100)	12 3/8	12 3/8	12 3/8	12 3/8	12 3/8
Franc français	9 13/16	9 13/16	9 7/8	10	9 7/8

Ces indicateurs, pratiqués sur le marché interbancaire des devises, nous communiés en fin de matinée par le Service des marchés de la BNP.

**Le Monde-RTL**

**ENTREPRISES**  
à 22h15 sur RTL

Mercredi 19 février :  
Edouard Obadia,  
directeur médical  
TMS Assistance.

Jeudi 20 février :  
Jean-Paul Bucher  
PDG du groupe Pio

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE  
PRÉFECTURE DE PARIS  
DIRECTION DE L'URBANISME  
ET DES ACTIONS DE L'ÉTAT  
Sous-Direction de l'Urbanisme, du Logement  
et des Équipements  
Bureau de l'Urbanisme

**AVIS DE PROLONGATION  
D'ENQUÊTE PUBLIQUE**

Révision partielle du Plan d'occupation  
des sols de Paris

Projet de construction  
du centre conférences internationales  
à PARIS - 7<sup>e</sup> arrondissement  
25 à 55, quai Branly - 198 à 224, rue de l'Université

Par décision en date du 14 février 1992, de Monsieur Louis PHILIPPON, commissaire enquêteur, l'enquête publique initialement prévue du 20 janvier au 21 février 1992 inclus est prolongée dans les mêmes conditions jusqu'au 26 février 1992 inclus.

Les différents documents composant le dossier d'enquête sont mis à la disposition du public, qui peut en prendre connaissance, produire, s'il y a lieu, ses observations sur le projet à la :

**PRÉFECTURE DE PARIS**  
Direction de l'Urbanisme et des Actions de l'Etat.  
Sous-direction de l'Urbanisme, du Logement et des Équipements.  
Bureau de l'Urbanisme, pièce 312 - 50, avenue Daumesnil, 75012 PARIS  
du lundi au vendredi, de 9 heures à 12 heures  
et de 14 heures à 17 heures

**MAIRIE du 7<sup>e</sup> arrondissement - PARIS**  
116, de Grenelle, 75007 PARIS  
du lundi au vendredi, de 9 heures à 18 heures  
(sans interruption).

Le commissaire enquêteur siégera le mercredi 19 février 1992, de 14 heures à 18 heures, à la MAIRIE du 7<sup>e</sup> arrondissement de Paris, 116, rue de Grenelle.

LE LIVRE DU JOUR  
MARABOUT

marketing  
direct

42F

**LONDRES, 19 février**

Poursuite de la reprise

Les valeurs ont progressé mardi 18 février. Stock Exchange pour la clôture, l'indice Footsie a gagné 14,9 points, à 253,73 points, soit 1,2 %.

La tendance a été particulièrement stimulée par les gains du marché à Wall Street. Le marché a toutefois ralenti la progression à la mi-journée.

TOKYO, 19 février

Nouvel alourdissement

Pour la deuxième séance consécutive, le Bourse de Tokyo a clôturé en baisse. L'indice Nikkei a perdu 160,54 points, pour terminer la séance à 711,49 points, soit 2,2 % en moins depuis le 1<sup>er</sup> octobre 1991 (20 221,88).

Le marché a été arboré par l'indice ainsi que l'incertitude politique - le tout sur un fond de pesée un marché étroit, indique des opérateurs.

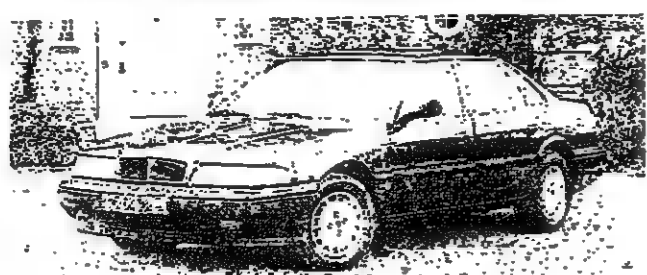


PROC.COM-RT-SS-HUBCPS



## AGENDA

## AUTOMOBILE

Rover 800 :  
des ambitions supplémentaires

Avec l'arrivée prochaine de la nouvelle série 800, haut de gamme de la marque, Rover, dont les ventes ont augmenté de 100 % par ailleurs, vise une clientèle plus exigeante qu'elle avait été à l'origine. Ces berlines en trois et deux volumes, de la série précédente, évoluent dans un registre de prix qui va de 1 000 à 2 377 000 francs. Par exemple, d'un 2 litres à 18 soupapes pour 1 000 000, à 6 cylindres mis au point par la firme japonaise, en passant par un turbo-diesel d'origine italienne, un VM de 2500 cm<sup>3</sup> qui a été expérimenté sur Range-Rover, avec satisfaction, Rover «ratisse» dans des créneaux où il fait rage.

A vrai dire, ce sont les lignes de ces nouvelles voitures qui frappent et qui séduisent. Bien que la firme britannique s'en défende, il est, à les voir passer dans un silence de bon aloi, difficile de ne pas songer à Jaguar. Quoi qu'il en soit, l'allongement du châssis par rapport à la série précédente (4,90 m), le soin mis dans les versions plus luxueuses (827) à

éliminer bruits et vibrations, les équipements, le choix d'une intérieure digne du Carnegie Hall, indiquent la volonté de la marque plus que jamais actuelle de piocher dans le monde des plus grands.

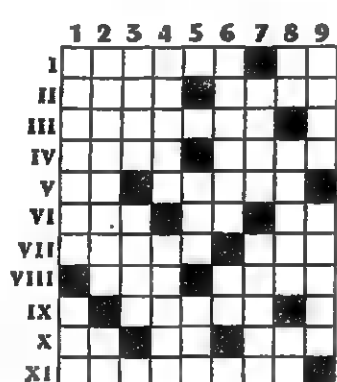
Sur la route, il va de soi que le 2 litres à 18 soupapes rend le voyage particulièrement agréable. Pour les 2 litres à deux arbres (comme le 2 litres), n'est pas à dédaigner, dont 138 chevaux pour le CV fiscal apparemment suffisant pour entraîner les 1100 kg de l'ensemble. Une mention particulière est à donner au modèle diesel (7 cv pour 118 km/h au moteur), remarquablement sobre par rapport aux versions pour peu que l'on s'attache à la machine (8 litres en ville, contre 12 et 14 litres aux versions essence).

Il reste une certaine tendance au surchauffement des freins, si l'on abuse, mais le comportement routier apparaît sain avec un roulement, dû au confort de la suspension, qui fait

C. L.

## MOTS CROISÉS

## PROBLÈME N° 123



## HORIZONTALEMENT

I. Le premier à venir pour le dernier venu. Lettres pour le reine.  
II. Un plaisir pour les oreilles ou bien désagrément pour la tête. Ne résiste pas à l'appel du...  
III. Donne du repos. - IV. Moyen de joindre les deux bouts. A les doigts souples. - V. Pronom. Forme d'empoisonnement.  
VI. Sorti l'ombre. Lettres de rupture. Qui a donc quitté sa mère.  
VII. Arrive après le boulot. Occasion de se mettre en marche.  
VIII. Peut faire tirer par les oreilles. Dérivé définitivement ou bien élimine temporairement.  
IX. Abrite des asiatiques. - X. Femme bête. Agit bien. Agit mal. - XI. Argument réplique.

## VERTICALEMENT

1. Où l'on peut échapper à la chasse. Fait retraite. - 2. Ce qu'il faut pour se faire entendre. Faisait «partage». - 3. Vit dans le noir. Un danger de la nature. - 4. Fait baver. On y des lunes étoilées. - 5. Effets. S'opposait au recul. - 6. Menace la garde-robe. Reprend des forces après la douche. - 7. Peut contenir beaucoup de grains. Est condamné à retourner à la poussière. - 8. Possessif. S'est fait rouler. Représentant de l'art asiatique. - 9. N'aura évidemment pas le dernier mot. demande qu'à recevoir bonne leçon.

## Solution du problème n° 5719

Horizontalement  
I. Histoire. - II. Osier. Ino. - III. Rosette. - IV. Il. Eaux. - V. Zanni. Ras. - VI. Ota. Lu. Nu. - VII. Nécessité. - VIII. Tuez! Echo. - IX. Arles. Te. - X. Ubu. - XI. Désastre.

Verticalement  
1. Horizontal. - 2. Isolateur. - 3. Sis. Nacelle. - 4. Tee. Eze. - 5. Orteil. Sur. - 6. Ta. Usé. Bêl. - 7. Rieur. letus. - 8. En. Xanthe. - 9. On. Suée. Ré.

GUY BROUTY

Société des lecteurs  
du Monde

La prochaine assemblée générale de la Société des lecteurs du Monde qui se tiendra en juin prochain, aura à élire un administrateur en remplacement de M<sup>me</sup> Marie-Claire Mendès France, démissionnaire. Tout actionnaire a le droit de présenter sa candidature. Le conseil d'administration souhaiterait pour sa part, afin de diversifier sa composition, présenter une personne exerçant ou ayant exercé des responsabilités dans le monde associatif ou dans les milieux de l'éducation populaire.

Les actionnaires intéressés doivent présenter leur candidature adressant une lettre motivée, ainsi qu'un curriculum vitae, le 15 mars 1992, à la Société des lecteurs, 15, rue Falguière, 75015 Paris.

## PARIS EN VISITES

«Les passages» (second parcours), 10 h 30, 33, boulevard de Strasbourg (Paris auvergne).  
«Le palais de justice en activité», 11 heures, 14 h, 15 h 30, métro Cité, sortie Marché aux fleurs (Connaissance d'ici d'ailleurs).  
«Les nouvelles du musée Carnavalet. Sur les pas de nos ancêtres. L'entrée au Paris du quinzième siècle», 13 h 30, 23, rue de Sévigné, dans la (E. Roman).  
«Le palais de justice en activité», 14 heures, des grilles du palais (M.-C. Laperrière).  
«L'art précieux de la douce France : peintures du quatorzième au quinzième siècles. Musée du Louvre», 14 h 30, métro Palais-Royal, côté arcades (Le Cavalier bleu).  
«Hôtels de la rue des Francs-Bourgeois», 14 h 30, métro Châteauboulevard (Paris pittoresque et insolite).  
«Hôtels de la rue de la Harpe», 14 h 30, métro Saint-Paul (Réaction du passé).  
«Du canal Saint-Martin à la rotonde de la Vierge, en passant par l'hôtel Saint-Louis», 14 h 30, square Frédéric-Lemaître, 34, quai de Jemmapes (Sauvegarde du Paris historique).  
«Historique Montmartre et ses cités d'artistes. Le temps de la Corbusier», 14 h 30, métro Cité-Universitaire (M. Peyrat).  
«Visite d'appartements d'Anne d'Autriche au Louvre. L'enfance de Louis XIV. Salles du salon du grand bal», 14 h 30, sortie métro Louvre-Rivoli (J. Huetter).  
«Le palais de justice en activité», 14 h 30, devant 6, boulevard du Palais (C. Morle).  
«La Concorde, du palais des rois à la prison révolutionnaire. Les derniers jours de Marie-Antoinette», 14 h 30, 1, quai de l'Horloge (Arts et cetera).  
«Couvents et jardins des Missions étrangères, hôtels de la rue du Bac», 15 heures, sortie métro Rue-du-Bac.

## JEUDI 20 FÉVRIER

14 h 30, sortie métro Saint-Paul (Réaction du passé).  
«Du canal Saint-Martin à la rotonde de la Vierge, en passant par l'hôtel Saint-Louis», 14 h 30, square Frédéric-Lemaître, 34, quai de Jemmapes (Sauvegarde du Paris historique).  
«Historique Montmartre et ses cités d'artistes. Le temps de la Corbusier», 14 h 30, métro Cité-Universitaire (M. Peyrat).  
«Visite d'appartements d'Anne d'Autriche au Louvre. L'enfance de Louis XIV. Salles du salon du grand bal», 14 h 30, sortie métro Louvre-Rivoli (J. Huetter).  
«Le palais de justice en activité», 14 h 30, devant 6, boulevard du Palais (C. Morle).  
«La Concorde, du palais des rois à la prison révolutionnaire. Les derniers jours de Marie-Antoinette», 14 h 30, 1, quai de l'Horloge (Arts et cetera).  
«Couvents et jardins des Missions étrangères, hôtels de la rue du Bac», 15 heures, sortie métro Rue-du-Bac.

Le Monde sur Minitel

GAGNEZ 100 CD de la collection LES GÉNIES DU BLUES

avec EDITIONS ATLAS

36.15 LE MONDE Tapez JEUX

## CARNET DU Monde

## Naissances

- M<sup>me</sup> Dominique FERET  
sont heureux d'annoncer la naissance de  
Alexandra,  
le 15 février 1992.

## Anniversaire de

- MAMAN,  
merci pour le feu que tu gardes à la Chantellerie.  
Jacques et Françoise, Madeleine, André, Pierre et Jacqueline, Claire et Stéphanie.

## Fiançailles

- Le 14 février 1992, à l'âge de quarante-cinq ans.  
L'incinération a eu lieu au cimetière de Bordeaux-Mérignac.  
Remerciements aux docteurs Hervé et Xavier Soubestre.  
Maison Atys, 40510 Seignosse, 38, rue Bourdonnais, 75001 Paris.  
- Casablanca, Rabat, Montbéliard.

M. et M<sup>me</sup> Jacques et leurs enfants,  
M. et M<sup>me</sup> Roger Munos et leurs enfants,  
M. et M<sup>me</sup> François et leurs enfants,  
M<sup>me</sup> Henriette Billaut, sa belle-sœur,  
ont la douleur de faire part du décès de

M. Pierre BILLAUT, agrégé de l'Université, professeur honoraire, survenu le 14 février 1992, à Fumay, à l'âge de quatre-vingt-neuf ans.

08170 Fumay.

08170 Fumay.

08170 Fumay.

08170 Fumay.

08170 Fumay.

08170 Fumay.

08170 Fumay.

08170 Fumay.

08170 Fumay.

08170 Fumay.

08170 Fumay.

08170 Fumay.

08170 Fumay.

08170 Fumay.

08170 Fumay.

08170 Fumay.

## M. Alain Bockel, son épouse,

ont la douleur de faire part du décès de

M<sup>me</sup> AMÉ BOCKEL, née ALAIN BOCKEL, le 17 février 1992.

La cérémonie religieuse aura lieu le samedi 21 février, à 10 heures, à l'église Saint-Merri, 76, rue de la Verrière, Paris-4, suivie de l'incinération au crématorium du Père-Lachaise, à 12 heures.

Cet avis tient lieu de faire-part.

Ambassade de France à Hanoï (Vietnam).

M. et M<sup>me</sup> Jean Chais, son fils et sa belle-fille, Les docteurs Arnaud et Catherine Charpentier, M. et M<sup>me</sup> Jean-Jacques Moutinier, ses petits-enfants, M. et M<sup>me</sup> Antoine Charpentier, ses arrière-petits-enfants, ont la douleur de faire part du décès de

M<sup>me</sup> ANNE CHAIX, née ANNE AUDENARD, docteur en médecine, professeur honoraire à Sorbonne, le 17 février 1992, à Mulhouse (Haut-Rhin).

Les funérailles auront lieu le samedi 22 février, à Saint-Béron (Savoie), dans l'intimité familiale.

Une messe sera dite à la mémoire le vendredi 28 février, à 16 heures, à l'église Notre-Dame-des-Champs, Paris-6.

7, avenue Auguste-Wicky, 1 Mulhouse, 68100 Mulhouse, 15006 Paris.

Les amis et collègues de M<sup>me</sup> ANNE CHAIX, docteur en médecine, professeur honoraire à Sorbonne, le 17 février 1992, à Mulhouse (Haut-Rhin).

Le président de l'Académie des sciences, M. et M<sup>me</sup> Jean Chais, son fils et sa belle-fille, Les docteurs Arnaud et Catherine Charpentier, M. et M<sup>me</sup> Jean-Jacques Moutinier, ses petits-enfants, M. et M<sup>me</sup> Antoine Charpentier, ses arrière-petits-enfants, ont la douleur de faire part du décès de

M<sup>me</sup> ANNE CHAIX, née ANNE AUDENARD, docteur en médecine, professeur honoraire à Sorbonne, le 17 février 1992, à Mulhouse (Haut-Rhin).

Les funérailles auront lieu le samedi 22 février, à Saint-Béron (Savoie), dans l'intimité familiale.

Une messe sera dite à la mémoire le vendredi 28 février, à 16 heures, à l'église Notre-Dame-des-Champs, Paris-6.

7, avenue Auguste-Wicky, 1 Mulhouse, 68100 Mulhouse, 15006 Paris.

Les amis et collègues de M<sup>me</sup> ANNE CHAIX, docteur en médecine, professeur honoraire à Sorbonne, le 17 février 1992, à Mulhouse (Haut-Rhin).

Le président de l'Académie des sciences, M. et M<sup>me</sup> Jean Chais, son fils et sa belle-fille, Les docteurs Arnaud et Catherine Charpentier, M. et M<sup>me</sup> Jean-Jacques Moutinier, ses petits-enfants, M. et M<sup>me</sup> Antoine Charpentier, ses arrière-petits-enfants, ont la douleur de faire part du décès de

M<sup>me</sup> ANNE CHAIX, née ANNE AUDENARD, docteur en médecine, professeur honoraire à Sorbonne, le 17 février 1992, à Mulhouse (Haut-Rhin).

Les funérailles auront lieu le samedi 22 février, à Saint-Béron (Savoie), dans l'intimité familiale.

Une messe sera dite à la mémoire le vendredi 28 février, à 16 heures, à l'église Notre-Dame-des-Champs, Paris-6.

7, avenue Auguste-Wicky, 1 Mulhouse, 68100 Mulhouse, 15006 Paris.

Les amis et collègues de M<sup>me</sup> ANNE CHAIX, docteur en médecine, professeur honoraire à Sorbonne, le 17 février 1992, à Mulhouse (Haut-Rhin).

## « La lumière se lève pour les hommes droits »

Psautre 112, v. 4.  
M<sup>me</sup> Jousset, née Mireille Cazalis, M<sup>me</sup> Jousset-Schlumberger, Pierre et Marion, Carole Jousset, Jean-Jacques Schlumberger, épouse et enfants, M<sup>me</sup> Philippe Cazalis-Sorot, sa belle-mère, Les familles Ribaut, Jousset, Strieder, Renaudot, ses frères et sœurs, Les familles Moussu, Cazalis, Pomier-Layrargues, ses beaux-frères et belles-sœurs, ont la douleur de faire part du décès de

M<sup>me</sup> Jousset, née Mireille Cazalis, M<sup>me</sup> Jousset-Schlumberger, Pierre et Marion, Carole Jousset, Jean-Jacques Schlumberger, épouse et enfants, M<sup>me</sup> Philippe Cazalis-Sorot, sa belle-mère, Les familles Ribaut, Jousset, Strieder, Renaudot, ses frères et sœurs, Les familles Moussu, Cazalis, Pomier-Layrargues, ses beaux-frères et belles-sœurs, ont la douleur de faire part du décès de

M<sup>me</sup> Jousset, née Mireille Cazalis, M<sup>me</sup> Jousset-Schlumberger, Pierre et Marion, Carole Jousset, Jean-Jacques Schlumberger, épouse et enfants, M<sup>me</sup> Philippe Cazalis-Sorot, sa belle-mère, Les familles Ribaut, Jousset, Strieder, Renaudot, ses frères et sœurs, Les familles Moussu, Cazalis, Pomier-Layrargues, ses beaux-frères et belles-sœurs, ont la douleur de faire part du décès de

M<sup>me</sup> Jousset, née Mireille Cazalis, M<sup>me</sup> Jousset-Schlumberger, Pierre et Marion, Carole Jousset, Jean-Jacques Schlumberger, épouse et enfants, M<sup>me</sup> Philippe Cazalis-Sorot, sa belle-mère, Les familles Ribaut, Jousset, Strieder, Renaudot, ses frères et sœurs, Les familles Moussu, Cazalis, Pomier-Layrargues, ses beaux-frères et belles-sœurs, ont la douleur de faire part du décès de

M<sup>me</sup> Jousset, née Mireille Cazalis, M<sup>me</sup> Jousset-Schlumberger, Pierre et Marion, Carole Jousset, Jean-Jacques Schlumberger, épouse et enfants, M<sup>me</sup> Philippe Cazalis-Sorot, sa belle-mère, Les familles Ribaut, Jousset, Strieder, Renaudot, ses frères et sœurs, Les familles Moussu, Cazalis, Pomier-Layrargues, ses beaux-frères et belles-sœurs, ont la douleur de faire part du décès de

M<sup>me</sup> Jousset, née Mireille Cazalis, M<sup>me</sup> Jousset-Schlumberger, Pierre et Marion, Carole Jousset, Jean-Jacques Schlumberger, épouse et enfants, M<sup>me</sup> Philippe Cazalis-Sorot, sa belle-mère, Les familles Ribaut, Jousset, Strieder, Renaudot, ses frères et sœurs, Les familles Moussu, Cazalis, Pomier-Layrargues, ses beaux-frères et belles-sœurs, ont la douleur de faire part du décès de

M<sup>me</sup> Jousset, née Mireille Cazalis, M<sup>me</sup> Jousset-Schlumberger, Pierre et Marion, Carole Jousset, Jean-Jacques Schlumberger, épouse et enfants, M<sup>me</sup> Philippe Cazalis-Sorot, sa belle-mère, Les familles Ribaut, Jousset, Strieder, Renaudot, ses frères et sœurs, Les familles Moussu, Cazalis, Pomier-Layrargues, ses beaux-frères et belles-sœurs, ont la douleur de faire part du décès de

M<sup>me</sup> Jousset, née Mireille Cazalis, M<sup>me</sup> Jousset-Schlumberger, Pierre et Marion, Carole Jousset, Jean-Jacques Schlumberger, épouse et enfants, M<sup>me</sup> Philippe Cazalis-Sorot, sa belle-mère, Les familles Ribaut, Jousset, Strieder, Renaudot, ses frères et sœurs, Les familles Moussu, Cazalis, Pomier-Layrargues, ses beaux-frères et belles-sœurs, ont la douleur de faire part du décès de

M<sup>me</sup> Jousset, née Mireille Cazalis, M<sup>me</sup> Jousset-Schlumberger, Pierre et Marion, Carole Jousset, Jean-Jacques Schlumberger, épouse et enfants, M<sup>me</sup> Philippe Cazalis-Sorot, sa belle-mère, Les familles Ribaut, Jousset, Strieder, Renaudot, ses frères et sœurs, Les familles Moussu, Cazalis, Pomier-Layrargues, ses beaux-frères et belles-sœurs, ont la douleur de faire part du décès de

M<sup>me</sup> Jousset, née Mireille Cazalis, M<sup>me</sup> Jousset-Schlumberger, Pierre et Marion, Carole Jousset, Jean-Jacques Schlumberger, épouse et enfants, M<sup>me</sup> Philippe Cazalis-Sorot, sa belle-mère, Les familles Ribaut, Jousset, Strieder, Renaudot, ses frères et sœurs, Les familles Moussu, Cazalis, Pomier-Layrargues, ses beaux-frères et belles-sœurs, ont la douleur de faire part du décès de

M<sup>me</sup> Jousset, née Mireille Cazalis, M<sup>me</sup> Jousset-Schlumberger, Pierre et Marion, Carole Jousset, Jean-Jacques Schlumberger, épouse et enfants, M<sup>me</sup> Philippe Cazalis-Sorot, sa belle-mère, Les familles Ribaut, Jousset, Strieder, Renaudot, ses frères et sœurs, Les familles Moussu, Cazalis, Pomier-Layrargues, ses beaux-frères et belles-sœurs, ont la douleur de faire part du décès de

M<sup>me</sup> Jousset, née Mireille Cazalis, M<sup>me</sup> Jousset-Schlumberger, Pierre et Marion, Carole Jousset, Jean-Jacques Schlumberger, épouse et enfants, M<sup>me</sup> Philippe Cazalis-Sorot, sa belle-mère, Les familles Ribaut, Jousset, Strieder, Renaudot, ses frères et sœurs, Les familles Moussu, Cazalis, Pomier-Layrargues, ses beaux-frères et belles-sœurs, ont la douleur de faire part du décès de

M<sup>me</sup> Jousset, née Mireille Cazalis, M<sup>me</sup> Jousset-Schlumberger, Pierre et Marion, Carole Jousset, Jean-Jacques Schlumberger, épouse et enfants, M<sup>me</sup> Philippe Cazalis-Sorot, sa belle-mère, Les familles Ribaut, Jousset, Strieder, Renaudot, ses frères et sœurs, Les familles Moussu, Cazalis, Pomier-Layrargues, ses beaux-frères et belles-sœurs, ont la douleur de faire part du décès de

M<sup>me</sup> Jousset, née Mireille Cazalis, M<sup>me</sup> Jousset-Schlumberger, Pierre et Marion, Carole Jousset, Jean-Jacques Schlumberger, épouse et enfants, M<sup>me</sup> Philippe Cazalis-Sorot, sa belle-mère, Les familles Ribaut, Jousset, Strieder, Renaudot, ses frères et sœurs, Les familles Moussu, Cazalis, Pomier-Layrargues, ses beaux-frères et belles-sœurs, ont la douleur de faire part du décès de

M<sup>me</sup> Jousset, née Mireille Cazalis, M<sup>me</sup> Jousset-Schlumberger, Pierre et Marion, Carole Jousset, Jean-Jacques Schlumberger, épouse et enfants, M<sup>me</sup> Philippe Cazalis-Sorot, sa belle-mère, Les familles Ribaut, Jousset, Strieder, Renaudot, ses frères et sœurs, Les familles Moussu, Cazalis, Pomier-Layrargues, ses beaux-frères et belles-sœurs, ont la douleur de faire part du décès de

M<sup>me</sup> Jousset, née Mireille Cazalis, M<sup>me</sup> Jousset-Schlumberger, Pierre et Marion, Carole Jousset, Jean-Jacques Schlumberger, épouse et enfants, M<sup>me</sup> Philippe Cazalis-Sorot, sa belle-mère, Les familles Ribaut, Jousset, Strieder, Renaudot, ses frères et sœurs, Les familles Moussu, Cazalis, Pomier-Layrargues, ses beaux-frères et belles-sœurs, ont la douleur de faire part du décès de

M<sup>me</sup> Jousset, née Mireille Cazalis, M<sup>me</sup> Jousset-Schlumberger, Pierre et Marion, Carole Jousset, Jean-Jacques Schlumberger, épouse et enfants, M<sup>me</sup> Philippe Cazalis-Sorot, sa belle-mère, Les familles Ribaut, Jousset, Strieder, Renaudot, ses frères et sœurs, Les familles Moussu, Cazalis, Pomier-Layrargues, ses beaux-frères et belles-sœurs, ont la douleur de faire part du décès de

M<sup>me</sup> Jousset, née Mireille Cazalis, M<sup>me</sup> Jousset-Schlumberger, Pierre et Marion, Carole Jousset, Jean-Jacques Schlumberger, épouse et enfants, M<sup>me</sup> Philippe Cazalis-Sorot, sa belle-mère, Les familles Ribaut, Jousset, Strieder, Renaudot, ses frères et sœurs, Les familles Moussu, Cazalis, Pomier-Layrargues, ses beaux-frères et belles-sœurs, ont la douleur de faire part du décès de

M<sup>me</sup> Jousset, née Mireille Cazalis, M<sup>me</sup> Jousset-Schlumberger, Pierre et Marion, Carole Jousset, Jean-Jacques Schlumberger, épouse et enfants, M<sup>me</sup> Philippe Cazalis-Sorot, sa belle-mère, Les familles Ribaut, Jousset, Strieder, Renaudot, ses frères et sœurs, Les familles Moussu, Cazalis, Pomier-Layrargues, ses beaux-frères et belles-sœurs, ont la douleur de faire part du décès de

M<sup>me</sup> Jousset, née Mireille Cazalis, M<sup>me</sup> Jousset-Schlumberger, Pierre et Marion, Carole Jousset, Jean-Jacques Schlumberger, épouse et enfants, M<sup>me</sup> Philippe Cazalis-Sorot, sa belle-mère, Les familles Ribaut, Jousset, Strieder, Renaudot, ses frères et sœurs, Les familles Moussu, Cazalis, Pomier-Layrargues, ses beaux-frères et belles-sœurs, ont la douleur de faire part du décès de

M<sup>me</sup> Jousset, née Mireille Cazalis, M<sup>me</sup> Jousset-Schlumberger, Pierre et Marion, Carole Jousset, Jean-Jacques Schlumberger, épouse et enfants, M<sup>me</sup> Philippe Cazalis-Sorot, sa belle-mère, Les familles Ribaut, Jousset, Strieder, Renaudot, ses frères et sœurs, Les familles Moussu, Cazalis, Pomier-Layrargues, ses beaux-frères et belles-sœurs, ont la douleur de faire part du décès de

M<sup>me</sup> Jousset, née Mireille Cazalis, M<sup>me</sup> Jousset-Schlumberger, Pierre et Marion, Carole Jousset, Jean-Jacques Schlumberger, épouse et enfants, M<sup>me</sup> Philippe Cazalis-Sorot, sa belle-mère, Les familles Ribaut, Jousset, Strieder, Renaudot, ses frères et sœurs, Les familles Moussu, Cazalis, Pomier-Layrargues, ses beaux-frères et belles-sœurs, ont la douleur de faire part du décès de

M<sup>me</sup> Jousset, née Mireille Cazalis, M<sup>me</sup> Jousset-Schlumberger, Pierre et Marion, Carole Jousset, Jean-Jacques Schlumberger, épouse et enfants, M<sup>me</sup> Philippe Cazalis-Sorot, sa belle-mère, Les familles Ribaut, Jousset, Strieder, Renaudot, ses frères et sœurs, Les familles Moussu, Cazalis, Pomier-Layrargues, ses beaux-frères et belles-sœurs, ont la douleur de faire part du décès de

M<sup>me</sup> Henri Rethoré,

Le professeur Marie-Odile Rethoré, M. et M<sup>me</sup> François Rethoré, la douleur de faire part du décès de

M<sup>me</sup> Charles RETHORÉ, née Marie-Thérèse Sabat, le 14 février 1992.

La cérémonie religieuse a eu lieu le 17 février, à Chaumont-en-Vexin (Oise).

de France Kinshasa, 23, rue de l'Hôtel-de-Ville, 60240 Chaumont-en-Vexin.

Son frère, M. et M<sup>me</sup> amis, ont la douleur de faire part du décès de

Henri RIVOALEN, le 17 février 1992.

Les obsèques ont été célébrées dans l'intimité à Villers-Vermont (Oise), le jeudi 17 février, à 14 h.

Le prieur provincial de Lyon, M. et M<sup>me</sup> amis, ont la douleur de faire part du décès de

Père Réginald de ROCQUOIS, Lyon, le mardi 17 février 1992, dans sa soixante-dixième année.

Les obsèques ont été célébrées à l'église de Saint-Nom-de-Jésus, 91, rue Tête-d'Or, Lyon-6<sup>e</sup>, le vendredi 21 février, à 14 h.

Une messe a été célébrée ultérieurement à Paris.

dominicains, 104, rue Bugaud, 69451 Lyon Cedex.

Remerciements

La Chambray-le-Tour.

Maurice Aquilon, M. et M<sup>me</sup> Maurice Aquilon, Philippe, Hélène et Tom, M. et M<sup>me</sup> amis, leurs familles, la famille Gaucher-Aquilon, M. et M<sup>me</sup> J. Avezard et leurs enfants, les fidèles de l'officiant IV D, Victor Maseran, Charles Serre et leurs familles, remercient tous ceux qui les ont réconfortés par le témoignage de leur foi lors de ce décès.

Maurice AQUILON, tiennent à exprimer, ces circonstances, leur gratitude à leurs amis de Chambray-le-Tour (Allier).

«... sur, immense, République européenne, l'Europe nous aura la parole sans frontière... l'éducation l'abrutit... la jeunesse... le sans le combat... V. Hugo.

Anniversaires

Pour le premier anniversaire du décès de

Jean AUTIN, inspecteur général finances honoraire, Jean-Autrin

Et ses descendants demandent à ceux qui l'ont connu de lui avoir une pensée de fidélité à sa mémoire et de prier pour son âme.

Il y a 50 ans, le 17 février 1936, disparaissait

Raymond COLLOMBET, ingénieur, M. et M<sup>me</sup> amis, ont la douleur de faire part du décès de

Que ceux qui l'ont connu, estimé, aimé, aient une pensée à sa mémoire et de prier pour son âme.

CARNET DU MONDE

Renseignements : 40-65-29-94 ou 40-65-29-96

Tarif : la ligne H.T.

Toutes rubriques : 98 F











Le Monde

## ARTS • SPECTACLES

## «LA GUERRE SANS NOM», UN FILM DE BERTRAND TAVERNIER ET PATRICK ROTMAN

La guerre sans nom, c'est la guerre d'Algérie. Le nom puisque aujourd'hui elle est officiellement considérée comme une simple opération de maintien de l'ordre, elle n'est que depuis trente ans un souvenir enfoui sous une épaisse couche de silence.

La Guerre sans nom, le film de Bertrand Tavernier et Patrick Rotman, n'est pas un film sur la guerre d'Algérie. Du moins pas de l'histoire événementielle. On n'y trouvera pas de chronologie des événements politiques, pas de récit des hauts et bas d'armes ni de manœuvres diplomatiques. On n'y trouve pas non plus d'Algériens. Le film est uniquement composé de témoignages contemporains, ceux qui n'ont jamais la parole, et encore moins le sujet dont ils ont du mal à parler, et dont on veut entendre parler.

Les vingt-huit «personnages» du film ont en effet été appelés et rappelés en 1954 et 1962, d'Algérie, de Tunisie, de France, de tous les lieux de la France, de Grenoble et de ses environs. Pour le statut social, l'âge, la parole, l'engagement

## Le voyage

politique, regard sur le passé, le film est divers que possible. L'écran, image officielle, «illustration», ne parasite leur présence — hormis leur visage, leurs propres photos d'amateurs prises à l'époque, ont droit de cité, — même qu'aucune «parole autorisée» (si ce n'est celle des acteurs du film) n'interfère avec leurs témoignages.

La Guerre sans nom (1) se réfère clairement au Chagrin et la Pitié : histoire racontée par ceux qui l'ont vécue, témoignages bruts et dérangeants, une géographie limitée — c'était Clermont-Ferrand dans le film — Marcel Ophüls, — longue durée (quatre heures). Pourtant le résultat est différent. Ophüls s'en prenait à un mur de silence, pieusement construit, sur le comportement des Français durant l'Occupation. Tavernier et Rotman ouvrent, une brèche dans un mur de silence. Ce qui restait de leurs témoins ne contredit rien, et d'ailleurs, ce savoir historique, n'apprend pas grand-chose. A moins d'ignorer que l'armée française a pratiqué la torture (même l'un d'eux l'a dit à la télévision), que de



Arrivée du contingent français en Algérie.

## Malaventure

PLUS de deux millions et demi de Français — appelés ou rappelés — ont participé à ce que Bertrand Tavernier et Patrick Rotman appellent «la guerre sans nom» d'Algérie. Pour certains, ce fut l'enfer, pour d'autres l'ennui surtout, pour d'autres encore, pour la première fois à leur ferme, à leur atelier, à leur quartier, la grande aventure de leur vie. Mais pour tous, ou presque, ce fut surtout une parenthèse, souvent douloureuse, mais vite refermée, hermétique et absurde, jamais oubliée.

Trente ans après les «événements», Tavernier et Rotman ont retrouvé — en grande partie grâce à Georges Mattei, figure éminente de l'opposition à la guerre d'Algérie — une trentaine de ces hommes malgré d'un des conflits les plus anachroniques. Ouvriers, commerçants, cadres, ces «seconds rôles» du conflit algérien tous originaires de la région de Grenoble, ont eu lieu en 1956 les plus importantes manifestations de l'envoi en Algérie. Et pendant les quatre heures que dure le film — plus, en fait, Tavernier et Rotman ont tourné plus de cinquante heures d'entretiens pour «apprivoiser» leurs interlocuteurs — ces hommes évoquent enfin ce passé refoulé, comme ils ne l'ont jamais fait : leur femme, leur père, leur mère, leur frère, leur sœur, leurs enfants.

Ce qui leur arrive paraît les stupéfier : pour la première fois, quelqu'un d'extérieur à leur mésaventure s'intéresse à leur période gâchée mais cruciale leur vie, qu'il fut longtemps ou qu'il fut bref, d'évoquer, sans doute parce qu'elle fut la guerre nationale — soutenue peu ou prou par la plupart des partis — qu'elle se termina en 1962. C'est à une véritable délivrance que nous assistons. Une déli-

vrance émouvante, hésitante, pudique, à la mesure de plaies et de blessures enfouies, de illusions fauchées à vingt ans, d'une joie de vivre tôt perdue dans les combats, le bêtise, les embuscades de nuit, les sinistres, les pitons inhospitaliers, les gardes interminables, le souvenir des amis ou estropiés, les regards des «regroupés» et les cris à peine étouffés des «interrogés».

A quelques exceptions près, la « guerre sans nom » a subi les appels et les rappelés. La plupart ignoraient l'Algérie, estimaient n'avoir rien à y faire, surtout les rappelés, qui avaient « déjà donné ». Les refus idéologiques, cependant, seront individuels, le parti communiste n'ayant jamais encouragé à l'insoumission, encore moins à la désertion. Tavernier et Rotman ont pourtant retrouvé l'un d'eux, contestataire, militant communiste condamné à deux ans de prison pour refus d'obéissance, c'est-à-dire de servir l'Algérie. Après avoir purgé sa peine, il résignera à partir. Il le regrette aujourd'hui. « Je n'ai pas eu le courage de désertir », dit-il simplement.

La grande majorité partira avec inquiétude, parfois curiosité, mais sans état d'âme particuliers. Beaucoup, malléables, sont formidablement isolés dans la société primitive et infantilisante qu'est l'armée : quelques-uns prennent à jeu initiatique de la guerre, beaucoup défendent tout simplement leur vie, ils savent que le FLN fait pratiquement pas de prisonniers et sont au courant des mutilations pratiquées sur les cadavres.

Sur le terrain ou dans un bureau, tous attendent « la quille » beaucoup enjolivent, mentent, dans les lettres qu'ils envoient à leurs familles, pour ne pas inquiéter « l'arrière » qui accepte trop broncher

une guerre en forme de maintien de l'ordre. Ils continueront de mentir par omission à leur retour : personne, d'ailleurs, leur posera trop de questions. La guerre d'Algérie n'a rien à voir, de point de vue, avec celle du Vietnam, vécue par tous en direct, à la télévision. Elle fut au contraire différée, censurée au montage. Elle fut au contraire différée, censurée au montage. Elle fut au contraire différée, censurée au montage.

Les exceptions, dans la galerie de portraits exposés par Tavernier et Rotman, sont bien sûr quelques sous-lieutenants. « Plutôt Algérie française » à l'époque et dont l'un confesse, avec le regret, n'avoir jamais, depuis, disposé d'un tel pouvoir alors qu'un autre reconnaît sans problème que c'est en Algérie qu'il a pris conscience de sa vocation de « cadre ». Car le pouvoir, plus que l'idéologie, est le cœur de la participation active de ces hommes à la guerre. Mais quel pouvoir ? Celui, bien sûr, de paraître, de commander une trentaine d'hommes, mais aussi, parfois, celui de « régner » sur un village, d'humilier celui qui n'est jamais vraiment dit, les « témoins » du film affirmant n'avoir jamais torturé — de donner à recevoir le mort.

La satisfaction du travail bien fait peut être une autre clé de l'acceptation de la guerre : c'est à cet officier du génie, responsable du bon fonctionnement du barrage électrifié destiné à éviter les infiltrations de « feds » à partir du Maroc qui évoque son expérience, diapositives et commentaires techniques à l'appui, comme s'il s'agissait de rendre compte d'un projet en entreprise.

JACQUES AMALRIC  
Lire la suite page 26

## ET PATRICK ROTMAN

Gaule s'est réuni ou que les harkis ont pour la plupart été abandonnés à un sort funeste par le départ des troupes, on n'y trouve guère de révélations, même si on y trouve des choses assez bonnes à dire, à répéter.

On y trouve, en revanche, bien d'autres choses, au moins aussi nécessaires. Des gens, d'abord, des gens d'aujourd'hui, des regards, des gestes, des mots qui eux non plus n'ont guère droit de cité dans les grands écrans. Regards, gestes, dans lesquels reparaissent ceux d'il y a trente ans plus. Dans le télescopage, la peur, l'ennui, les regrets, les bons souvenirs aussi, deviennent palpables. Ils laissent entrevoir l'incompréhensible : être expédié, à vingt ans, dans une guerre dont on n'a rien à faire.

Approcher ce que fut cette expérience, éprouvée par une génération entière de Français, c'est aussi renouer le fil cassé de l'histoire dont aujourd'hui le produit. Et dénoncer l'irresponsabilité coupable de ceux qui, depuis, ont voulu faire comme si « ça » n'avait eu lieu. Ainsi, dans l'émotion, l'attention, la colère, le sourire parfois, le film

## de la mémoire

remplit un très nécessaire devoir civique. L'usage veut qu'on associe désormais document et télévision.

Mais le petit écran beaucoup d'indices — un objet dans le coin d'un appartement, un détail vestimentaire, le coup d'œil d'un témoin à sa femme — risquent de disparaître. La longue durée du film permet la revanche de s'embarquer avec les protagonistes. Prévu pour être diffusé sur Canal Plus après sortie sur grand écran, la Guerre sans nom ne sera jamais aussi bien que dans une salle. Il faut le grand écran pour être embarqué dans ce voyage de la mémoire.

JEAN-MICHEL FRODON

(1) Le même film, le Seuil publie un livre qui reprend de façon plus exhaustive et plus descriptive le témoignage, et raconte les conditions du tournage : la Guerre sans nom, les appelés d'Algérie 54-62 de Patrick Rotman et Bertrand Tavernier, 306 pages, 110 F.

**MUSIQUE** 27  
Cheb Khaled, des faubourgs d'Oran aux portes du monde  
**PHOTO** 28  
L'adolescence et la drogue dans l'objectif de Larry Clark  
Lire pages 29 à 33 la sélection des rendez-vous de la semaine.

Retrospective  
au Grand Palais  
22 février - 1<sup>er</sup> juin 1992  
**Toulouse-Lautrec**  
**Réservation**  
3615 Lautrec  
(1) 44 01 38 44  
Fnac  
Musée & Compagnie  
rue de la Harpe 75001 Paris  
Pour offrir de meilleures conditions de visite, la Réunion des musées nationaux propose une possibilité de réservation. Pour accéder à l'exposition sans attente, réservez dès à présent.  
Exposition réalisée avec le concours de  
Réunion des Musées Nationaux Kyrusza Baglin-Soy



ENTRETIEN AVEC BERTRAND TAVERNIER ET PATRICK ROTMAN

## Chape de plomb, paroles d'or

Patrick Rotman a notamment publié *Porteurs de valises*, consacré aux réseaux de soutien français au FLN, *Génération et Tu vois je n'ai pas oublié*. Outre son œuvre de fiction, Bertrand Tavernier s'était déjà frotté au documentaire avec *Mississippi Blues* et *Lyon, le regard intérieur*. La Guerre sans nom, investigation fond et film part entière, né de la collaboration entre le spécialiste des grandes enquêtes et le cinéaste.

— Pourquoi dure-t-il quatre heures ?

— PATRICK ROTMAN : Pour qu'il ait un sens, il fallait que cette parole ait le temps de s'élaborer, de s'exprimer, que les personnages aient le temps de s'installer. Dès que nous avons commencé à tourner, nous avons été frappés par l'extraordinaire qualité des témoignages, l'intensité, l'émotion, la précision de la mémoire, le travail qui a été fait dans la tête... Cette lente introspection, cette maturation, ce travail sur eux-mêmes, qu'effectuaient les témoins devait être visible. Très vite, les personnages ont pris le pas sur la chronologie.

— BERTRAND TAVERNIER : La production s'est inquiétée de cette longueur du film : c'est grâce à René Bonnel, de Canal Plus, qu'il a pu exister ainsi. Sans Canal Plus, ce projet de Patrick, qui dormait sur des étagères depuis deux ans, y serait toujours.

— Vous avez rencontré des témoins ?

— B. T. : Seulement en fonction de l'intérêt de leur témoignage. Nous n'avons pas cherché à établir un échantillon systématique des opinions, des lieux d'affectation, des périodes de présence en Algérie. Il nous trouve qu'au bout du compte l'ensemble donne une image assez fidèle de ce qu'a été la guerre du contingent. Il n'y a rien sur les villes, ce n'est pas étonnant parce que, à part Alger, où la bataille a été menée par les paras, la guerre ne s'est pas faite dans les villes. Le sujet, c'était : qu'est-ce que c'est que partir à la guerre à vingt ans ?

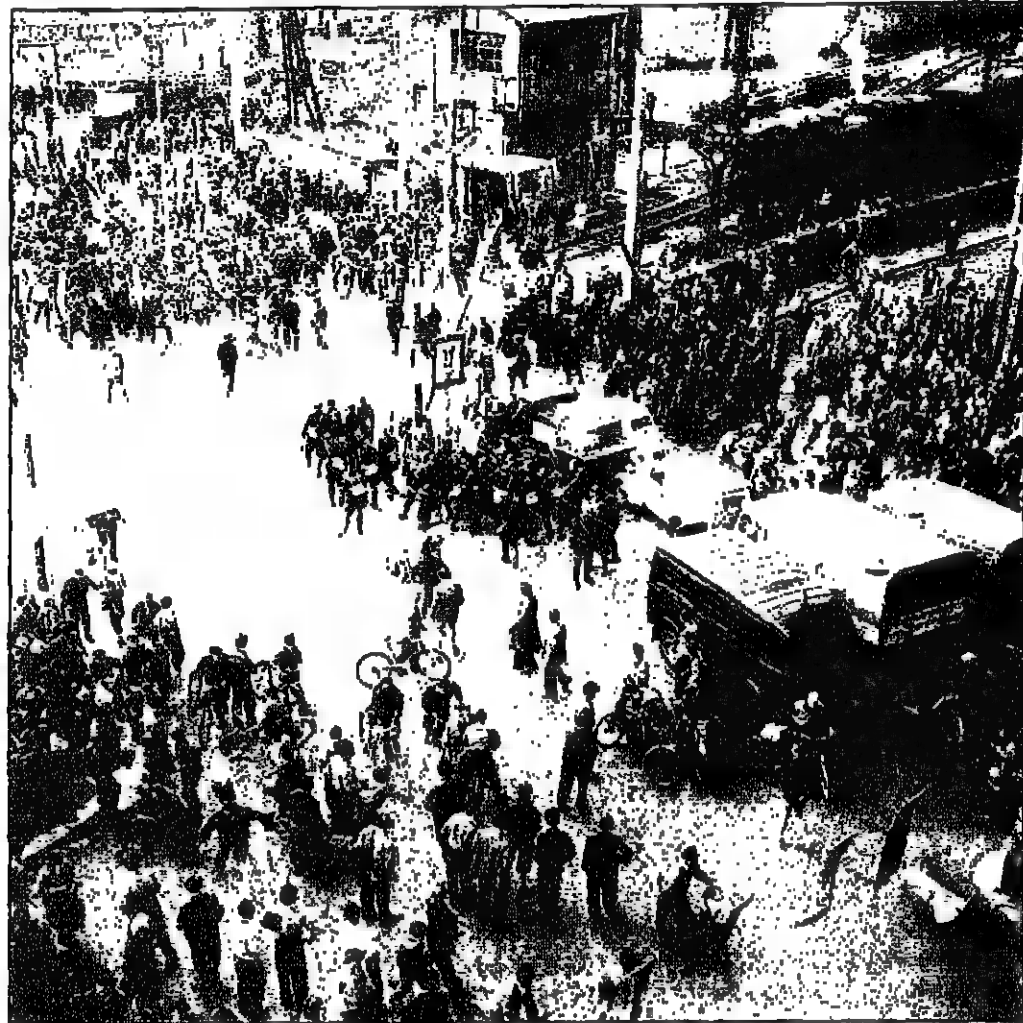
— Pourquoi êtes-vous allés filmer des paysages en Algérie ?

— B. T. : J'avais été frappé par la manière dont nos interlocuteurs parlaient de l'impression de solitude, de l'absence de contacts avec les gens. En filmant ces paysages, j'étais un peu dans la même position qu'eux, un train de découvrir un pays qu'ils ne connaissaient pas. On était surpris par la végétation, la couleur du ciel. Mais il m'a semblé que filmer des Algériens, ça place, aurait trahi cette impression de solitude et aurait été une dramatisation artificielle.

— Pendant le tournage du film, y a-t-il eu des formes d'hostilité, des tensions dans les rues ?

— B. T. : De la part de l'armée régulière. Un général de Grenoble a refusé l'autorisation de tourner dans son département. Il nous a demandé par quatre officiers. Il a refusé avec la volonté de montrer qu'il refusait, il nous a pas parlé au téléphone, il n'a pas voulu nous recevoir. Et un témoin s'est défilé : il avait une fonction plus officielle à la mairie de Grenoble et a dû, à un moment ou à un autre, être mêlé à l'OAS.

— Mais qui nous a le plus marqués, ce ne sont pas les obstacles mineurs, c'est l'indifférence du côté des politiques. Pendant le tournage à Grenoble, Alain Carignon ne s'est même pas déplacé, alors que, lorsque je tourne un film sur le Moyen Âge, tous les conseillers municipaux débarquent sur le plateau. Nous avons invité tous les hommes politiques des projections : à ce jour, seul Pierre Joxe est venu. Alors que pratiquement toute la génération des dirigeants socialistes actuels s'est formée durant cette période. Et il n'y a pas eu plus d'empressement à droite. Aucun intérêt non plus, à ce jour, du côté des chaînes de télévision. Nous avons invité Hervé Bourges, j'attends toujours sa réponse.



Manifestation contre le départ d'un train d'appelés, Grenoble, 18 mai 1966.

— Le contraste entre cette manifestation et le récit de parler de vos trinités est frappant.

— B. T. : Ils éprouvent un terrible ressentiment contre la manière dont on a jeté une chape de plomb sur ce bout d'Histoire. Je pense qu'une grave fêlure dans la société française provient de là.

— P. R. : Une honteuse, on la tourne sur son arache. Alors que deux millions et demi de jeunes Français ont vécu cette expérience. Le film cherche à faire surgir une parole, pas à dénoncer. Les témoins, y compris ceux qui savaient que nous sommes catalogués à gauche et qui avaient une certaine réticence — ils nous l'ont dit après — ont quand même joué le jeu formidablement. Les photos, leurs témoignages, ils nous ont mis à notre disposition. Il s'est créé d'extraordinaires relations de confiance, nous avons reçu une hospitalité étonnante. De ce côté, nous avons tout fait pour que le film soit leur, en répétant que le plateau leur restait ouvert s'ils voulaient revenir, s'ils avaient oublié quelque chose, qu'on les accueillait toujours.

— Vous avez beaucoup parlé avec eux de la fin du film ?

— P. R. : Georges Mattéi a effectué le travail de recherche, il a parlé avec eux. Je les ai presque tous avant, à part quelques-uns qui sont venus pendant le tournage. J'avais des repères. Mais il fallait garder intact ce qu'ils avaient à dire, pour le moment où ça passerait devant la caméra. On ne fait pas deux fois un récit comme celui de Serge Puygrenier, par exemple. Je savais qu'il avait perdu sa jambe, mais je ne savais pas que c'était un autre de nos témoins, Bruno Enrietti, qui lui avait sauvé la vie. Des choses apparaissent, la durée. De même, nous étions complètement surpris par le témoignage inopiné du frère Noël Trouilloud, Jean, lorsqu'il parle du village où le RIMA a passé. Il en parle de manière très naturelle : « Il n'y avait plus rien, plus aucune vie. Même pas un chien. La population a été mitraillée. Le RIMA n'avait pas de pardon. » Il est le dit

pas pour avoir l'air intéressant, mais pour lui-même à vu quelque chose de terrifiant.

— B. T. : Il ne soupçonnait même pas que ça puisse être intéressant. Cette histoire est venue au bout de deux ou trois heures d'entretiens. On avait l'impression que la parole avait été congelée et qu'elle ressortait comme ça, plus tard. On avait l'impression que ça leur était arrivé la veille.

— Beaucoup de gens parlent de la torture, témoignage de existence, mais sans avouer l'avoir pratiquée.

— B. T. : Seul Jacques Bec a avoué torturer.

— P. R. : Sur la torture, le film est très clair. Si la quasi-totalité des vingt-huit témoins en ont connaissance de manière proche, c'est qu'elle a été généralisée. Ils savaient tous que ça existait. Le deuxième point, c'est que on n'était pas une pratique réservée à un contingent. En 1957, il y avait des endroits spécialisés pour faire genre de choses, les DOP (dispositifs opérationnels de protection). Ce qui ne veut pas dire qu'il n'y avait pas de coups, de mauvais traitements — sans parler des prisonniers achevés, fait évoqué par un témoin — pratiqués naturellement. Mais, une fois encore, on n'a pas cherché à faire quelque chose d'un peu sensationnel ou à poser le film sur cette question.

— B. T. : Il y a un moment où la caméra ne ment pas. Sur les témoignages très longs, qui ne sont pas manipulés, on voit si les gens disent vrai ou pas. Comme le déclare formidablement l'un des témoins, Alain Beuf, une partie de ceux qui torturaient n'avaient même pas conscience qu'ils faisaient quelque chose de mal ; donc ils ne viendraient pas témoigner, même si on leur demandait. Parce qu'ils n'ont rien à dire. Ils parlent volontaires, qui vivaient une pratique et qui il était impossible d'expliquer quoi que ce soit. Je pense que même si l'on trouvait un témoignage serait intéressant.

— P. R. : Alors que lui, Beuf, lorsqu'il a ouvert une porte et qu'il a vu ça, ce que lui a fait... Son visage lorsqu'il se remémore la scène, il y a une espèce de silence...

— B. T. : Patrick et moi nous sommes jamais dit

qu'il faudrait qu'on cherche davantage pour trouver un type qui dise : Je l'ai fait, j'ai foutu des électrodes... Il nous semblait évident que ça qu'on avait suffi. Tout le monde se contond nous parlons : la solitude, la peur, le déracinement, l'ennui, le fait que les gens ne soient pas pris en charge, explique mieux la situation qu'un qui viendrait dire : J'ai fait comme ça.

— Il y a aussi eu des morts parmi les harkis.

— B. T. : On n'en a pas entendu parler. J'ai vu que le film finirait ainsi, après être parti de la grande manifestation contre le départ en Algérie du 18 mai 1956 à Grenoble. Ces troubles psychiques ne sont absolument pas pris en compte dans le film qu'il n'existe aucun dossier de morts parmi les harkis.

— P. R. : Pour le seul hôpital psychiatrique de l'Ain où nous sommes allés, on a vu que des dizaines de types y étaient passés. Si l'on faisait une enquête minutieuse, on verrait qu'il y a des milliers de Français. Personne ne le sait. Alors qu'à l'étranger, on connaît l'analyse du trauma de guerre à la fois. Les Américains ont effectué des études épidémiologiques très poussées, en particulier après le Vietnam.

— B. T. : Les harkis d'Algérie ne pouvaient avoir subi un choc de guerre, puisqu'il n'y a pas eu de guerre... En France, les règles étaient incroyables : quand qu'il y ait un traumatisme, il fallait le déclarer dans les trois jours qui suivaient le retour.

— P. R. : Alors que les troubles psychiatriques peuvent se déclarer beaucoup plus tard.

— B. T. : Il y a beaucoup de gens qui n'appartiennent pas à un milieu où on a l'habitude d'aller voir le psychiatre. Ils n'ont pas forcément un accès à la porte d'entrée de leur village. Le film a permis de rendre cette situation plus visible, qui est un problème de société. C'est son seul message, un message que nous n'avons pas sollicité, il est venu naturellement. La plupart des moments où les gens explosent là-dessus, ils ne répondent même pas à nos questions. C'est quelque chose qui est sourd.

— On n'attendait pas d'hommes de gauche comme vous qu'ils parlent de la cause des anciens combattants d'Algérie.

— B. T. : Nous dénonçons un état de fait qui place des citoyens dans un état d'incertitude face à la loi. Un militaire de carrière blessé n'est pas traité comme un appelé blessé.

— P. R. : Les appels touchent une pension « hors guerre ». Ils sont privés de leur lit ? C'est la marque du tabou, un secret, une irresponsabilité qui a été dommageable pour l'évolution de la société française depuis.

— Avez-vous découvert, au cours des entretiens, des racines du racisme qui est une composante de cette société, aujourd'hui ?

— P. R. : Rien ne donne à penser que ces gens-là fourniraient des bataillons pour des racistes actuelles. Il y a bien sûr une frange qui en est restée à 1962, réunie dans des lieux clairement marqués à droite, représentés par Jean Bollon, le président de la section grenobloise de l'Union nationale des combattants. Mais c'est tout. Jacques Bec, sous-lieutenant d'un commando de chasse dans les paras, qui un dur, n'a pas une raciste à propos des Arabes. Robert André, lui aussi lieutenant parachutiste à l'époque, la question (qui n'est pas dans le montage final du film) : « Qu'est-ce qui vous a le plus marqué dans la guerre ? », répond : « J'en ai eu une méfiance absolue pour les médias et les hommes politiques. Je n'ai jamais vu je n'ai jamais réussi à me situer politiquement. Mais si je voyais un jour une bande d'imbéciles taper sur un Arabe, j'espère avoir le courage de m'interposer. »

— B. T. : Ce sont les clichés et les idées reçues faites, entretenues par la part d'autre après la guerre d'Algérie, qui ont alimenté les dérives. Le film ne fait que ça, il en revient à ce que Orwell a dit : « La première révolutionnaire, c'est la dire : 2 et 2 font 4. » Jusqu'à présent, personne ne faisait l'addition, 2 et 2, on ne pouvait pas l'oublier, ça faisait. Il ne fallait surtout pas le demander.

Propos recueillis par  
JEAN-MICHEL FRODON



Devant une mechta du casernement. Ain Terzine, avril 1960.

## Malaventure

Suite de la page 25

La plupart loin des Algériens, perçus comme une abstraction, même elle peut être mortelle. Sauf le médecin, qui s'est occupé d'un camp de regroupement à la frontière marocaine qui ne peut pas retenir ses larmes lorsqu'il évoque le passage des consignes à l'ALN, en 1962, ou des sous-lieutenants qui ont été chargés des SAS ou de harkis. La haine de de Gaulle toujours aussi vive chez ces derniers, d'avoir été trompés mais aussi d'avoir trompé tant de harkis qui allaient être massacrés par milliers, après le cessez-le-feu du 19 mars 1962, puisque la France avait refusé d'accorder l'asile à leurs familles.

Autres absents du tableau : les pieds-noirs, dont certains appelés ont une vision caricaturale dont

sous-lieutenants se méfient a posteriori, qu'ils cherchaient à marier leurs filles.

Tavernier et Rotman ont choisi de ne pas interroger leurs interlocuteurs sur la perception qu'ils ont de l'Algérie d'aujourd'hui. On peut le regretter, le temps ayant été sans pitié avec l'aspect surréaliste d'une Algérie qui aurait été française. Mais peut-être la plupart, consciemment ou non, ne voulaient-ils plus ou ne pouvaient-ils plus entendre parler de l'Algérie présente. Comme s'ils portaient en eux cette vieille Algérie algérienne, leurs vingt ans, juste une malaventure dont ils ont été, aussi, les victimes consentantes et contraintes.

JACQUES AMALRIC.



MUSIQUE

RENCONTRE AVEC CHEB KHALED, REBELLE DU RAÏ ALGÉRIEN

# Vin, accordéon, joie et rage

Khaled Hadj-Brahim, dit Cheb Khaled, s'est fait une réputation, pas tout à fait imméritée, de mauvais garçon du raï. Populaire en Algérie depuis la fin des années 70, il a été présenté au public français par le producteur Martin Meissonnier en 1985. Longtemps après ses concurrents, Cheb Mami ou Cheb Kader, Cheb Khaled vient d'enregistrer pour une « major », Barclay, *Khaled*, un album produit aux normes du marché international. Cheb Khaled raconte le chemin qui l'a mené de Sidi el-Houari, l'ancien quartier espagnol d'Oran, au Who's Who de la world music.

« Avez-vous entièrement enregistré votre disque à Los Angeles ?  
- Non, la maquette avait été préparée ici, j'ai fait cinq titres. Don Was [producteur américain, qui a travaillé avec Dylan, Bonnie Raitt et un autre groupe. Was Was Was] à Los Angeles a sept titres. Michael Brooks [producteur britannique de Youssou N'Dour] a studio ICP à Bruxelles.  
- Avez-vous travaillé avec des musiciens américains ?  
- Les deux. J'ai pris avec moi deux personnes, l'organiste et le joueur de percussion orientale, la derbouka. Là-bas, en Californie, quand j'ai eu besoin d'une section de cuivres, j'ai pris des Californiens. Sinon, c'est moi qui jouais ou mon organiste.  
- De quoi jouez-vous ?  
- De tout. Mais mon instrument, c'est l'accordéon. Je l'ai appris à l'école de la rue. De naissance. D'abord, je suis mis à la guitare, puis à l'harmo-

nica, puis à la flûte. J'ai touché à la trompette, mais j'ai arrêté d'en jouer parce que j'avais une otite.  
- Où est-ce que vous étiez ?  
- Chez moi, dans le quartier à Oran. J'étais tout petit. Dans le temps, quand les gens étaient les mariages, il y avait le violon, l'accordéon, la derbouka, mais pas de trucs électroniques. Et l'accordéon donnait un son typique, oriental. C'est original, c'est beau.  
- Les Américains avec qui vous avez travaillé connaissent-ils le raï, la musique orientale ?  
- Le raï, oui. Et la musique arabe. Il y avait pas mal de gens qui avaient des disques d'Oum Kalsoum. J'ai même trouvé un disque là-bas. Don Was avait écouté du raï. Stevie Wonder en 1984, qui a dit dans *People* qu'il s'y intéressait. Tout le monde veut faire autre chose. C'est bien de faire des recherches sur la musique, d'écouter toutes les mélodies. Moi, quand j'étais jeune, j'écoutais tout.  
- Qu'est-ce que vous écoutez ?  
- Tout. Des fois, je n'aime pas, des fois, j'aime, mais j'écoute. En Algérie, c'était Adamo, quand j'étais gosse. C'était aussi Elvis, tout le monde s'était fait la coupe d'Elvis, même mes oncles. J'aime bien Piaf, j'ai tout chez moi. Dans le domaine de la musique orientale, Oum Kalsoum, Farid El Atrache.  
- Pourquoi avez-vous mis une chanson en français. Ne m'en parlez pas, est-ce que ?  
- Quand j'étais jeune, je chantais dans les cabarets. J'étais mineur, j'ai débuté en 1977-1978. Je rentrais en douce. Dans le temps, dans les cabarets en Algérie, il y avait toujours un groupe occidental qui jouait des chansons américaines, françaises. Et j'aimais chanter en français.  
- Après les mariages, les cabarets, vous vous êtes mis à faire des cassettes...  
- J'ai enregistré mon premier 45 tours en Algérie, avec un petit Grundig deux pistes. C'était en 1974, j'avais quatorze ans, c'était ma première expérience. Tout le monde a aimé, parce que c'était nouveau. La génération d'avant, celle de Bellamou,



mettait des cuivres. Moi, j'ai mis l'accordéon, le violon, le luth, tous les instruments traditionnels.

« Maintenant, en Algérie, il y a des tables de mixage. Mais dans le temps, non. Je travaillais dans une petite pièce, avec deux petits micros et mon deux-pistes. J'avais un violoniste à côté de moi. J'avais peur qu'il m'embourne avec son archet. Et ce premier disque, *La Route du lycée*, tu l'écoutes, il est génial. Les paroles, c'est : « La route du lycée, une montée qui fatigue ». J'habitais à 2 ou 3 kilomètres du lycée, c'était facile d'y arriver, mais il y avait une montée de deux cents mètres et, là, je me fatiguais.

- A quel moment-là, que faisiez-vous ?  
- Sur mon bulletin, j'avais de bonnes notes et beaucoup d'absences.  
- Votre famille était-elle contente de vous savoir musicien ?  
- Ah ! Mon père m'a tué. Ce n'était pas du tout une famille de musiciens. Il était flic. Mais il m'a appris plein de choses : l'électricité, la mécanique, la plomberie. En même temps, il m'emménageait pêcher avec lui, on allait à la mer, c'était super. Et puis, quand un disque sortait au bled et que mon père allait au travail, tout le monde l'appelait, pour lui dire « Ton fils est génial ». Il a compris, maintenant il est fier. J'ai tracé ma vie tout seul. Quand on a quelque chose dans le sang, on ne peut pas reculer.  
- Quelle était la place du raï, à vos débuts ?  
- Je combattais pour cette musique, qui ne passait pas dans les médias. Je ne faisais que des mariages et du cabaret. Après, en 1983, quand je suis passé pour la première fois à la télévision, il y a eu une grande demande de la part des jeunes. La première fois que j'ai chanté sur scène devant un grand public, c'était pour le premier festival de raï à Oran. Ensuite, c'est parti.  
- Pourquoi le raï « passait » difficilement à cette époque...  
- On affirme que les Oranais disent des gros mots. Le raï, c'était la musique bordélique. Il ne fallait pas parler de l'alcool, du sexe, il fallait pas dire « aimer ». Et puis, chez nous, il y a trop de dialectes. Si je dis « amour » en oranais, ce sera grossier pour les gens du Sud ou de l'Est. Quand nous, les Oranais, on dit *shirra*, on parle d'une fille ; pour les Algérois, c'est un *shirra* de haschich, ce n'est pas la même chose. A force, ils ont compris.  
- Vous jouiez dans quelles conditions ?  
- C'était facile de trouver des instruments, mais il n'y avait pas de technique. Les haut-parleurs étaient branchés sur des batteries de voiture, il fallait toujours avoir de l'acide avec soi, la recharger... Quand je suis revenu à Oran, dernièrement, ça fai-

sait quatre fois que je n'y étais pas allé ; des copains m'ont invité dans une boîte. Il y avait une sono ! Une catastrophe. On n'écoutait pas le chanteur, on écoutait la catastrophe. Je suis monté sur scène, j'ai chanté aussi, pour ne pas oublier, c'était génial.

- Pourquoi êtes-vous resté quatre ans loin de l'Algérie ?  
- Je voulais faire connaître la musique raï au niveau international, et j'avais un problème militaire. Ce n'était pas le moment de faire mes deux ans. J'en ai profité pour monter la musique raï, après... Mes deux ans, que je les fasse, c'était une obligation.  
- Mais vous ne les avez pas faits ?  
- Non, j'ai eu ma carte de dispense. Deux ans, c'est la gâterie.  
- Le raï avait-il beaucoup changé ?  
- Je ne sais pas. Je n'ai pas retrouvé l'ambiance que j'avais laissée. Les gens là, ils ne foutent rien. Il y a beaucoup de chômage.  
- Et si le FIS arrivait au pouvoir ?  
- Ce serait la catastrophe. C'est un pays de jeunes, c'est un beau pays. Ils sont comme des oiseaux, là-bas, il ne faut pas les enfermer. Le FIS, c'est l'Iran. Plus de musique, plus de culture. Même plus de sport...  
- A Oran, le FIS a gagné la mairie. Comment se passe pour les musiciens ?  
- On peut encore jouer de la musique, enregistrer, vendre des cassettes. Mais le Festival de raï a été interdit. Dans les salles privées on pour un mariage, on peut jouer. Mais pas question de donner un grand concert comme j'en faisais dans le temps, par exemple au Régent Cinéma ou au Théâtre.

[Djellali, le manager de Cheb Khaled intervient : « A Nanterre, dans la banlieue de Paris, le FIS a balancé du gaz en plein concert. C'était le septembre dernier. »]

- Quand avez-vous commencé à venir en France ?  
- En 1986, j'ai participé à un premier festival à la maison de la culture de Bobigny. J'ai enregistré mon premier disque, *Kutché* [avec le saxophoniste Saby Boutella]. C'était le passage à l'professionnalisme.

- Combien avez-vous enregistré de disques ?  
- Actuellement, j'ai quatre cent soixante-deux titres déposés à la SACEM, mais c'est le deuxième vrai disque. C'est le travail Barbes. [Avant de signer avec Barclay, Cheb Khaled a dû batailler ferme pour se débarrasser de ses « contrats Barbes » qui l'obligeaient à fournir plusieurs cassettes inédites par an. Du coup, de très nombreux « albums » de Cheb Khaled, produits dans des conditions plus ou moins professionnelles, sont en circulation.] Au temps des cassettes en Algérie, je rentrais en studio, je prenais une bouteille de vin, je terminais le mixage dans la journée. Le plus souvent, j'improvisais les paroles.  
- De quoi parlez-vous dans vos chansons ?  
- De tout : de la vie sociale, de ce qui se passe, surtout de l'amour. La chanson raï, c'est la gaieté, l'amour. Et l'alcool, la fiesta. Il y avait une mélodie d'Ildir [sur le malaise de la jeunesse algérienne] qui s'appelait *El Harba Wine*. Je l'ai enregistrée en 1988, au moment des émeutes. Le titre veut dire *Fuir, mais où ?* Le disque est sorti deux jours avant les émeutes, c'est devenu un hymne. J'ai même une chanson, le Prophète. Pas de problème, j'ai tout !  
- Le 14 juillet 1991, à New-York, pour le concert d'été à Central Park, vous avez représenté la France...

- Je suis né sous le drapeau français. Je suis né en 1960. Ma marraine, qui m'a prénommé Khaled, est une Française. C'est naturel. J'ai eu le Prix du meilleur spectacle francophone à Québec.  
- Votre disque « sort » en Israël...  
- Pendant une interview, à Alger, on m'a dit que j'allais finir par être invité en Israël. J'ai dit que j'irais, si ça se produisait. Don Was a fait rencontrer Oïra Haza [chanteuse israélienne d'origine yéménite]. Mon bassiste est juif, c'est un jeune juif d'Algérie, il s'appelle Maurice Zemmour. Il y a des Arabes avec moi, des Français, un Auvergnat. Les juifs, c'est les cousins Arabes.

Propos recueillis par VÉRONIQUE MORTAIGNE et THOMAS SOTINEL

## La voix du peuple

Les racines possibles du mot raï, au ray, renouent l'idée de l'opinion et d'individualité. Sorti de la nuit des temps, dérivé de la poésie pré-islamique pour certains, pure création de l'Ouest algérien du début du vingtième siècle pour d'autres, le raï est avant tout une philosophie musicale, une nécessité de l'improvisation. Parmi les titres raï, *Ya raï*, en association avec des mots comme *de l'effort* (« *ma ma choyra* »), *ma ya umri* (« *oh ! ma ma* »), *servira*, *servira* le *chahachou* Ben Masoud, de refrain, de l'effort, sorte de peffatif utile au poète en mal d'inspiration. « De là apparaît l'appellation du genre musical raï... qui se caractérise par une sorte de bricolage improvisé mêlant la poésie et le musical, d'un genre jalonné d'emprunts, de citations, de références par sa permanente marginalisation » (1).

Marginal, le raï l'est par nature puisque'il exotisme en principe la métaphore, figure-clé de la poésie arabe. « Le raï profère les interdictions, utilise le langage ordinaire, non épuré, d'où l'exposition de certains concrétes. » Des deux branches du raï qui émergent au début du siècle - d'une part, la poésie raï dans les milieux religieux ou les des raï par les cheikhs ; d'autre part, la poésie érotique et lyrique improvisées par les bergers, - le pop-raï urbain retiendra la deuxième. Dès les années 30, les cafés-concerts, les cafés maures et les maisons de raï résonnent de ces chansons raï pures empruntées aux mariages paysans. Oran, ville de tous les mélanges, fondée en 903 par des musulmans andalous, fortifiée par des Espagnols, et repaire de pirates, s'est enrichie suffisamment pour en faire un lieu de culture.

Les chanteurs jouent du raï (flûte), du raï (chahachou) du raï (tambours à cymbales) ou du raï (tambour cylindrique et raï raï raï). Mais le raï va bientôt s'inspirer des chanteurs du wah-rân (la musique populaire moderne oranais) : Belaloui Al Houari, Ahmed Sabar, qui ont écouté, au cinéma, les Egyptiens Farid El Atrache, Tiam

Kaboum, Abdelhelim Hafez... Luth, violon, guitare et derbouka rejoignent alors les rangs. Oran regorge d'orchestres : andalous, juifs, espagnols, français. Le raï embarque pour des horizons étrangers.

Avant le raï, la grande Cheikha Rimi Rizi-niya, née à Relizane, qui a travaillé comme dans une cabaret, devient star absolue. Féminisme, grivoiserie, double sens : Rimi (de « Remettez-moi ça »), compositrice, chanteuse, le raï est aussi affaire de femmes, et de l'indépendance nationale. Une raïque, timbre grave, parole incantatoire : la légende du raï sulfureux est née. En 1950, le chanteur Belkacem Ben Bouteldja remplace le raï (clarinette double) que la tradition raï parfois par un accordéon au son voisin. Plus tard, Bouteldja, avec l'accordéon, adaptera son accordéon aux exigences du mode traditionnel (échelle au quart de ton). A la même époque, le trompettiste Mohammed Bellamou, musicien de cabaret, de jazz, du rock naissant et de cha-cha-cha, amène le saxophone. Avec Bouteldja, il créera en 1974, à l'occasion de la sortie d'un disque commun, le terme de pop-raï : les rythmes s'accroissent, le niveau monte, les timbres de raï aussi, et la raï se caractérise par les jeunes « Cheb » : Cheb Khaled l'Oranais rebelle, Cheb Kader le Marseillais du Mulhouse, Cheb Mami le même timide, des adeptes du synthétiseur, du raï du reggae, du rock et des bergers.

V. Mo.

(1) « La musique algérienne et la question raï », la revue musicale, numéro triple 418-420, juin 1991.

Discographie : le Monde du raï, compilation, 1 CD 82428, distribué par Adès. Cheb Mami, *Le raï*, 1 CD Silver 015. Cheb Kader, *Le raï*, 1 CD Silver 015. Cheb Khaled et Saby Boutella, *Kutché*, 1 CD Zone Music 930101. Cheb Khaled et Saby Boutella, *Rebels*, 1 CD EMI Music 930101, distribué par Virgin.

UN FILM DE CLAUDE CHABROL  
**CHABROL**  
MARIE TRINTIGNANT

*Betty*

D'APRÈS LE ROMAN DE SIMENON  
**SIMENON**  
STÉPHANE AUDRAN



# PHOTO

LARRY CLARK, ADOLESCENCE ET DROGUE

## La poudre aux yeux

Exposé pour la première fois à Paris, l'Américain Larry Clark, le chef de file d'une photo autobiographique. L'adolescence meurtrie est l'obsession de ce père de famille assagi. Avec pour toile de fond : la drogue, l'alcool, le sexe, le voyage, la violence et la prison.

VIVRE que l'on photographie. Photographier que l'on vit. A l'aube des années 60, l'Américain Larry Clark a été le premier à appliquer strictement cette formule, donnant une œuvre aussi mouvementée et chaotique que son parcours, entamé dans l'Amérique du *Flower Power*. Il suffit de lire la trentaine de livres denses qui concluent son second livre, *Teenage Lust* (« Désirs d'adolescence », 1984), singulière autobiographie où les images qui reviennent le plus souvent sont *fuck*, drogue, alcool, violence, adolescence et dont l'image de couverture indique la place que l'auteur s'est fixée : à première vue, un couple nu, tendrement enlacé à l'arrière d'une voiture ; à seconde vue, la femme tient tout aussi tendrement le corps de son amant, entre ses doigts recroquevillés. Larry Clark est dans la voiture bien sûr, à la place du chauffeur, aux premières loges, voyeurisme aucun, sans que le couple ne trouve rien à redire, preuve que la promiscuité du photographe et d'une évidence renversante.

Dans *Teenage Lust*, Larry Clark raconte sa grand-mère écrasée par une voiture : son père qui ne lui a plus jamais parlé, la parole depuis ses douze ans, première expérience aux amphétamines à seize ans, le FBI qui le traquait pour des histoires de drogue : une copine indienne Vicki qui se prostituait avec des médecins pour obtenir la *dope* ; les filles qui l'entretenaient qu'il mettait dans son lit ; un chien Tantric, qui le suivait partout ; le tequila qu'il ingurgitait sans cesse ; des poursuites pour conduite en état d'ivresse ; l'ami Jack, mort devant ses yeux ; dix-neuf mois passés en prison ; ses amis disparus, Jack Johnson, Danny Seymour, Billy Mann...

Et la photographie ? Larry Clark est né dedans pour ne plus sortir, mais il en parle comme il parle de ses multiples aventures. Né à Tulsa en 1943 (Oklahoma), le gamin Larry a pour mère photographe

d'enfants, qui faisait du porte à porte pour tirer le portrait des chérubins de la ville. Pour attendre les clients, son fils l'accompagnait, petit appareil sur le ventre. A vingt ans, son dernier lui donnera un coup de main : « Je faisais des photos de bébés pour les parents le matin, je me droguais avec mes copains l'après-midi tout en prenant mes images. » Et il précisa : « Toutes mes photos ont été prises sous l'influence de la drogue. Sans elle, je n'aurais pas pu vivre ce que j'ai vécu. »

Sans la drogue, Larry Clark n'aurait pu raconter l'histoire des teenagers dont il faisait partie, qui ressemblaient étrangement aux bouquins qu'il dévorait, enfant. Clark voulait d'abord écrire, mais il n'était pas écrivain. « J'ai alors photographié la personne n'avait fait jusqu'à : l'histoire de celle de mes proches. C'était naturel : j'avais toujours mon appareil autour du cou. Les amis disaient : « C'est Larry avec son appareil. » Comme une mère qui embellissait les enfants pour être mieux payée, je vou-

lais que mes copains aient de la gueule, je leur traçais tout le temps des clichés que je punaisais partout les murs de la police déchirait. Mais ce n'était pas une belle vie de boulingueur ; c'était dur. Comme cette mère qui a pris du speed pour accoucher plus facilement : son bébé est né treize jours plus tard. Nous étions tous à la drogue, quatorze-quinze ans. La plupart des filles se prostituaient, nous nous amis nous droguions. Et si je suis encore en vie, je le dois à la photo, même si ça semble « faux » de dire ça. »

Larry Clark réunira trois chroniques quotidiennes - 1963, 1968, 1971 - dans *Tulsa* (1971), un livre vendu 4,95 dollars. Une œuvre noire annonciatrice d'images brillantes. Journal de bord d'une société américaine au rêve détruit. Un ouvrage-culte, construit comme un film, avec des événements qui s'étalent sur neuf ans, les mêmes acteurs, junkies et amis. Avec Tulsa, Larry Clark révolutionne le photojournalisme en balayant la distance qui sépare l'opérateur de la scène. « Personne n'entraine dans son sujet,

affirme le photographe, c'était de la merde, les sujets étaient livrés à la surface des choses. Par exemple, la fameuse exposition *Family of Man* du Musée d'art moderne de New-York, c'était voir le monde à travers des lunettes roses. »

Eugene Smith avait montré la voie, dans les années 30, en partageant la vie de ceux qu'il photographiait pour mieux en saisir la psychologie. Larry Clark maîtrise les photos de Smith, qui en aura le coupé, et l'invitera à « boire du whisky chaud dans des gobelets en plastique ». Les deux photographes appartiennent à la race des rebelles, mais Clark va beaucoup plus loin. Outre sa présence dans le sujet, il refuse la représentation lyrique, le cadrage complexe et le tirage magnifié - chers à Smith - pour fixer les fioritures et cruaud de la vie montrée. Pour les magazines, c'était trop ; on refusait de publier un photographe qui avait franchi la barrière du supportable.

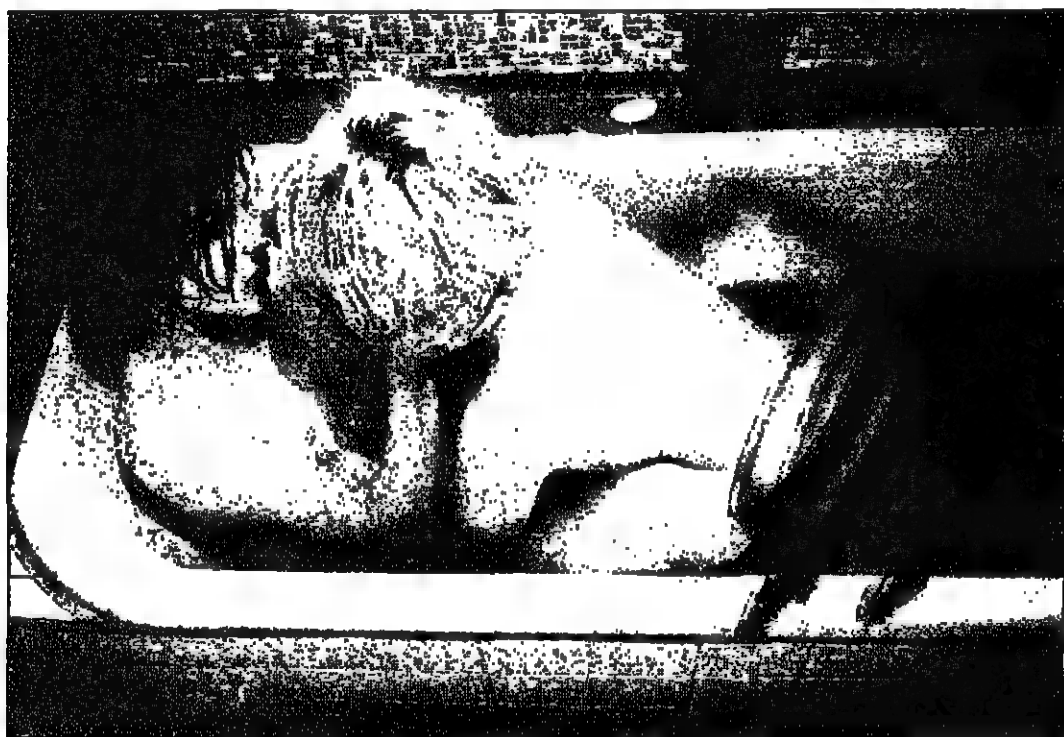
Étrange paradoxe que ce photographe qui s'éloignait du journalisme au fur et à mesure qu'il s'approchait du sujet. Mais serait alors le chef de file d'une photographie plus autobiographique que journalistique, dans laquelle s'est engouffrée toute une génération, représentée en France par Bernard Plossu, dans le *Voyage mexicain* et rapproche fortement de *Tulsa* et de *Teenage Lust*.

Aujourd'hui, Larry Clark a complètement rompu avec ses amis de jeunesse, donc avec sa photographie. « J'essaie de trouver une nouvelle façon de travailler », affirme-t-il, proche du *réalisme*, même si son *réalisme* est le poursuit. Les images qu'il prenait et faisait en noir et blanc dans les journaux mais aussi les magazines pour teenagers, les découpe et les place sous cadre. Mais la rupture est trop forte, le décalage est trop grand entre les années de défonce et de la récupération par les galeries contemporaines en mal d'auteurs travaillant sur le réel, pour ne pas être perçues (lire ci-dessous l'article de Carole Naggar). D'ailleurs, Larry Clark le dit : « Je n'ai jamais pensé à l'art. J'y pense aujourd'hui, parce que mes photos sont dans une galerie... »

MICHEL GUERRIN

\* Espace photographique Paris, Nouveau Forum, Halles, 4-8, Grande-Galerie, Paris (1<sup>er</sup>), tél. : 40-26-37-12. Jusqu'au 15 mars.

\* Galerie Urbi et Orbi, 48, rue Turenne (2<sup>e</sup> étage), Paris, tél. : 42-74-56-36. Jusqu'au 15 mars.



Speedy et Barb, New-York 1968.



Koko et Kiko.

## La mutation radicale...

NEW-YORK

Correspondance

L'AMÉRIQUE est triste, l'Amérique a besoin de héros. Les images ses marges, ses blessures, ses enfants violents, adolescents perdus. D'artistes qui lui font croire au sexe panacée, tel Robert Mapplethorpe, emporté par le sida en 1988. Larry Clark serait-il du même calibre ?

Étrange héros. A quarante-huit ans, Larry Clark est devenu un père de famille qui en ce moment à Paris, sera à Cologne chez Gisela Capitain au printemps prochain. À New-York, l'automne chez Luhring Augustine. Il s'est marié, se lève le matin, travaille tard, habite à la campagne et ne boit plus. Les vingt-sept drogues qu'il a fournies à l'hôpital figurent plus à son régime, ni la prison à son programme. Mais c'est d'ancien mauvais garçon qui s'est jamais démentie, une légende lourde à porter outre-Atlantique, pour quelqu'un qui n'a jamais eu les étiquettes.

Lorsque Larry Clark, après un silence de sept ans - il avait publié *Teenage Lust* en 1971 - a refait surface pour son exposition chez Luhring Augustine en 1990, New-York le croyait mort. La bouteille, la drogue, ou les deux l'avaient tué, murmuraient ceux qui l'avaient placé au Panthéon de la génération Woodstock de Janis Joplin et Jimi Hendrix. « Beaucoup ont décédé qu'il soit en vie », affirme Laurence Luhring, le directeur de cette bonne galerie dans le Village, qui présente des artistes américains, japonais et européens contemporains.

L'Amérique s'était arraché son premier livre, *Tulsa*, lors de sa publication en 1971. Près de 600 exemplaires épuisés en quelques mois d'un livre rédigé en 1982. *Tulsa* est catalogué d'émblée comme le travail d'un grand photojournaliste qui a fait la fièvre du rêve américain. Les photos « assaillant, lebrant, dévastent », écrit Dick Cheverson, dans le *Detroit Free Press*, et à la fin, « Coaxant des images scintillantes d'une force honnêteté ». Mais huit ans plus tard, un entretien avec Jim Hughes (*Popular Photography*), Clark, devenu célèbre, amorce une évolution : « Je ne veux pas être un photojournaliste. Ce projet ressemblait à du photojournalisme, et même si j'ai dit la vérité, je brûlerais tout. »

En contribuant à dissoudre les frontières de la vie sociale et de la vie personnelle, Larry Clark a influencé une génération de photographes divers que Nan Goldin, Kent Klich, Richards, Stephen Shames. Il a clairement dit qu'il n'existe pas de photographie documentaire objective, qu'il faut être le plus personnel possible pour tendre le document. *Teenage Lust* a été publié à compte d'auteur en 1983. Larry Clark, qui vient de passer

dix-neuf mois dans un pénitencier d'Oklahoma pour une bégaine qui a mal tourné, commence à photographier dans le 42<sup>e</sup> entre Broadway et la Huitième Avenue, rue préférée de New-York. Il établit une relation de confiance, souvent de prostituées, une relation de confiance. Les tirages, vendus 250 dollars à la Robert Rauschenberg Gallery, sont des modèles et finissent souvent pliés en quatre dans la poche des gamins qui perdent ou les donnent à leur petite amie. Mais, dans cette vie, il agit plus pour Larry Clark de revivre que de vivre au présent. Les critiques comme R. M. Campbell notent, en 1984, le changement : « Dans Tulsa, l'appareil photo n'intervient pas, il est dans l'œil. Dans *Teenage Lust*, voyons des gens conscients de leur vie. »

La récente exposition chez Luhring Augustine - ce sont ce sont Urbi et Orbi à Paris - tendance, douze panneaux de collage qui combinent la face imagerie de magazines hollywoodiens, photos de Dillon ou Corey Haim, des coupures de journaux, des portraits d'adolescents parodies ou qui font la une de *new-yorkaise*. Cette exposition marque un élargissement du public de Larry

Clark : aux habitués de la galerie, s'ajoutent un groupe de fans, des artistes comme Marden, Bruce Weber, Martin Kipperburger, Forgy - mais surtout de la scène internationale - et les visiteurs des photos. « Il faut la soudure », dit Lawrence Luhring, et un bien-être de la scène artistique, vers un grand public. »

« Un artiste important, populaire et pornographique à la fois », commente son collègue Richard Prince, qui est du conceptuel au post-moderne via l'expressionnisme. Quant à Thea Weisreich, qui édite des livres d'artistes, une réédition de *Tulsa* à 240 exemplaires signés et numérotés, accompagnés d'un tirage, et vendus 550 dollars, elle n'hésite pas à déclarer : « Larry est reconnu par des artistes tels que Richard Prince, Christopher Wood, Kathy Noland, Mike Kelley, Jeff Koons. Il est une photographie documentaire importante depuis Walker Evans et Robert Frank. »

D'autres ont des réactions très différentes : « Je ne comprends pas ce que fait Larry actuellement, un jeune photographe, il se pose des adolescents qu'il trouve dans la rue, qui jouent le rôle des jeunes suicidés dont il raconte l'histoire avec des coupures de journaux. C'est le contraire du docu-

## ...d'un mauvais garçon

ment ses débuts. » Alors que certains critiques le comparent à Robert Frank, dont le style est du documentaire subjectif des Américains aux montages *Lines of my Hands*, beaucoup pensent que sa forme actuelle n'est pas la hauteur du contenu. A. D. Coleman, dans *The New York Observer* (1990), écrit son son *Les collages* chargés émotionnellement, mais inarticulés, tandis qu'un professeur de photographie commente : « Ses collages ne sont pas très bons, il s'est approché de la photographie académique plutôt que le point de vue direct qui a été le sien. Les portraits ne sont plus des gens réels, mais des spécimens distants, épinglés au mur. Larry Clark est mort quand il est devenu self-conscious, comme Adam et Eve quand ils ont mangé la pomme. »

Un étudiant, qui a suivi un stage avec Larry Clark en 1989, se souvient : « Il nous a amenés à Thompson Square et à son atelier, où il préparait son exposition de collages. Il nous a dit : « Où que vous alliez, quoi que vous fassiez, photographiez votre vie. » Larry Clark a-t-il oublié sa propre leçon ?

CAROLE NAGGAR







U.S.O.U.





# DE LA SEMAINE

## MUSIQUE

### Classique

#### Mercredi 19 février

##### Beethoven

Ouverture des Créatures de Prométhée

##### Haydn

Concerto pour violoncelle et orchestre n° 1

##### Mozart

Adagio pour violon et orchestre

##### Mendelssohn

Symphonie n° 4

Lynn Harrell (violoncelle),  
Orchestre de Paris,  
Valentin Kojin (direction).

Le programme annonce Neeme Järvi interprète d'une bonne centaine d'œuvres en disque. Le chef estonien est remplacé par Valentin Kojin. Un autre ex-Soviétique, moins connu, mais dont le grand talent a déjà impressionné l'Orchestre des prix du CNSMP et celui de la Radio.

Salle Pleyel, 20 h 30 (à la 20). Tél. : 45-83-85-73. De 50 F à 230 F.

#### Jeudi 20

##### Berlioz

Cries de Londres

##### Solal

Fantaisie pour vingt-quatre voix, création

##### Ohana

Swan Song

Groupe vocal de France, Martial Solal (piano), John Poole (direction). Repris par John Poole, le Groupe vocal de France, dont on avait craint un temps la disparition, entame une brillante saison. Bonne idée, non, cette création Solal ?

Malakoff, Théâtre 71, 22 heures. Tél. : 45-83-43-45. 95 F.

#### Vendredi 21

##### Beethoven

Deux variations sur un thème de « Judas Macabée » de Haendel

##### Brahms

Sonate pour violon et piano n° 1, transcription pour violoncelle

##### Schubert

Sonatine pour violon et piano n° 1, transcription pour violoncelle de Starck

##### Martini

Variations pour violoncelle et piano sur un thème de Rossini

Janos Starker (violoncelle), Shigeo Noriko (piano). Starker au Théâtre de la Ville : pour la seconde fois en trois ans, le violoncelle américain-hongrois, qui a joué pour Kodaly et qui, à neuf ans, impressionna Casals, relait un choix de roi dans son immense répertoire pour deux concerts doubles de master-classes (au château de Villeneuve, 1989 : 34-67-73-37). Il faut avoir vu Starker empoigner son violoncelle pour comprendre les mots « noblesse », « autorité » (autre concert à Angers, le 25).

Théâtre de la Ville, 18 heures. Tél. : 42-74-22-77. 75 F.

#### Ferrari

Quatre chansons françaises

Suite hétéroclite

Lapin pour piano

Elise Caron (soprano),  
Michel Heuser (piano),  
Marianne Delion (percussions),  
Sylvain Frydman,  
Carol Mundinger (clarinettes),  
Michel Mousseau (synthétiseur).

Toujours entre deux eaux - théâtre et musique poète, chant et narration, humour rose et humour noir - Luc Ferrari perpétue à sa façon (la bonne) la tradition expérimentale du Groupe de recherches. C'est un vétéran de l'équipe. Un avant-gardiste invétéré : un jeune.

Opéra de la Bastille, 20 heures. Tél. : 44-73-13-00. 90 F.

#### Aperghis

Porte-voix

Edith Scob,  
Martine Vialat (comédiennes),  
Françoise Koblitz,  
Valérie Philippin (soprano),  
Françoise Riveland,  
Emmanuel Séjourné (percussions),  
Armand Angster (clarinettes),  
Frédéric Deviers (accordéon).

Aperghis et ses amis de l'ATEM, ses complices chanteuses et comédiennes, tout ce petit monde qui avait pris l'habitude de vivre et de produire à Bagnolet transporte armes, bagages, espoirs et projets à Nanterre, sous la houlette des Amateurs. Ils ont composé, pour une « cérémonie » d'inauguration suivie d'un bal, un pro-

gramme insolite et varié dont les Manos, festival nicois, avait eu l'exclusivité. La fête...

Nanterre, Théâtre des Amateurs, 21 heures. Tél. : 46-14-70-00. Location FNAC. De 95 F à 125 F.

#### Samedi 22

##### Beethoven

Deux variations sur « Ein Mädchen oder Weibchen » de la Flûte enchantée

##### Franck

Sonate pour violon et piano, transcription pour violoncelle et piano

##### Martini

Sonate n° 2 pour violoncelle et piano

Janos Starker (violoncelle),  
Shigeo Noriko (piano).

Lire annonce du 21 février.

Théâtre de la Ville, 18 heures. Tél. : 42-74-22-77. 75 F.

#### Bach

Chaconne pour la main gauche

#### Berg

Sonate pour piano

#### Alkan

Fantaisie pour la main gauche op. 76

#### Liszt

Bénédiction de Dieu dans la solitude

#### Scritabine

Prélude et Nocturne pour la main gauche

#### Schumann

Chants de l'aube

Michel Béroff (piano).

Suite du cycle consacré par Radio France au piano romantique : place à Michel Béroff, dans un superbe programme organisé autour de la Sonate de Berg avec, pour l'occasion, plusieurs pièces réservées à la main gauche.

Conservatoire d'art dramatique, 18 heures. De 70 F à 110 F.

#### Dimanche 23

##### Schoenberg

Quintette pour flûte, hautbois, clarinette, cor et basse

Symphonie de chambre n° 1

Emmanuelle Ophélie (flûte),  
Didier Pataou (hautbois),  
André Trousset (clarinette),  
Pascal Gaudin (cor),  
Jean-Marc Lussan (basse).

Suite de la promenade autour de Schoenberg du Théâtre du Châtelet, avec un concert dominical inscrit dans le programme de coproductions avec l'Inter-Contemporain. Transcrits pour quinze solistes par Weber, la Symphonie de chambre opus 9 provoque un immense scandale à Vienne en 1907. Le Quintette à vents opus 26 marque les débuts officiels de la méthode sérielle.

Châtelet, Théâtre musical de Paris, 18 heures. Tél. : 40-26-23-40. 60 F.

#### Lundi 24

##### Schmitt

Et Pan au fond des blés lunaires s'accorde

##### Chabrier

Pièces pittoresques

##### Debussy

Préludes

Les Joyeux

##### Janacek

Dans les brumes

##### Ireland

Décorations

Alain Plana (piano).

Pour Debussy, le débussyste Alain Plana, dont l'enregistrement des préludes du même est resté gravé dans nos esprits : Plana, ce pianiste rare qui fait sa rentrée à Grévin. Tout n'y est pas de cire.

Théâtre Grévin, 20 h 30. Tél. : 43-58-75-10. De 100 F à 140 F.

#### Obet

Nachtstuck

#### Denisov

Sur le ruyau d'un étang glacé

#### Carter

Double Concerto

Florent Boffard (piano),  
Pierre-Laurent Almad (clavessin),  
Ensemble InterContemporain,  
David Robertson (direction).

Premier concert dirigé par le jeune David Robertson, remplaçant de Peter Eötvös aux commandes artistiques de l'InterContemporain.

Centre Georges-Pompidou, 20 h 30. Tél. : 42-60-94-27. 95 F.

### Jazz

#### Pierre Blanchard Sextet

Semaine de mise au point en un soir sur les musiciens européens : Paris est un champ d'expérience parfait. On commence par les jadis de la Compole. Pierre Blanchard est un violoniste adouci par Grappelli. Il a largement commencé sa propre carrière. Ni Ponty, ni Lockwood,



L'American Music Club à Rennes et à Paris.

ni Piffard, une autre idée du violon. On se fait une idée.

Le 20, La Coupole, 21 heures. Tél. : 43-20-14-20.

#### Trio René Ureger

Autre piano, autres mœurs. Au Montana, René Ureger (Miles Davis, etc.) reste à sa juste hauteur : celle des plus grands maîtres du jazz, l'âge d'exception du piano. Le Montana est au rez-de-chaussée, de plain-pied avec la ville, en face de Saint-Germain des Prés. Il ne le sait pas mais il cultive l'idée même du club de jazz : brylant, drolatique, nocturne. Avec en prime une musique digne de ce nom.

Le 19, 21 et 22, Le Montana, 22 h 30. Tél. : 45-46-93-08.

#### Tommy Smith

#### Marc Ducret

#### Daniel Humair

On finit à deux pas : parce que la Villa affecte un confort d'amateur, parce qu'on y programme qu'un art d'invention devant lequel les clubs hésitent. Parce qu'on peut voir à l'œuvre Daniel Humair, Tony Smith, Marc Ducret et Jean-François Jenny-Clark. Les festivals en feraient un concert solide. Ce n'est rien. Ce n'est qu'un club. Paris s'y tient.

Le 24 et 25, La Villa, 22 heures. Tél. : 43-28-60-00.

### Rock

#### Lou Reed

Si vous avez rue de Cléry, si un inconnu vous propose une place à un prix raisonnable pour ces concerts archi-complets, et probablement presque parfaits, c'est que votre vie aura basculé dans le naturel.

Le 19, 21 et 22, Casino de Paris, 20 h 30. Tél. : 49-95-99-99. 175 F.

#### Benoit Blue Boy

#### et les Tortilleros

On ne sait trop qu'admirer chez Benoit Blue Boy : sa capacité à assimiler le langage du blues ou sa facilité à acclimater le français aux rythmes du delta, du bayou et de tous ces endroits que l'on croit perdus pour la francophonie.

Le 20, Malakoff, Théâtre 71, 20 h 30. Tél. : 46-55-43-45. 95 F.

#### Tournées

##### Jill Caplan

Petite reine nouvellement couronnée par la victoire de la musique, Jill Caplan passe l'épreuve du feu. Sur scène, on attendra d'une oreille neuve et curieuse la révélation féminine 1991 pour mesurer tout ce qui la sépare encore du succès mérité.

##### Les Satellites

Voilà bien longtemps que les Satellites n'avaient joué dans la région. L'occasion donc de retrouver ce groupe qui réunit toutes les qualités du rock-issu-de-l'alternatif (énergie, eclectisme des références, subversion gaie) et quelques-uns de ses défauts (difficultés à mener une idée à terme, auto-indulgence). Mais heureusement, ces derniers sont presque imperceptibles sur scène.

Le 22, Rix-Orangie, Le Plan, 20 h 30. Tél. : 89-43-03-03. 80 F.

##### Nina Hagen

Les provisions de provocation sont épuisées. Et puis elle n'est plus transfuge depuis la chute du mur, aussi exotique à Paris qu'un Alsacien ou une Luxembourgeoise. Reste donc la voix de Nina Hagen, son énergie et son assurance jusqu'au bout du mauvais goût.

Le 25, Élysée-Montmartre, 19 h 30. 140 F.

##### Tournées

##### Moe Tucker

Batteuse du Velvet Underground, mère de famille texane, légende rock'n'rollienne mais improbable, elle a ajouté à un mystère en produisant récemment un disque

plus qu'écoutable, publié chez New Rose.

Le 21 février, Lille, L'Aérol, 19 h 30. 70 F et 90 F. Saint-Guenn, Théâtre. Le 23, Rennes, L'Ubu, 17 heures, 50 F et 80 F.

#### American Music Club

Musique étrange, à part, dont l'existence ne s'explique que par la capacité que les États-Unis (ici, la Californie) ont à produire des originaux.

Le 22 février, Rennes, L'Ubu, 20 h 30. 50 F et 80 F. Le 24, Paris, Espace Omano, 19 h 30, 110 F.

### Chansons

#### Hélène Martin

Une des dames de la chanson française, texte, convictions et voix sans faille.

Le 19, 20, 21, 22, 24 et 25, Lucernaire, 21 h 30. Tél. : 45-44-57-34. De 84 F à 140 F.

#### Lucid Beausonge

Evolution, confirmation, surprise : après son retour sur scène à l'Espace européen l'année passée (un album live chez D.L.B.), quel tour cette jeune femme qui sait chanter et composer nous réservera-t-elle pour ce passage éclair au TLP ?

Le 20, 21 et 22, Dejazet - T.L.P., 20 h 30. Tél. : 42-74-20-50. Location Fnac. Virgin. De 110 F à 160 F.

#### Festival

##### Total Vocal

Des chorales, des polyphonies, du swing, des Italiens, des banlieusards, des Anglais : tout ce beau monde se retrouve à Malakoff pour un « Total Vocal », rien qu'avec la bouche. Certains font de l'humour (TSP), d'autres conjuguent le passé avec le présent (La Squadra, polyphonistes de Gènes, les Corses du groupe Isula avec Fernand Guelfucci), ou défendent le syndicalisme ouvrier (les Flying Pickets). Tout à copier.

Le 20, Malakoff, Théâtre 71, 20 h 30. Tél. : 46-55-43-45. 95 F.

#### Tournées

##### Jill Caplan

Petite reine nouvellement couronnée par la victoire de la musique, Jill Caplan passe l'épreuve du feu. Sur scène, on attendra d'une oreille neuve et curieuse la révélation féminine 1991 pour mesurer tout ce qui la sépare encore du succès mérité.

Le 20, Malakoff, Théâtre 71, 20 h 30. Tél. : 46-55-43-45. 95 F.

#### Tournées

##### Jill Caplan

Petite reine nouvellement couronnée par la victoire de la musique, Jill Caplan passe l'épreuve du feu. Sur scène, on attendra d'une oreille neuve et curieuse la révélation féminine 1991 pour mesurer tout ce qui la sépare encore du succès mérité.

Le 20, Malakoff, Théâtre 71, 20 h 30. Tél. : 46-55-43-45. 95 F.

#### Tournées

##### Jill Caplan

Petite reine nouvellement couronnée par la victoire de la musique, Jill Caplan passe l'épreuve du feu. Sur scène, on attendra d'une oreille neuve et curieuse la révélation féminine 1991 pour mesurer tout ce qui la sépare encore du succès mérité.

Le 20, Malakoff, Théâtre 71, 20 h 30. Tél. : 46-55-43-45. 95 F.

#### Tournées

##### Jill Caplan

Petite reine nouvellement couronnée par la victoire de la musique, Jill Caplan passe l'épreuve du feu. Sur scène, on attendra d'une oreille neuve et curieuse la révélation féminine 1991 pour mesurer tout ce qui la sépare encore du succès mérité.

Le 20, Malakoff, Théâtre 71, 20 h 30. Tél. : 46-55-43-45. 95 F.

#### Tournées

##### Jill Caplan

Petite reine nouvellement couronnée par la victoire de la musique, Jill Caplan passe l'épreuve du feu. Sur scène, on attendra d'une oreille neuve et curieuse la révélation féminine 1991 pour mesurer tout ce qui la sépare encore du succès mérité.

Le 20, Malakoff, Théâtre 71, 20 h 30. Tél. : 46-55-43-45. 95 F.

#### Tournées

##### Jill Caplan

Petite reine nouvellement couronnée par la victoire de la musique, Jill Caplan passe l'épreuve du feu. Sur scène, on attendra d'une oreille neuve et curieuse la révélation féminine 1991 pour mesurer tout ce qui la sépare encore du succès mérité.

Le 20, Malakoff, Théâtre 71, 20 h 30. Tél. : 46-55-43-45. 95 F.

#### Tournées

##### Jill Caplan

Petite reine nouvellement couronnée par la victoire de la musique, Jill Caplan passe l'épreuve du feu. Sur scène, on attendra d'une oreille neuve et curieuse la révélation féminine 1991 pour mesurer tout ce qui la sépare encore du succès mérité.

Le 20, Malakoff, Théâtre 71, 20 h 30. Tél. : 46-55-43-45. 95 F.

#### Tournées

##### Jill Caplan

Petite reine nouvellement couronnée par la victoire de la musique, Jill Caplan passe l'épreuve du feu. Sur scène, on attendra d'une oreille neuve et curieuse la révélation féminine 1991 pour mesurer tout ce qui la sépare encore du succès mérité.

Le 20, Malakoff, Théâtre 71, 20 h 30. Tél. : 46-55-43-45. 95 F.

#### Tournées

##### Jill Caplan

Petite reine nouvellement couronnée par la victoire de la musique, Jill Caplan passe l'épreuve du feu. Sur scène, on attendra d'une oreille neuve et curieuse la révélation féminine 1991 pour mesurer tout ce qui la sépare encore du succès mérité.

Le 20, Malakoff, Théâtre 71, 20 h 30. Tél. : 46-55-43-45. 95 F.

#### Tournées

##### Jill Caplan

Petite reine nouvellement couronnée par la victoire de la musique, Jill Caplan passe l'épreuve du feu. Sur scène, on attendra d'une oreille neuve et curieuse la révélation féminine 1991 pour mesurer tout ce qui la sépare encore du succès mérité.

Le 20, Malakoff, Théâtre 71, 20 h 30. Tél. : 46-55-43-45. 95 F.

#### Tournées

##### Jill Caplan

Petite reine nouvellement couronnée par la victoire de la musique, Jill Caplan passe l'épreuve du feu. Sur scène, on attendra d'une oreille neuve et curieuse la révélation féminine 1991 pour mesurer tout ce qui la sépare encore du succès mérité.

Le 20, Malakoff, Théâtre 71, 20 h 30. Tél. : 46-55-43-45. 95 F.

#### Tournées

##### Jill Cap



## ARTS

## Nouvelles expositions

## Toulouse-Lautrec

De tous les artistes célèbres de la fin du dix-neuvième siècle, Toulouse-Lautrec était un des derniers à ne pas avoir eu droit, depuis longtemps, à une grande rétrospective. Il ne perdait rien pour attendre : tous les médias s'en mêlent. L'exposition - deux cents peintures, gravures, dessins et affiches - aura, à n'en pas douter, un succès monstre.

Grand Palais, galeries nationales, av. W. Churchill, pl. Clemenceau, av. Gai-Eisenhower, Paris 8. Tél. : 42-26-99-01. Tous les jours de 12 heures à 19 h 30, samedi, dimanche de 10 heures à 19 h 30. Nocturne jeudi 20 février jusqu'à 23 heures. Jusqu'au 23 février. 50 F.

## Paris

## Ateliers 92

Quoi de neuf, si neuf il y a, du côté de la jeune génération opérant en France ? Avec ses vingt et un artistes triés sur le volet (des écoles d'art), « Ateliers 92 » peut en partie répondre à la question. En réservant deux ou trois bonnes surprises.

Musée d'art moderne de la Ville de Paris, 11, av. du Président-Wilson, Paris 16. Tél. : 47-23-61-27. Tous les jours sauf lundi de 10 heures à 17 h 30, mercredi jusqu'à 20 h 30. Jusqu'au 15 mars. 15 F.

## Marcel Broodthaers

Au commencement de son œuvre était un moniste surréaliste, contre Breton, avec Magritte, en 1947. Ce Belge, homme de lettres, plutôt poète que peintre, avec un penchant très fort pour Mallarmé, aura un autre penchant : Duchamp, c'est sous le double signe des objets (moules, œufs, pots...) et des mots qu'il faut placer son œuvre très originale, qu'il a livrée sous la forme d'un musée critiquant le musée d'art. Une rétrospective.

Galeries nationales du Jeu-de-Paume, place de la Concorde, Paris 8. Tél. : 42-80-69-63. Tous les jours sauf lundi de 12 heures à 19 heures, samedi, dimanche de 10 heures à 19 heures, mardi jusqu'à 21 h 30. Filins de Jef Corneille, Broodthaers et Lawrence Weiner. Jusqu'au 1<sup>er</sup> mars. 30 F.

## Larry Clark

C'est la première exposition en France de ce photographe que New-York a élevé au rang de mythe. Qui, dans les années 60, a tenu une chronique de la jeunesse à travers la drogue, l'alcool, la délinquance, les hippies, le rock'n'roll, la vie communautaire et la prostitution ; et partage la vie de ceux qu'il photographiait au point de basculer dans la délinquance et faire de la prison (lire page 30).

Espace photographique de Paris, nouveau Forum des Halles, place Carée - 4 à 8, Grande Galerie, Paris 1<sup>er</sup>. Tél. : 40-26-

97-12. Tous les jours sauf lundi de 13 heures à 18 heures, samedi, dimanche jusqu'à 19 heures. Jusqu'au 22 mars. 10 F.

## Découvertes 92

Une foire créée en 1991 pour présenter des artistes contemporains mal connus ou inconnus, dont pas mal de photographes. Pour cette seconde édition, 115 galeries représentant quinze pays sont au rendez-vous, sous la verrière du Grand Palais.

Grand Palais, nat. av. W. Churchill, pl. Clemenceau, av. Gai-Eisenhower, Paris 8. Tél. : 42-26-99-01. Tous les jours de 12 heures à 19 h 30, samedi, dimanche de 10 heures à 19 h 30. Nocturne jeudi 20 février jusqu'à 23 heures. Jusqu'au 23 février. 50 F.

## Alberto Giacometti

Revoir ou découvrir le sculpteur, le dessinateur, le peintre et son vertige face à la figure humaine, qui lui échappe, qu'il tente d'approcher, de carter. Une grande rétrospective réunissant plus de trois cents œuvres depuis les essais de jeunesse, à Stampa, jusqu'aux portraits d'Jeanette ou de Diego.

Musée d'art moderne de la Ville de Paris, 11, av. du Président-Wilson, Paris 16. Tél. : 47-23-61-27. Tous les jours sauf lundi et jours fériés de 10 heures à 17 h 40, mercredi jusqu'à 20 h 30. Sam. et dimanche jusqu'à 19 heures. Jusqu'au 22 mars. 40 F.

## René Lalique

Orfèvre, ciseleur, émailleur, dessinateur, sculpteur et surtout verrier, René Lalique, cette figure majeure de l'Art nouveau, fut un grand explorateur de matériaux, qu'il a pliés à ses caprices stylistiques. Naturellement ! A signaler, en prime, une réunion de 100 vases de sa période art déco, galerie Doria (4, rue Bourbon-le-Château, 75006), à partir du 4 novembre.

Musée des arts décoratifs, 107, rue de Rivoli, Paris 1<sup>er</sup>. Tél. : 42-60-32-14. Tous les jours sauf mardi de 10 heures à 18 heures, dimanche de 12 h 30 à 18 heures. Jusqu'au 5 avril. 30 F.

## Les Lautrec de Lautrec

Lautrec lithographe et affichiste en deux cent cinquante-trois numéros, du café-concert au champ de course, en passant par le bordel : c'est plus qu'un complément à l'exposition du Grand Palais. Les œuvres sont extraites du fonds conservé à la BN, en particulier du don que la comtesse de Toulouse-Lautrec avait fait en 1902, peu de temps après la mort de son fils.

Bibliothèque nationale, galeries Mansart et Mazarine, 1, rue Vivienne, Paris 2<sup>e</sup>. Tél. : 47-03-81-10. Tous les jours de 10 heures à 20 heures. Jusqu'au 31 mai. 30 F. 20 F pour les porteurs d'un billet du Grand Palais.

## François Morellet

François Morellet a toujours adoré dessiner des projets réalisables ou fous, tirer des lignes, calculer, chiffrer, géométriser en y laissant une bonne part d'accidentel. Par conséquent abondants en un temps où l'artiste faisait de l'art son second métier, nombre de ces travaux avaient été oubliés dans des fonds de tiroirs. Les voici exposés.

Centre Georges-Pompidou, cabinet d'art graphique, 4<sup>e</sup> étage, place Georges-Pompidou, Paris 4. Tél. : 42-77-12-33. Tous les jours sauf mardi de 12 heures à 22 heures, samedi, dimanche et jours fériés de 10 heures à 22 heures. Jusqu'au 24 mars.

## Photographie et sculpture

D'Hippolyte Bayard aux icônes modernes de Georges Rousse et Pascal Kern, sous forme de statuette, bas-relief, buste, installation ou corps humain, qui s'agissent d'organiser des effets de lumière, d'agencer l'espace, de valoriser la matière ou de décalquer le réel, la sculpture décline ses facettes et acquiert une autre dimension par l'image fixe.

Centre national de la photographie, Palais de Tokyo, 13, av. du Président-Wilson, Paris 16. Tél. : 47-23-36-53. Tous les jours sauf mardi de 9 h 45 à 17 heures. Jusqu'au 6 avril. 25 F (entrée du musée).



## Claude Rutault

Depuis 1973 et sa première *Toile tendue sur châssis, peinte de la même couleur que le mur sur lequel elle est accrochée*, le parcours d'un artiste qui pose encore et toujours la question du non-peint. Pour compléter le tableau, le musée de Grenoble l'expose aussi.

Centre Georges-Pompidou, galeries contemporaines, place Georges-Pompidou, Paris 4. Tél. : 42-77-12-33. Tous les jours sauf mardi de 12 heures à 22 heures, samedi, dimanche et jours fériés de 10 heures à 22 heures. Jusqu'au 12 avril. 18 F.

## Robert Ryman

Des tableaux que l'on dit blancs, dont le potentiel coloré et la pictorialité ne sauraient échapper à qui les regarde longuement. Sur les murs blancs d'un nouvel espace pour l'art contemporain, dont le cinéaste Claude Berri est le patron. Pas mal pour un début.

Renn Espace d'art contemporain, 7, rue de Lille, Paris 7<sup>e</sup>. Tél. : 42-60-22-99. Tous les jours sauf dimanche, lundi, mardi de 12 heures à 19 heures, samedi de 10 heures à 19 heures. Jusqu'au 30 juin.

## La lumière et la ville

Se coucher tard nuit, dit le poète Deves. Pourtant c'est tard, la nuit, que la ville d'aujourd'hui révèle ses richesses architecturales et urbaines, ses espaces. C'est aussi le moment où les plus vives distorsions surgissent entre les rêves suggérés et les pauvretés, les solitudes qui viennent s'y brûler. Évidemment, l'exposition prête plutôt aux riches.

Espace art Défense - Art 4, 15, place de la Défense, la Défense, 92200. Tél. : 49-00-15-96. Tous les jours sauf mardi de 12 heures à 19 heures. Jusqu'au 11 mars.

## Jean-Claude Bégout

Membre du groupe Noir Limite, le photographe Jean-Claude Bégout poursuit ses recherches sur la matière du corps avec la série « Visages », le sien et celui d'une femme. S'appuyant sur les multiples jeux du cadre - net, flou, plans serrés, couchés de lumière, - Bégout fixe les sentiments humains, du bonheur à la douleur.

« Visages », Centre photographique d'Ile-de-France, hôtel de ville, 77347 Pontault-Combault. Tél. : 64-43-47-10. Tous les jours sauf le mardi, de 14 heures à 18 heures. Jusqu'au 15 mars.

## Galleries

## John Armler, Sylvie Fleury, Olivier Mosset

Olivier Mosset peint des monochromes. John Armler réalise des sculptures-mémoires. Sylvie Fleury a jeté son dévolu sur les sacs d'emballage des boutiques de luxe. Ils sont suaves et amis.

Galerie Gilbert Brownstone et Cie, 9 et 15, rue Saint-Gilles, Paris-3<sup>e</sup>. Tél. : 42-78-43-21. Tous les jours sauf dimanche et lundi de 11 heures à 13 heures et de 14 heures à 19 heures. Jusqu'au 15 mars.

## Hélène Delprat

Hélène Delprat est une jeune peintre fort active qui a pris goût au décor de théâtre et y travaille beaucoup. C'est cet aspect de son œuvre qu'elle expose aujourd'hui : maquettes, dessins, costumes, pour Juliette, Roméo, la Belle au bois dormant, ainsi qu'un ensemble de peintures sur papier réalisées en 1991.

Galerie Masgât, hôtel Le Rebours, 12, rue Saint-Merri, Paris-4<sup>e</sup>. Tél. : 42-78-43-44. Tous les jours sauf dimanche et lundi de 10 heures à 19 heures. Jusqu'au 3 avril.

## Nicola De Maria

De l'italien Nicola De Maria, on connaît souvent mieux les grandes peintures lyriques aux couleurs lumineuses que les petits travaux sur papier aujourd'hui présentés. Où l'on découvre un monde intérieur un peu flou peuplé d'angelots et de créatures mythiques.

Galerie Lelong, 13, rue de Téhéran, Paris-8<sup>e</sup>. Tél. : 46-63-13-19. Tous les jours sauf dimanche de 9 h 30 à 13 heures et de 14 h 30 à 18 heures, samedi de 14 heures à 18 h 30. Jusqu'au 14 mars.

## Helmut Dorner

Dans ses travaux sur papier comme dans sa peinture, cet artiste allemand cultive le fragment et balance entre une gestualité plutôt douce qui traduirait son sentiment de la nature et des espaces plus construits, à base de signes.

Galerie Samia Souma, 16, rue des Courtes-Saint-Gervais, Paris-3<sup>e</sup>. Tél. : 42-78-40-44. Tous les jours sauf dimanche, lundi de 13 heures à 19 heures. Jusqu'au 14 mars.

## John Murphy

Cette fois, il n'y a plus aucune trace d'image dans le champ des tableaux, rien que de la couleur, un beau violet de ciel couchant, le même pour les quatorze tableaux exposés, qui sont aussi de même format : John Murphy, peintre anglais mal connu en France, repose.

Galerie Yvon Lambert, 108, rue Vieille-du-Temple, Paris-3<sup>e</sup>. Tél. : 42-71-09-33. Tous les jours sauf dimanche et lundi de 10 heures à 13 heures et de 14 h 30 à 19 heures. Jusqu'au 25 février.

## Nunzio, Pizzi Cannella, Tirelli

Nunzio propose des reliefs muraux associant le bois et le plomb. Pizzi Cannella peint des apparitions. Tirelli donne dans le corps céleste. Les trois sont nés au milieu des années 50, travaillent à Rome et n'ont pratiquement jamais exposé en France.

Galerie Di Meo, 5, rue des Beaux-Arts, Paris-8<sup>e</sup>. Tél. : 43-54-10-98. Tous les jours sauf dimanche et lundi de 10 heures à 13 heures et de 14 h 30 à 19 heures. Jusqu'au 14 mars.

## Alfonso Ossorio

Artiste singulier originaire des Philippines, qui compte parmi ses amis Pollock et Dubuffet, Alfonso Ossorio (1916-1990) aura véhiculé une part de l'héritage surréaliste et travaillé avec ferveur et mysticisme à des assemblages de papiers déchirés, qu'il nourrissait à la cire avant d'y jeter ses dessins quasi-automatiques.

Galerie Zabriske, 37, rue Quincampoix, Paris-4<sup>e</sup>. Tél. : 42-72-35-47. Tous les jours sauf dimanche et lundi de 11 heures à 19 heures. Jusqu'au 11 avril.

## Jan Saudek

Longtemps dénoncé comme pornographe dans son pays, Jan Saudek, le plus grand photographe tchécoslovaque, est aujourd'hui exposé, publié, célébré dans le monde entier. Ses travaux récents ont toujours un goût de soufre, au service d'une vision baroque et lyrique du monde.

Galerie Thierry Savador, 6, avenue Decussé, Paris-9<sup>e</sup>. Tél. : 45-62-36-59. Tous les jours sauf samedi et dimanche de 10 heures à 13 heures et de 14 h 30 à 18 h 30. Jusqu'au 27 mars.

## Rencontre Hans Hartung et Julio Gonzalez

Une quantité de dessins parfois inédits, des peintures et des sculptures évoquant la rencontre amicale et les échanges entre le sculpteur d'origine espagnole et le jeune peintre allemand. Qui, dans les parenthèses de la guerre, ont travaillé côte à côte. Un musée n'aurait pas fait mieux.

Galerie de France, 50-52, rue de la Verrière, Paris-4<sup>e</sup>. Tél. : 42-74-38-00. Tous les jours sauf dimanche de 10 heures à 18 heures et lundi de 10 heures à 18 heures. Jusqu'au 14 mars.

## Régions

## Le Cateau-Cambrésis

## De Matisse à aujourd'hui

Trente des trente musées de Nord-Pas-de-Calais possèdent des sculptures du vingtième siècle, de Matisse, Maillol et Laurens à Dodeigne et Flanagan. Les maillots sont réunies, associées à des œuvres du fonds régional d'art contemporain, au musée du Cateau-Cambrésis et au musée de Cambrai (pour les plus récentes).

Musée Matisse, palais Fénéon, 59360. Tél. : 27-84-18-15. Tous les jours sauf mardi de 10 heures à 12 heures et de 14 heures à 18 heures, dimanche de 10 heures à 12 h 30 et de 14 h 30 à 18 heures. Jusqu'au 26 avril.

## Lyon

## Onze artistes des figurations critiques 1965-1975

Pierre Gaudibert, qui a conçu l'exposition, a retenu dix peintres : Adami, Arroyo, Casco, Erni, Fromanger, Kloss, Monory, Rancillac, Segui, Télianque, et un sculpteur : Jousset. Qui, du milieu des années 60 au milieu des années 70, ont porté la « nouvelle figuration » sur le terrain du « politique ». Y aller pour voir si ça tient, malgré le décalage.

Espace lyonnais d'art contemporain, Centre d'échanges de Perrache, 69002. Tél. : 78-42-27-39. Tous les jours de 10 heures à 20 heures. Jusqu'au 5 avril.

## Nîmes

## Jean Degottier

Comment, au milieu des années 50, Jean Degottier s'arrache à l'abstraction lyrique ; prit l'exemple des calligraphes, se nourrit surtout de philosophie extrême-orientale, canalisa son geste pictural, voulut le Vide. Ces années (une décennie) de recherche autour du langage de l'écriture sont évoquées à Nîmes en une cinquantaine de peintures et quinze dessins.

Musée des beaux-arts, rue Cité-Foulc, 30033. Tél. : 66-76-73-47. Tous les jours de 10 h 30 à 12 h 30 et de 14 heures à 18 heures, dimanche et lundi de 14 heures à 18 heures. Jusqu'au 22 mars.

## Villeneuve-d'Ascq

## Yvon Lambert collectionne

Yvon Lambert a été un des premiers à défendre les artistes conceptuels et minimalistes : Carl André, Sol LeWitt, Robert Rauschenberg, et à exposer le land art et Buren, et Toroni, et Deuze, et bien d'autres, dont Combas et Barcelo ; et à aimer très fort l'œuvre de Cy Twombly. Sa collection personnelle, présentée simultanément au musée de Villeneuve-d'Ascq et au musée de Tourcoing, est à l'image des engagements du galeriste.

Musée d'art moderne, 1, allée du Musée, 59650. Tél. : 20-05-42-46. Tous les jours sauf mardi de 10 heures à 18 heures. Jusqu'au 20 avril.

La sélection « Arts » a été réalisée par Geneviève Breuer. « Architecture » : Frédéric Edelmann. « Photo » : Michel Guerin.

**Mood Pieces** TENNESSEE WILLIAMS  
Mise en scène  
**STUART SEIDE**  
à l'ATALANTE  
46 06 11 90  
10, place Charles Dullin 18<sup>e</sup>

**La Descente d'Orphée**  
TENNESSEE WILLIAMS  
Mise en scène : Yvon Lapous  
Théâtre la Chamaille  
Centre d'Art et de Culture de Marais-la-Vallée  
Allée de la Ferme - 77437 Noisel  
19, 20, 21, 22 février - 21h  
Location : 64 62 77 77  
La Ferme du Buisson

**Sans l'hiver** avril swing/futurs musiques  
festival 46 86 87 37  
**JAZZ** - « Blue Rail Orchestra », Pablo Cueco  
21 fév. 20h30 - THIAIS  
**CONTEMPORAINE** - « Scénario imaginaire »  
19 au 22 fév. 20h30 - Théâtre de la Pierre/Paris  
« Encre Fraîche », Ensemble Musique Oblique/E.N.M. de Pantin  
20 et 21 fév. 20h30 - PANTIN  
Trio Masalini - Beytelman - Caratini  
21 fév. 20h30 - GENNEVILLIERS  
« Concert pour Pianos et Percussions »  
21 fév. 21h - ORLY  
Le Nouvel Ensemble Moderne (du Canada)  
22 fév. 21h - VILLIERS-SUR-MARNE  
« Le Moine », Anne Yoren  
22 fév. 20h30 - FONTENAY-SOUS-BOIS  
« La Voix du Tube », Jacques Rebotier  
22 fév. 21h - ARCUEIL  
« Les Amours de Mr Vieux Bois », Caroline Gautier  
21 et 22 fév. 21h et 23 fév. 17h - VITRY-SUR-SEINE

**BERNARD BUFFET**  
Galerie Maurice Garnier  
21 au 28 mars

**Galerie Etienne de Causans**  
25, rue de Seine, 75006 PARIS - (1) 43-26-54-48  
**Jean-Pierre BENSIMON**  
Vernissage le jeudi 20 février de 18 h à 21 h  
Exposition du 20 février au 29 février 1992 - 1<sup>er</sup> étage  
de 11 h à 13 h et de 14 h 30 à 19 h sauf dimanche, et lundi matin



## DISQUES

## Classique

## Antoine Forqueray

Livre de clavecin de M<sup>re</sup> Forqueray  
Tom Koopman (clavier)

Forqueray, le père, fut un virtuose de la basse de viole de la génération et de la notoriété de Marin Marais. Forqueray, le fils, fit paraître en 1747 un recueil de pièces que Marie-Rose Dubois, la bru, seconde épouse de Jean-Baptiste, elle-même claveciniste de renom, s'employa à transcrire pour le clavier. Dans ce *Livre de clavecin de M<sup>re</sup> Forqueray*, on trouve des pièces pittoresques (« la Portugaise », des portraits musicaux (« la Rameau », « la Couperin ») et d'autres pages aux allusions moins transparentes, mais d'égal splendeur, les pages lentes, en particulier, avec leurs silences pathétiques, leurs modulations hardies, leurs « coups de café » chromatiques. Par mimétisme, probablement, avec le caractère d'Antoine Forqueray — intraitable ! — le claveciniste néerlandais enfonce des basses jupitériennes, plante des accords formidables, sculpte cette musique véhémente avec la vélocité de la Rodin qui lui convient.

1 CD Erato 2292-45751-2.

## Musique de la Renaissance polonaise

The New Polish Singers

La grâce mesurée de l'ornementation, une caractérisation rythmique et mélodique précise de chaque moment des textes saints, une foi de charbonnier crüe sous l'apparent hiératisme de l'écriture chorale polyphonique à cappella, une douceur constamment sensible, qui peut aller jusqu'à l'acablement : la *Messe de Pâques* et la *Messe brève* de Bartłomiej Pekieli (maître de chapelle de Cracovie, mort vers 1670) sont des merveilles qui n'intimident pas les chanteurs hors

pair du Nouveau Chœur polonais.  
1 CD Chant du monde LDC 278 1063.

## Sipan Komitas

Messe arménienne

Chœur liturgique de la chapelle Sainte-Gayane

Komitas est le Bartok, le Kodaly arménien. Archéologue des traditions musicales de son pays, il les réintégra dans des œuvres savantes de son cru. Le chœur d'hommes de Sainte-Etchmiadzine, le Saint-Pierre de Rome arménien, a été fondé pour que son labeur ne fût pas inutile. Ce disque, admirablement chanté (avec choristes, soliste masculin et soprano) prouve que l'espoir n'était pas vain.

1 CD ARR AT 2715, distribution DOM.

## Tchaïkovski

Premier Concerto

Rachmaninov

Concerto n° 2

Masou Sultanzov (piano),  
London Symphony Orchestra,  
Maksim Chostakovitch (direction)

Qui peut encore oser un couplage aussi fréquenté ? Un pianiste russe de vingt-trois ans, surdoué indéniablement, qui a la noblesse, l'abandon, la vélocité, et jamais de vulgarité dans un programme qui n'attend que cela. Pas une ombre de sensiblerie, des jeux de questions-réponses jouissifs avec le flûtiste solo du LSO dans Tchaïkovski, des attaques de titan, à la Richter, dans Rachmaninov... Maxime Chostakovitch, fils de Dmitri, était juré en 1989 au concours Van Cliburn quand le prodige fut lauréat. Il s'en est souvenu : comme on le comprend. Malheureusement, ces belles qualités s'envolent dès que Sultanzov se présente seul en scène (le Monde du 18 février).

1 CD Teldec Classics 2292-46281-2.

## Reger, Crumb, Britten, Ligeti

Sonates pour violoncelle seul

Matt Haimowitz

Reger, c'est clair, a écrit sa sonate en pensant aux suites de Bach. Crumb et Ligeti ont fait la leur en pensant à Bartok. A quoi, à qui pensait Britten quand il composa sa suite imbriquant mouvements d'architecture classique et mélodiques d'allure improvisée imitant guitare et *canto flamenco* ? Moins de vingt ans, et un passé déjà glorieux à Marlboro, Matt Haimowitz pense, lui, à sa carrière. Il a signé là un disque qui sort du commun par l'originalité du programme, l'impeccable tenue de l'interprétation, la sûreté de l'intonation, l'épaisseur sans lourdeur du son. Un disque qui lui a d'ailleurs valu une récompense de l'Académie Charles-Cros.

1 CD DG 431 813-2.

A. R.



Tom Koopman.

## Jazz

## Helen Merrill

Clear Out of This World

Plus jeune, mon père disait : « Je n'aime pas les femmes qui chantent. » Il aimait pourtant Mado Robin et Ella Fitzgerald. Il ne doit pas connaître Helen Merrill. L'Amérique aussi a failli l'oublier. Des Européens la produisent. Ils produisent le chant en elle. Ils savent, parce qu'ils sont encore gens de science, que l'âge d'Elen Merrill (à peine plus jeune que mon père, de huit ans, dites) a dessiné en elle la capacité de sa mémoire. Elle n'a rien oublié. Elle sait exactement, c'est la science des femmes, l'âge de sa voix. Elle sait trouver dans cette voix l'âge de sa jeunesse. L'âge du moment où elle a été femme, du temps où elle l'a regretté. Exactement. Elle la trouve. Qu'est-ce qu'un producteur au juste ? C'est un type qui eût aimé chanter comme une femme qui chante ou jouer comme Wayne Shorter, comme Tom Harrell. Comme les autres dans ce disque. Il imagine un chant, il construit ce qui le forme. Il réunit les musiciens qu'il aime le plus dans le rôle, il rêve une séance. Et il regroupe tout ce monde avec l'idée (il l'a) ou l'argent (s'il le peut). Jean-Philippe Allard, avec Daniel Richard à ses côtés, produit ce dis-

que d'« Out of this world », de l'autre côté du miroir... Avec un contre-chant indéchiffrable de Wayne Shorter et Tom Harrell. Avec une résurrection inespérée de *Hilltop Weep for Me* qu'on avait fini par oublier. Comme un corps endolori par le plaisir. Avec une séquence presque sublime, un dialogue presque rêvé, en compagnie de Red Mitchell, sur le morceau fétide de Sartre *Some of This Days*. Presque. Un producteur, c'est un metteur en scène. Il rassemble des hommes, les meilleurs, les plus justes, pour exploiter le chant d'une femme. Il peut arriver que ce calcul digne de Marivaux, de Sade ou de Fragonard donne un chef-d'œuvre. C'est le cas.

## Jimmy Rowles

Plays Duke Ellington

and Billy Strayhorn

Red'n Me

Deux disques. *Red'n Me* (en duo avec le bassiste Red Mitchell) et *Jimmy Rowles Plays Duke Ellington and Billy Strayhorn* (en piano solo), viennent situer exactement l'un des accompagnateurs les plus recherchés des quarante dernières années. Pour son goût, son intime connaissance du répertoire et son raffinement. Indispensable à tous les amateurs de piano, jazz ou pas.

1 CD Dreyfus 849233-2.

1 CD Columbia 4676391-2. Distribution Sony.

F. M.

## Rock

## Tori Amos

Little Earthquakes

Kate Bush. On est obligé d'y penser à cause du côté Madame Follies, mais aussi du piano délicat de la voix qui grimpe les octaves sans prévenir. Et puis, au fil des chansons, l'obligation s'évanouit. Tori Amos est sûrement un peu folle, mais d'une autre espèce. Derrière elle, tout le poids d'une multinationale du disque qui espère réussir là où les autres ont échoué en établissant durablement une chanteuse à texte. Les déboires de Susan Vega chez A&M et les apparitions éclair de Jill Sobule ou Mary Margaret O'Hara (il ne s'agit bien sûr que de marketing, rien à voir avec les valeurs respectives de ces artistes) ont laissé les États-majors partagés entre la convoitise et la réticence. Le groupe Warner a donc parié sur Tori Amos. Et pas plus que la référence à Kate Bush, ce patronage n'arrive à étouffer l'identité de cette Sudiste (Caroline-du-Nord) exilée à Londres, de ces chansons qui doivent un peu aussi à Randy Newman et beaucoup au sens de l'absurde. À l'hyper-anxiété joyeuse de Tori Amos, issue d'une famille qu'elle se plaît à décrire comme sortie de *Delirance*, elle a gardé de son enfance un goût pour les situations paroxystiques, qu'elle met en scène dans des textes, brillants, provocants, sur des mélodies intelligentes. Seule la production yuppie (à l'usage du lecteur CD de voiture) trahit les enjeux économiques qui se cachent derrière ce début séduisant.

EastWest/WEA 7567-82368-2.

T. S.

## Chanson

## Noel Coward

The Noel Coward Album

Polygraphe universel, et donc auteur-compositeur-dandy, chanteur de charme, sujet britannique aux cheveux plaqués en arrière et à la mise impeccable, Sir Noel Coward se promène dans la chanson avec la désinvolture décadente des aristocrates du West-End londonien de l'entre-deux-guerres. Noel Coward avait saisi l'art et la manière de faire de l'ironie farouche sur des airs de jazz : des préjugés raciaux à la médiocrité ambiante, de la bonne humeur de façade au swing de fond. *The Noel Coward Album* reprend des enregistrements réalisés en public à Las Vegas et New-York en 1955 et 1956. Des pots-pourris, quelques touches de Cole Porter, des « r » roulés, des « a » emphatiques et un charme à tomber par terre.

1 CD MDK 47253 distribué par Sony Music.

V. Mo.

## Musiques du monde

## Alpha Blondy

Masada

Retour de l'enfant prodige, en pleine forme, délivré des atmosphères passablement enluminées des années précédentes. Le plus célèbre des rasta-men de l'Afrique croit toujours en Dieu et parle aux jeunes avec autant de pugnacité qu'à la belle époque où ses concerts faisaient des émeutes. *Masada* est un disque musicalement heureux, avec touches de cuivre, de tama (le petit tambour à aisselle sénégalais) et quelques mélodies faciles à reprendre. Sur le fond, l'ivoirien multinationnel dresse une carte assez précise de l'Afrique occidentale. *Multiparisme* (*Mélorisme*) rend compte de cette Afrique en état de transition où l'on attend que tout casse ou tout passe : « Multiparisme, c'est pas tribalisme... Les militaires sont fâchés ! Parce qu'ils sont mal payés ! Les policiers sont fâchés ! Parce qu'ils sont mal payés ! » Et les étudiants, et les médecins, et les ouvriers, et les professeurs, etc. Houphouët Boigny, la guerre du Golfe, la paix au Liberia, les armes chimiques, l'amour et les rendez-vous, Alpha Blondy, pétillant, n'oublie rien. Boncana Maïga, dans le rôle du directeur artistique, a laissé le champ libre à Alpha, trop frais pour être sermonneur. Sachant que tout cela est bien du reggae, même à l'africain, qu'il y a chez Alpha Blondy la naïveté lucide d'un grand enfant qui en a vu d'autres, cet album que l'Afrique a déjà adopté est un cadeau du dieu Jah en ces temps austères.

1 CD EMI 7966202.

## Zap Mama

Marie Daïne, le chef de cette bande des cinq qui n'a pas de chef, se situe « entre culture wallonne et bantoue ». Belge et Zaïroise comme ses quatre comparses, Cecilia, Céline, Sabine et Sylvie — une gamme de couleurs à elles seules —, Marie Daïne est partie à la pêche aux sources polyphoniques pour monter ce quintet nouveau genre. Chants pygmées, complaintes rwandaises, zaïroises, gospels, rythmes cubains, avec quelques écarts vers l'Espagne et la Syrie, les cinq chanteuses, voix de basse ou voix de tête, entonnent à cappella des petits sketches drôles, délicieux, dans un style bien inhabituel. Le disque ne rend bien sûr pas compte de leurs talents à laisser couler dans les gestes, dans la danse et l'improvisation l'idée des cultures croisées et mélangées qu'elles nous importent de leur Bruxelles natal. Mais c'est un objet bien singulier, qui consolera ceux qui n'ont pu encore les voir en scène avec Jacques Higelin.

1 CD Remark 513013 distribué par Polygram.

V. Mo.

## SCRIABINE ET LES « SRIABINIENS »

## L'art du raccourci

VALANCHE de compilations, ces temps-ci : effet pervers bien connu des rééditions numériques. Disposer, d'une seule coulée, dans un album unique, de tout l'art de Christa Ludwig entre 1957 et 1969, surtout si la moisson comprend, comme c'est le cas, des pages aussi inattendues que les *Chansons Madécasses* de Ravel (1968), aussi attendues que les *Wesendonck-Lieder* ou la *Mort d'Isolde* accompagnés par la Philharmonie dirigée par Klemperer (1962), qui résisterait ? D'autant que Ludwig chante toutes les époques, tous les répertoires, comme si elle incarnait « la » voix, instrument à la fois inspiré et abstrait de toute musique. Au premier CD, on s'extasia de cette universalité. Au quatrième, on n'y prend presque plus garde. Même pour un talent aussi surprenant, l'ennui naît de la quantité (1).

D'où notre reconnaissance lorsqu'un bon camarade, conscient du fait, prend le contre-pied et produit un disque — mais oui, rien qu'un petit CD — qui dit le plus, qui parle énonciativement, qui nous informe considérablement, et dont les minutes, comme les nôtres, sont comptées (2). C'est un enregistrement à double ressort, à double entrée. Au premier abord : une dégélée de préludes, de mazurkas, d'études de Scriabine, et le *Poème opus 32 n° 1*, et le tardif *Vers la flamme opus 72*, soit un régal en bonne et due forme des meilleures œuvres pour piano solo du compositeur russe.

Venons-en au « concept », comme on dit en publicité. Cinq pianistes, dans cette exposition de miniatures, signent l'interprétation. En tête : Scriabine himself, adulé comme virtuose de son vivant, dont on découvre en remontant le temps (ses enregistrements sur rouleaux de piano pneumatique, vieux de plus de quatre-vingts ans auraient pu être mieux enregistrés)

qu'il fut un maniaque de la pédale forte, qu'il ne levait pas le pied du plancher, ni les doigts du clavier et que son goût était pour le moins daté : technique de pianiste de bar, emphase. Mais le piano pneumatique est d'une fidélité douteuse. Puis vint Alexandre Goldenweiser, interprète du maître du vivant de ce dernier, professeur de Nikolaïev. Une articulation de claveciniste coincé, un claveciniste qui savonnerait tous les traits un peu rapides. Ça prend l'air, ça ne tient pas au clavier.

Oui, mais après : la poésie, la narrativité théâtralisée, le défilé des transitions et des phrases de Samuel Feinberg (ses enregistrements des *Mazurkas* précèdent de cinq ans les *Préludes* de Goldenweiser, mais la précision « enfoncée » du piano moderne est de son côté).

Enfin : les seigneurs. Heinrich Neuhaus, cet Alain Cuny du piano, l'abandon corporel total dans la diction, le dépassement de soi dans une espèce de folie dominée, à deux doigts de sombrer dans le délire, le vrai, à partir du *Prélude 3 de l'opus 13* (page 33 de ce CD). Et Sofronitski, revenu de toutes les excentricités sur son piano désaccordé, les mains comme livres, légèrement décalées, l'excessif symbolisme retrouvé dans l'ineffable brasier de *Vers la flamme*, monstre pianistique qu'il fut l'un des seuls à affronter sans pâlir.

ANNE REY

(1) *Les Introuvables de Christa Ludwig*, préfacés (remarquablement) par André Tubeuf : 1 album de 4 CD EMI CMS 7 64074 2.

(2) *Scriabine par Scriabine, Goldenweiser, Feinberg, Neuhaus et Sofronitski* : 1 CD Harmonia mundi LDC 28 8037.

## VOTRE TABLE CE SOIR

• Ambiance musicale • Orchestre - P.M.R. : prix moyen de repas - J... H... ouvert jusqu'à... heures.

DINERS		RIVE DROITE
<b>RELAIS BELLMAN</b> 37, rue François-1 <sup>er</sup> , 9 47-23-54-42 F. sam. dim.  <b>TY COZ</b> 32, rue Saint-Georges, 9 47-75-43-93/34-61 F. lun. soir 47-75-43-93/34-61 Bonne cuisine 47-00-10	Jusqu'à 22 h 30. Cadre entièrement rénové. Salle climatisée. Cuisine française traditionnelle. Les RAVIOLES DU ROYAN. Sols en carrelage. FLEET à l'ESTRAGON. Ustensiles du jour.  <b>ARRIVAGE JOURNALIER DE POISSONS FRAIS, CRUSTACÉS, PLATEAU DE FRUITS DE MER, CARTE 300 F.</b> Menu de la mer le soir 150 F TTC.	
RIVE GAUCHE		RIVE DROITE
<b>NOUVEAUX LES GILLES</b> 46-33-66-07 et 66-12 39, rue Saint-Louis-en-l'Île, 6 Climatisé  <b>LE MAHARAJAH</b> 43-54-26-07 Plats à emporter : moins 30%  <b>RESTAURANT THOUHEUX</b> 47-45-49-75 79, rue Saint-Dominique, 7	Unique au monde. Cadre fin 17 <sup>e</sup> . Ambiance exceptionnelle. Menu 6 plats : 175 F tout compris. Vin à discrétion. Tous les soirs. Dimanche midi et soir.  <b>L'INDE SUCCULENTE</b> au 72, bd St-Germain, 9. M <sup>re</sup> Maubert. T.L.J. NON-STOP de 12 h à 23 h 30, ven., sam., accueil jusqu'à 1 h. CADRE LUXUEUX. Env. 160 F.  Spécialité de confit de canard et de canard au confit de canard. See jusqu'à 23 h 30. TOUS LES JOURS. Dim. see continu de 12 h à 23 h 30. SALONS CLIMATISÉS.	

### ALSACE A PARIS

43-56-89-36  
9, pl. Saint-André-des-Arts, 6 - Salons

CHOUKROUTES, grillades  
POISSONS  
DÉGUSTATION D'HUITRES  
ET COQUILLAGES  
Pâtisserie - Grands crus d'Alsace

### LES GRANDES MARCHES

AU PIED DE L'OPÉRA-BASTILLE  
La bonne adresse du quartier.  
HUITRES toute l'année.  
POISSONS DU MARCHÉ  
Plats traditionnels. Vin à découvrir.  
"DECOR" brasserie de luxe.  
JARDIN D'HIVER  
T.J., de 11 h 30 à 2 heures du matin.  
6, place de la Bastille. 43-43-90-32.





LA « NOCHE TROPICAL » DES CUBAINS A TOKYO

## Un rêve de cabaret exotique

Le *Tango argentino* de Claudio Segovia et Hector Orezzoli a été créé à Paris, au Châtelet, pour le Festival d'Automne en 1983, et n'a depuis pratiquement jamais cessé de se danser aux quatre coins du monde. La dernière fois, c'était à Londres, cet été. A Tokyo, il a laisé une telle empreinte, que Mitsubishi - il n'y a là-bas que des producteurs privés - a pris le risque d'une création : un grand spectacle cubain, une *Noche tropical*, féerie d'une sophistication affolante.

TOKYO

de notre envoyée spéciale

Il y a des harmonies de couleurs d'été, des paillettes rutilantes, des franges frémissantes, de la soie douce, de multiples jupons, des volants bouillonnés filetés d'or. Il y a du blanc et du noir, des sculptures de cheveux, des sourires scintillants. Il y a quinze palmiers incongrus dont la tête se cogne à des échafaudages métalliques. Des marches raides bordées de néon. Il y a un big band - trente musiciens dont un vieux pianiste aveugle. Un crooner - veste smoking blanche à revers et parements noirs, pochette rouge - se lamentant d'amour en descendant le grand escalier une main dans la poche, l'autre tenant négligemment son micro. Un couple d'ancêtres dansant la rumba. Des filles en bustier d'argent et larges jupes à trois volants cendrés, souliers rouges, se cambrant dans les bras de jeunes Noirs en habit.

Il y a une matrone couronnée d'un turban dont la voix s'élève trimbalée des années de cocktail cigarettes-rhum. De longues sirènes coulées dans des fourreaux entièrement pailletés évasés à la sévillane, ondulant, souveraines, autour de la piste. Des filles en robes courtes ornées d'une ceinture poul, chaussées de sandales irisées glissant légèrement à petits pas. Sur leurs épaules ambrées se posent, sans insistance, les manches d'un blanc immaculé de leur cavalier. Il y a deux bandes rivales qui se défient au mambo. Deux mouillats qui se trémoussent avec une pêche, avec un aplomb monumental.

Il y a cent vingt, venus de Cuba pour dix jours de *Noche tropical* au Japon - à Kobe puis à Tokyo, du 29 janvier au 3 février. C'était surréaliste, fastueux à rendre jaloux dans leur paradis Busby Berkeley et Minelli. C'était la dernière œuvre de Claudio Segovia et Hector Orezzoli. L'histoire de cette production échevelée remonte au triomphe japonais du spectacle qui leur a apporté la reconnaissance, et une gloire

internationale : le *Tango argentino*. Au Japon, l'effet a été ravageur. L'équipe technique qui s'en est occupée est allée, pour le prolonger, jusqu'à recopier les robes, les costumes, la chorégraphie, imitant les Argentins en play-back sur le disque original.

Entre-temps, Claudio Segovia et Hector Orezzoli avaient monté à Paris puis à Broadway *Flamenco puro* puis *Black and blue* - restitution du style des revues noires au temps du Cotton Club, avec laquelle les agents de Mitsubishi auraient voulu recommencer l'opération *Tango*. Mais une tournée était prévue, ensuite les artistes n'étaient plus libres en même temps. Hector Orezzoli a suggéré une grande fête latino-américaine. Sans trop y croire, car les Japonais investissent de préférence sur des spectacles dont ils ont pu apprécier les qualités. Pourtant, probablement rassurés par le raz de marée du tango, ils ont accepté.

Cela se passait il y a juste un an. Hector Orezzoli et Claudio Segovia, qui habitent New-York, sont allés à plusieurs reprises à Cuba. Ils y connaissent quelques vieux artistes « totalement géniaux ». De la culture cubaine, de sa musique, ils possèdent une connaissance sensible, presque amoureuse. Ils ont fait passer des auditions. Par l'intermédiaire d'Artes, l'agence officielle des arts, ils ont rencontré des centaines de danseurs, chanteurs, musiciens, qu'ils ont sélectionnés.

Pour son entrée à la Maison de la culture de Bobigny en 1989, Ariel Goldenberg avait lui aussi organisé une fête cubaine. Il avait délégué à une correspondante le soin de choisir sur place plusieurs groupes, et, pour quelques jours, avait transformé son bâtiment en cabaret tropical - référence obligée, le Tropicana, l'un des plus grands cabarets du monde dans un cadre somptueux en plein air. Les stars les plus diverses y sont passées, aujourd'hui il se survit. La référence de la *Noche tropical* demeure le Tropicana. Mais en dehors même de l'énorme disparité des moyens, le concept est différent.

D'abord Claudio Segovia et Hector Orezzoli n'ont pas engagé de groupes constitués, mais des individus avec lesquels ils ont formé la troupe et l'orchestre. De susceptibilités en frictions syndicales, c'est cette sélection individuelle qui a provoqué les plus grosses difficultés. Segovia et Orezzoli avaient pensé y joindre des Cubains de New-York et de Miami, qui tous ont fermement refusé. Telle qu'elle est, la troupe offre un extravagant mélange de personnalités pour le moins originaux, de fortes personnalités, tapant la semelle dans le hall de l'hôtel (de luxe) où ils étaient invités à Tokyo, regardant tomber la neige, un bonnet de laine enfoncé jusqu'aux yeux, le col du blouson plastique relevé dans le vain espoir de se protéger du froid, se donnant du courage avant de courir chercher des chips et des oranges...

Tout est cher, très cher pour tout le monde au Japon. Mais sur scène, dans leurs habits de rêve, les Cubains ont été ce qu'est l'Arlesienne de Christian Lacroix à celle des parades folkloriques. Pendant six jours et huit représentations, leur beauté a illuminé le Palais des arts martiaux, où ils ont attiré environ 50 000 personnes.

A Cuba, ils avaient préparé le spectacle avec un directeur musical et trois chorégraphes qui suivaient plus ou moins les indications de Claudio Segovia - lequel, pendant ce temps, s'occupait avec Hector Orezzoli des costumes à New-York. Ils ont fait broder les paillettes à Los Angeles. Ils ont dû (car les Cubains ne pouvaient pas venir sur place pour les essayages) faire fabriquer des mannequins à leurs mesures, travailler également d'après photos et vidéos. Et aussi sur des gens de mêmes mensurations. Le thème choisi est un hommage aux années 50, âge d'or du music-hall - et du Tropicana - ainsi que des musiques afro-cubaines. D'ailleurs Hector Orezzoli avait découvert un lot de costumes de scène datant de ces années-là.

Il ne s'en sont pas servis, ne les ont pas recopiés à l'identique. Ils ne reproduisent jamais : ils réinventent. Ils ont étudié les tissus, les coupes, la façon dont les gilets sans manche au col relevé, au décolleté en pointe mettent en valeur la peau et la courbe du buste, examiné l'épaulage des vestes, les dessins des cravates, le blousant des chemises, les assemblages de couleurs, les finitions, les fermetures, les boutons... Le travail de Claudio Segovia et Hector Orezzoli est d'une minutie maniaque, leur source d'inspiration est la mémoire de leurs émotions, les souvenirs auxquels ils redonnent vie en les magnifiant. Ils déplacent la réalité au point de jonction du vrai et de l'impossible. C'est leur art, et la définition de tout art.

La première représentation a eu lieu à Kobé, où artistes et matériel étaient arrivés trois jours à l'avance, accompagnés de dix Américains - auxquels se sont adjoints trente Japonais pour les derniers essayages des 570 costumes sur les gens à qui ils étaient destinés. La troupe a donc eu deux jours pour mettre au point le spectacle - sono, éclairages compris. Avec une cinquantaine d'habilleuses japonaises - doublées d'interprètes - pour les changements rapides, et le soin des costumes. Un pari insensé que Claudio Segovia a tenu seul, depuis que la mort d'Hector Orezzoli (le Monde du 5 décembre 1991) « a interrompu la conversation commencée il y a dix-neuf ans ».

A Kobé, l'espace étant plus grand encore qu'à Tokyo, il a fallu détruire le décor construit tout exprès, et en inventer un autre, rapidement monté dans la salle des Arts martiaux. Dans cet immense bâtiment parcouru de courants d'air, mais à la sonorisation parfaite - Mitsubishi oblige, - au milieu des Japonais médusés et déchaînés, face à ce cabaret arti-

ficiel, on avait l'impression d'avoir abordé un vaisseau spatial perdu dans les tourbillons du temps, miraculeusement intact, et dont l'équipage aurait survécu aux tempêtes des modes, serait demeuré merveilleusement jeune. Derrière les masques du luxe, respirent, désirent des corps en allégresse. La perfection rigoureuse de l'image n'est là, semble-t-il, que pour mettre en valeur la sensualité des voix et des mouvements. Si le tango, né dans les sombres rues portuaires, dit les drames et les mystères des déracinements, s'il joue le « je t'aime je te tue » des couples déchirés, les musiques cubaines - langages secrets des esclaves employés aux travaux de la terre - ont avalé, assimilé d'innombrables influences - y compris celles des Français qui ont fui Haïti au moment de la Révolution.

Elles sont d'une infinie variété, mais la force primitive de leur fonction religieuse demeure. Elle se canalise dans des rapports homme-femme tout en appels, en marivaudages des corps, des sourires, des regards. L'ambiance est torride, pourtant, le plus souvent, garçons et filles dansent face à face sans se toucher, tournoient, feignent de s'éloigner... Parfois, ils s'enlacent cérémonieusement, c'est alors que brûle leur animalité.

Ils sont repartis pour Cuba et leurs costumes pour New-York. Le dernier jour, il y a eu une fête forcément joyeuse. Le succès engendre la gaieté, et si, la salle des Arts martiaux étant située dans l'aire du Palais impérial, il est interdit d'y vendre de l'alcool, l'ambassadeur de Cuba avait apporté du rhum. On se demandait tout de même ce que les Cubains pensent de cette image glamour et luxueuse, intemporelle, de leur pays. A quelle réalité correspond-elle ? Peut-être ne se posent-ils pas la question, peut-être n'ont-ils pas envie d'y réfléchir et d'y répondre. « La musique est notre réalité. » Celle d'aujourd'hui, celle d'hier ? « A cause du blocus américain, vous ne connaissez pas nos compositions récentes. » Pourtant, la plupart, sion tous, font des tournées.

Beaucoup chez les plus jeunes ont découvert ces pas et ces sons qui leur sont familiers, mais qu'ils ne pratiquent pas normalement. Comme partout ailleurs, ils rapent. Sur quelles paroles ? « Elles disent que les filles sont belles, que le ciel de Cuba est bleu », explique le danseur Jose Ayerbe, et il ajoute avec un grand rire « Nous n'imitons jamais personne... Nous retournons à Cuba, mais vous pouvez interroger toute la troupe, ce que nous espérons, ce que nous souhaitons, c'est de pouvoir reprendre le spectacle. »

Pourquoi pas Paris, pourquoi pas l'Europe, les agents de Mitsubishi ne sont pas indifférents à l'ouverture du Marché commun. Ils sont à la recherche d'une image.

COLETTE GODARD